

UNIVERSITE DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA COMPÉTENCE CIVILE
DES
JUGES DE PAIX
EN MATIÈRE MOBILIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le samedi 4 février 1905, à 1 heure et demie

PAR

Charles BERNARD

AVOCAT

Président : M. DUVERDIER DE SUZE, professeur.

Suffragants : { *M. PAUL GAUDEMET, professeur.*
 { *M. HÉMARD, agrégé.*

GRAY

IMPRIMERIE DE GILBERT ROUX

—
1905

DE LA COMPÉTENCE CIVILE DES JUGES DE PAIX

EN MATIÈRE MOBILIÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITE DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA COMPÉTENCE CIVILE
DES
JUGES DE PAIX
EN MATIÈRE MOBILIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le samedi 4 février 1905, à 1 heure et demie

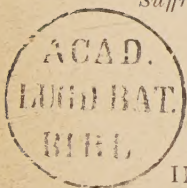
PAR

Charles BERNARD

AVOCAT

Président : M. DUVERDIER DE SUZE, professeur.

Suffragants : { M. PAUL GAUDEMET, professeur.
 M. HÉMARD, agrégé.



GRAY

IMPRIMERIE DE GILBERT ROUX

—
1905

DE LA COMPÉTENCE CIVILE
DES
JUGES DE PAIX
EN MATIÈRE MOBILIÈRE

INTRODUCTION

« Non content d'avoir nivelé et rétréci l'arène judiciaire (par le décret du 24 août 1790), le législateur, frappé des écueils qu'elle offrait encore, voulut du moins les signaler aux parties, et placer à l'entrée un pouvoir tout conciliateur et tout paternel. C'est dans ce but qu'il créa les justices de paix. Ce fut, on peut le dire, une des plus belles inspirations du nouveau régime ⁽¹⁾. »

Les juges de paix, en effet, ont été créés pour être conciliateurs et juges. Leur juridiction doit être à la portée de tous, sans occasionner beaucoup de frais ni de grands déplacements aux plaideurs, et sans leur faire attendre trop longtemps la solution de leurs conflits. « Représentez-vous, disait Thouret, rapporteur du décret de 1790, un magistrat qui ne pense, qui n'existe que pour ses concitoyens. Les mineurs, les absents, les interdits sont l'objet particulier de ses sollicitudes. C'est un père au milieu de ses enfants. Il dit un mot, et les injures se réparent, les divisions s'éteignent, les plaintes cessent ; ses soins constants assurent le bonheur de tous. » C'était une belle conception, essentiellement humaine et charitable. Malheureusement, si le magistrat a toujours été à la hauteur de cette tâche si noble, il trouve trop souvent chez ceux qui recourent à ses bons soins l'esprit de chicane, la méchanceté, la haine, l'entêtement qui font avorter ses projets de conciliation.

(1) Carou, *Juridiction civile des juges de paix*, préface, XI.

Et c'est pourquoi le législateur de 1790 en fit non seulement un conciliateur, mais un juge. Citons, au surplus, quelques passages de la discussion du décret. Prugnon, député de Nancy, disait : « Rendre la justice n'est que la seconde dette de la société. Empêcher les procès, c'est la première. Il faut que la société dise aux parties : pour arriver au temple de la Justice, passez par celui de la Concorde. » Et Pétion ajoutait : « Je soutiens que les juges de paix qu'on vous offre sont des juges contentieux, tandis qu'ils ne devraient être que des juges arbitres et conciliateurs. » Malgré cette opposition, le décret fut admis tel qu'il était présenté ; l'Assemblée se rallia à l'opinion de Thouret, qui répondit aux détracteurs du projet : « Si les juges de paix n'étaient que médiateurs, ils deviendraient bientôt inutiles ; tous leurs efforts n'arrêteraient pas les plaideurs. Votre comité vous propose donc de réunir en eux le double caractère de médiateurs et de juges. »

Nous ne nous occuperons pas ici du rôle de médiateur que le juge de paix joue dans les conditions réglées par les articles 48 et suivants du Code de procédure civile et 17 de la loi du 25 mai 1838, modifié par la loi des 2-5 mai 1855. Nous nous bornerons à signaler en passant l'évolution regrettable qui a fait dégénérer bien vite la tentative de conciliation en une pure formalité.

Nous n'envisagerons dans cette étude que les attributions contentieuses des juges de paix. Et même, comme, à ce seul point de vue encore, l'abondance des textes et des matières nous obligerait à sortir du cadre ordinairement restreint d'une thèse, nous serons contraint d'éliminer de notre travail tout ce qui a trait aux actions immobilières, possessoires et autres, pour nous cantonner dans ce sujet : *Compétence civile des Juges de paix en matière mobilière.*

« Il faut, disait Thouret, en présentant le projet de loi en 1790, il faut que tout homme de bien, pour peu qu'il ait d'expérience et d'usage, puisse être juge de paix.... La compétence de ces juges doit être bornée aux choses de conven-

tion très simple et de la plus petite valeur, et aux choses de fait, qui ne peuvent être bien jugées que par l'homme des champs, qui vérifie sur le lieu même l'objet du litige, et qui trouve dans son expérience des règles de décision plus sûres que la science des formes et des lois n'en peut fournir aux tribunaux. » Aussi le législateur s'efforça-t-il, et en 1790, et en 1838, de limiter la compétence des juges de paix à des litiges peu importants et roulant sur des objets de peu de valeur. ¹

Or, par suite d'une conception très ancienne, la fortune immobilière jouit pendant longtemps, sur la fortune mobilière, d'une préférence marquée : était riche celui qui possédait une maison, de bonnes terres labourables, et qui avait de beaux prés dans la vallée, le tout lui rapportant de gros revenus ; tandis que l'industrie était peu prospère, le commerce presque nul, et les bijoux très rares. De nos jours, il est vrai, ce préjugé, ce parti pris contre la fortune mobilière est devenu une idée surannée, et les vieux adages : *Res mobilis, res vilis; vilis mobilium possessio*, n'ont plus cours aujourd'hui. Cependant, la force de cette idée était telle qu'elle influa sur la rédaction des Codes, et même plus tard, sur la loi du 23 mai 1838. C'est ce qui explique que la compétence du juge de paix, créée pour « les choses de convention très simple et de la plus petite valeur, » s'appliquât aux objets mobiliers. Ce fut la raison d'être de cette magistrature et la base de sa juridiction.

C'est aussi, comme nous l'avons déjà dit, à ce qui touche à cette matière que nous limiterons cette étude, en essayant de suivre, autant qu'il sera en notre pouvoir, la trace des auteurs aux noms illustres, des Curasson, des Benech, des Carré, et de tant d'autres, à qui nous avons eu recours, trop souvent peut-être.

Notre base d'opérations sera formée par plusieurs textes législatifs qui nous fourniront les règles à suivre et les éléments principaux. C'est le décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire. C'est le Code de procédure civile

dans ses articles 2 et 3. Ce sont enfin les neuf premiers articles de la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix, en en exceptant, bien entendu, ce qui ne rentre pas dans notre sujet.

Mais il est utile, avant d'aborder l'étude de ces textes, de donner quelques notions préliminaires, pour bien déterminer en premier lieu le sens des mots : action personnelle, réelle, mobilière ou immobilière, qui reviendront souvent dans ce travail ; puis pour avoir quelques idées générales sur la compétence et ses aspects divers.

L'action est le droit de poursuivre en justice ce qui nous est dû : *Actio nihil aliud est quam jus persequendi in judicio quod sibi debetur* (*Inst.*, l. IV, t. VI). On a divisé les actions en personnelles ou réelles, mobilières ou immobilières. L'action est dite personnelle toutes les fois que le demandeur agit en vertu d'une obligation ⁽¹⁾, tandis qu'elle est réelle, si le demandeur agit en vertu d'un droit réel qu'il aurait sur la chose, objet du litige. L'action est mobilière ou immobilière, suivant qu'elle a un meuble ou un immeuble pour objet. *Actio ad mobile censetur mobilis. Actio aut mobilis aut immobilis est, secundum qualitatem rei quæ in actionem vel in judicium deducitur.* (Cujas, 3^e consultation.) (Cf. aussi anc. coutume de Normandie, l. VIII, ch. 1^{re}) ⁽²⁾.

Au surplus, il faut se garder de confondre la division des actions personnelles et réelles avec celle des actions mobilières et immobilières, et de croire que l'action personnelle est l'équivalent exact de l'action mobilière, comme l'action réelle serait l'équivalent exact de l'action immobilière. Rien n'autorise pareille assimilation.

(1) « Les actions pures personnelles, nées d'une convention ou d'un fait, sont celles par lesquelles nous agissons contre quelqu'un pour le forcer à exécuter les engagements qu'il a pris avec nous, ou pour obtenir de lui la réparation des dommages qu'il nous a causés. » (Henrion de Pansey, *De la compétence des juges de paix*, ch. XI)

(2) Cf. encore Benech, p. 35. — *Instit.* de Gaius, Comm. IV, paragr. 2. — *Instit.* de Justinien, *De Actionibus*, tit. VI, liv. IV, paragr. 1^{er}. — Carou, t. I^{er}, tit II, p. 61 et suiv.

La division des actions en personnelles ou réelles prend sa source dans la nature du droit qui les engendre. La division des actions en mobilières ou immobilières prend sa source dans la nature de l'objet auquel elles s'appliquent. On voit que les deux divisions sont très distinctes l'une de l'autre. Et, en effet, il est fréquent que l'action personnelle soit immobilière. Il arrive aussi que l'action réelle soit mobilière. Je puis être propriétaire d'un meuble aussi bien que d'un immeuble. Aussi Pothier, avec l'exactitude qui lui est habituelle, ne manque-t-il pas, après avoir divisé les actions en personnelles et réelles, de subdiviser les actions personnelles en mobilières et immobilières (*Introduction générale aux coutumes*, Pothier, édition Dupin, t. X, n° 119). La même subdivision s'applique aux actions réelles. Cependant, on voit poindre dès l'ancien droit une tendance à la confusion. Le mot « réel » y était pris quelquefois comme synonyme d'immobilier ; c'est ainsi que le nom légal de la saisie des immeubles était « saisie réelle. » Depuis, cette tendance n'a fait que s'accroître, et on en est venu, dans la pratique, à prendre l'un pour l'autre des termes pourtant si distincts, et à dire indifféremment réel pour immobilier, personnel pour mobilier (1). Mais ce qui est bien plus grave, c'est que le législateur moderne n'a pas su se défendre de cette confusion de langage, dont on trouve la trace notamment dans l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838, où il est parlé des « actions purement personnelles ou mobilières. »

Nous arrivons aux notions générales sur la compétence.

La compétence est l'aptitude d'un tribunal ou d'une cour à connaître d'une action ou d'une défense. C'est le droit pour un juge de connaître des affaires et de procéder aux actes que la loi lui attribue. — On peut dire encore que la compétence est l'ensemble des règles qui président à la mise en mouvement et au fonctionnement de l'appareil judiciaire.

(1) Cette confusion est très marquée, notamment dans le passage du traité de Caron, indiqué précédemment (t. 1^{er}, tit. II, p. 61 et suiv.).

Ces règles déterminent non seulement à quel degré de la hiérarchie judiciaire il faudra s'adresser pour obtenir justice, mais encore devant quel tribunal, parmi ceux du même degré, on devra porter le litige, et comment le juge ainsi désigné rendra son jugement, soit qu'il statue sans appel, soit que sa décision reste soumise au contrôle du degré supérieur de juridiction.

Nous précisons.

Dans l'ancien droit, la multiplicité des juridictions, la grande division des pouvoirs et des territoires compliquaient tellement les règles de la compétence, que les auteurs ne pouvaient même pas en aborder l'explication. Aujourd'hui, que les pouvoirs de chacun des degrés de l'ordre judiciaire sont nettement déterminés, il est très facile d'avoir des idées précises et de classer logiquement tout ce qui a trait à cette question.

Donc, après avoir constaté que le tribunal compétent pour connaître du litige fait partie de l'ordre judiciaire (par opposition aux juridictions administratives), qu'il se rattache à l'ordre civil (et non pas criminel), il faut se demander à quelle classe appartient ce tribunal. On sait que la justice civile comprend quatre classes de tribunaux de premier degré : le tribunal d'arrondissement, le tribunal de commerce, la justice de paix et le conseil des prud'hommes. Ce point fixé, il faut ensuite rechercher quel est, parmi tous les tribunaux d'une classe, celui qui doit juger l'affaire particulière dont il s'agit.

Les lois de la compétence *ratione materiæ* sont celles qui tracent la ligne séparative entre les juridictions, et répartissent entre elles les affaires à juger ; on appelle encore cette compétence « compétence absolue. » Déterminer ensuite le tribunal particulier qui devra juger l'affaire, c'est appliquer les règles de la compétence *ratione personæ*, ainsi nommée parce qu'on a en vue surtout ici la personne du défendeur. Enfin, la compétence se présente encore sous un troisième aspect : on doit se demander si on pourra ou non appeler du

jugement à intervenir. On dit que la compétence est *en premier ressort*, quand la décision à intervenir est susceptible d'être attaquée par la voie de l'appel ; elle s'exerce exclusivement au premier degré de juridiction. Elle est *en dernier ressort*, lorsque l'affaire en litige est irrévocablement solutionnée par la juridiction devant laquelle elle est portée. Cette compétence, d'ordinaire, s'exerce au second degré de juridiction ; parfois cependant elle s'exerce même au premier degré, mais c'est alors en vertu d'une disposition formelle de la loi.

Pour réglementer ces questions de compétence assez délicates, le législateur a en vue tour à tour la nature de l'action, l'objet sur lequel elle porte, sa valeur, le domicile des parties en cause. Malheureusement les détails manquent, et il est regrettable que le législateur de 1806 n'ait pas, dans un titre du Code de procédure civile, comme le demandait alors la Cour de cassation, indiqué les principes directeurs en cette matière. On en est réduit à tirer le meilleur parti possible des vagues données disséminées çà et là dans le Code de procédure (art. 2, 3, 59, 420) et dans des lois spéciales se rapportant à chacun des degrés de juridiction.

Au sujet des justices de paix, nous nous poserons les questions suivantes : quelles affaires seront dévolues aux juges de paix, au lieu d'être instruites par le tribunal d'arrondissement, le tribunal de commerce ou le conseil des prud'hommes ? Les règles de la compétence *ratione materiæ* nous renseigneront à ce sujet. A quelle justice de paix devra-t-on s'adresser, dans chaque cas particulier ? C'est la compétence *ratione personæ* qui entre en jeu. Enfin, le juge de paix qui statuera rendra-t-il une sentence susceptible ou non d'appel ? La loi nous donne une solution, en nous indiquant les règles de la compétence en premier et dernier ressort, et en en fixant le taux.

Résumons-nous. Les juges de paix ont, en matière mobilière (c'est la seule de leurs attributions que nous envisageons dans notre travail), une compétence assez étendue, parce que ces matières sont considérées comme étant de peu de

valeur. Nous devons chercher quelle est cette compétence, comment elle s'exerce, sur quelles affaires elle porte ; et, pour ce faire, nous appellerons à notre aide les textes législatifs et les lumières des auteurs.

Il nous a paru intéressant d'étudier cette question qui est à l'ordre du jour, puisque, tout dernièrement, la Chambre des députés ⁽¹⁾ s'est occupée des juges de paix, en votant une proposition de loi, déposée sur ses bureaux par M. Cruppi, et qui a pour but d'abroger en grande partie, sinon en totalité, la loi, qui nous régit encore, du 25 mai 1838. — Notre travail sera presque un coup d'œil rétrospectif sur cette dernière loi, qui sera sans doute modifiée dans un bref délai ; mais on pourra cependant en retirer quelque enseignement, car il y a en elle des principes, des attributions de compétence, pour les justices de paix, qui se trouvaient déjà dans le décret sur l'organisation judiciaire des 16-24 août 1790, et qui certainement subsisteront dans la loi en élaboration.

De plus, cette question est intéressante aussi parce qu'elle est très embrouillée ; en effet, pour fixer les limites, soit de la compétence ordinaire, soit de la compétence exceptionnelle des juges de paix, le législateur a eu recours à un criterium différent de celui auquel il s'est attaché pour déterminer les attributions des autres juridictions. A l'égard de celles-ci, le législateur a seulement considéré la nature des litiges, leur cause génératrice, sans se préoccuper, sauf pour la détermination du dernier ressort, de la valeur des intérêts contestés et discutés. — Au contraire, quand il s'agit de fixer la compétence des juges de paix, le législateur prend en considération deux éléments, la *nature* du litige et sa *quotité*, la

(1) Dans la séance du 16 juin 1903, à la Chambre, M. E. Lepelletier disait : « La réforme des justices de paix est à l'ordre du jour, on peut le dire, depuis l'avènement de la République. .. Cette réforme, pour n'avoir pas, dans le pays, grand retentissement, pour n'avoir pas été préparée par des campagnes, soit de presse, soit de conférences, pour n'avoir produit aucune agitation, n'en est pas moins attendue impatiemment par les justiciables. Et cela parce que le juge de paix est un magistrat populaire et sympathique dans notre pays, et qui, à quelques exceptions près, mérite cette sympathie et cette popularité.... »

valeur de la demande. A l'égard de certains litiges, la loi s'attache tout à la fois à leur nature et à leur quotité ; pour d'autres, au contraire, la nature est le seul élément dont le législateur tienne compte. Enfin, suivant la qualité et la quotité des litiges, le juge de paix est appelé à statuer sur eux, soit en premier, soit en dernier ressort. Ce procédé, en apparence bizarre, s'explique par le but même de l'institution de la juridiction des juges de paix. — Ce magistrat est le juge des petits procès, petits par les questions soulevées, petits par les intérêts discutés. Pénétrés de cette idée, nous comprendrons pourquoi la loi fait dans certains procès cesser la compétence du juge de paix, soit lorsque le litige se complique de questions délicates, soit lorsque les intérêts discutés excèdent une certaine valeur.

Le plan de notre modeste essai ressort tout naturellement de nos préliminaires sur la compétence :

Dans une première partie, nous verrons ce qui a trait à la compétence *ratione materiæ*, générale et spéciale. Nous ferons ainsi le commentaire des articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de la loi de 1838, en écartant les actions possessoires et tout ce qui rentre dans les actions immobilières. — Puis, plus brièvement, nous nous occuperons des demandes reconventionnelles ou en compensation (articles 7 et 8).

Après quoi, nous arriverons à la compétence *ratione personæ*, dont nous trouverons la règle dans les articles 2 et 3 du Code de procédure civile. Ce sera l'objet de notre seconde partie.

La troisième partie sera consacrée à la compétence en premier et dernier ressort, pour laquelle nous trouverons des renseignements dans la loi de 1838.

Enfin, nous passerons rapidement en revue les divers projets de réforme, qui tous ont échoué jusqu'alors. Et nous étudierons un peu plus longuement la dernière tentative, à laquelle on a déjà donné un commencement de vie.



PREMIÈRE PARTIE

COMPÉTENCE « RATIONE MATERIÆ »



Nous savons déjà ce que c'est que la compétence *ratione materiæ*. C'est le droit qu'a le juge de paix de connaître des affaires que la loi lui attribue spécialement, et ce, à raison de la matière même, déterminée par la loi, sur laquelle porte l'action intentée.

Nous diviserons cette première partie en deux chapitres. Le premier aura trait à la compétence *ratione materiæ* générale ; le second à la compétence spéciale.



CHAPITRE I^{er}

COMPÉTENCE GÉNÉRALE

C'est elle qui forme le droit commun, et la règle générale à suivre en cette matière.

On la trouve dans l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838, ainsi conçu :

« Les juges de paix connaissent de toutes actions purement personnelles ou mobilières, en dernier ressort jusqu'à la valeur de cent francs, et à charge d'appel jusqu'à la valeur de deux cents francs. »

Nous ne retenons, pour le moment, de cet article, que la phrase : « Les juges de paix connaissent de toutes actions purement personnelles ou mobilières. »

Le décret des 16-24 août 1790, sur l'organisation judiciaire, titre III, article 9, avait déjà édicté une règle semblable, en disant que : « Le juge de paix, assisté de deux assesseurs, connaîtra avec eux de toutes les causes purement personnelles et mobilières.... »

Quelle est donc la raison déterminante de cette attribution de compétence pour les matières purement personnelles ou mobilières ? — Elle est fondée sur la modicité de l'intérêt du litige. Et nous savons que le législateur, aussi bien en 1790 qu'en 1838, cherchait à soulager les petits plaideurs, et à éviter que les frais d'un procès roulant sur une somme de minime importance ne dépassent la valeur du litige, — bien que cependant pour ces plaideurs une somme de cent ou de

deux cents francs soit quelquefois une somme considérable ; c'est même souvent toute la fortune de quelques-uns. — Loysel, déjà, disait : à peu de choses, peu de plaids. Or, il est bien certain que devant le juge de paix, la procédure est moins coûteuse que devant le tribunal d'arrondissement.

Nous devons maintenant résoudre une question qui se présente naturellement à l'esprit, à la lecture de notre article premier. Quelles sont, en droit, les actions « purement personnelles ou mobilières, » et que veulent dire ces mots de la loi ?

Les mots « purement personnelles... » prêtent à une juste critique. Le législateur n'a pas su se défendre de la confusion de langage que nous avons signalée plus haut ⁽¹⁾ ; il emploie le terme « personnel, » comme synonyme du terme « mobilier. » Mais nous avons démontré que ces termes sont très distincts l'un de l'autre. Autre chose est la division des actions personnelles et réelles ; autre chose est la division des actions mobilières et immobilières. Il est fâcheux que la formule de la loi soit incorrecte ; si elle s'en était tenue au mot propre, le commentaire serait dégagé de subtilités qui en altèrent la clarté. Quoi qu'il en soit, la pensée de la loi n'est pas douteuse ; elle est d'attribuer au juge de paix, dans la limite fixée, les actions mobilières à l'exclusion des actions immobilières. L'article premier doit être entendu comme si les mots « purement personnelles » ne s'y trouvaient pas. Tout le monde est d'accord sur ce point.

Ajoutons que le législateur de 1838 a cru sans doute éviter toute équivoque en remplaçant la conjonctive *et*, que l'on trouve dans le décret de 1790, par la disjonctive *ou*. Il s'est trompé, et nous ne pouvons que répéter qu'il s'est servi d'une formule incorrecte. Pour exprimer sa pensée, qui était d'attribuer, dans la limite fixée, compétence aux juges de paix pour les actions mobilières, à l'exclusion des actions immobilières, il aurait dû ne parler que des actions mobi-

(1) Cf. *supra*, introduct., p. 7.

lières, et retrancher les mots « purement personnelles ».

Quoi qu'il en soit, voilà le juge de paix investi, de par la loi de 1838, d'une compétence générale assez étendue, portant sur « toutes actions purement personnelles ou mobilières. » — Néanmoins, si générale que soit la loi dans ses expressions, elle n'est pas absolue. Nous devons, en passant, indiquer une restriction au profit des autres juridictions de même degré que la justice de paix, des tribunaux de commerce ⁽¹⁾ et des conseils de prud'hommes. — Nous ne parlerons pas ici des tribunaux d'arrondissement, qui connaissent, on le sait, comme juges du premier degré, de toutes les actions qui ne vont ni aux tribunaux administratifs, ni aux tribunaux de commerce, justices de paix et conseils de prud'hommes. — Cette question de la délimitation de compétence des juridictions civiles du premier degré, tout en étant facile, est assez importante, et mérite que nous nous y arrêtions quelque peu.

Les tribunaux de commerce sont compétents pour les affaires commerciales ; ils sont incompétents pour les affaires civiles. Tels sont les deux principes que l'on peut tout d'abord poser ; mais ils demandent des explications et des réserves nécessaires. Reprenons chacun des deux principes :

Les tribunaux de commerce sont compétents pour les affaires commerciales. C'est ce que nous dit l'article 631 du Code de commerce, dans ses numéros 1 et 3. Il est ainsi conçu : « Les tribunaux de commerce connaîtront 1° des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers ; 2°.... ; 3° de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes. » — Si l'on interprétait rigoureusement chacun des numéros de cet article, on pourrait dire que le tribunal de commerce est compétent pour les contestations relatives aux actes de commerce, quelles que soient les personnes qui les accomplissent ; et pour les contestations entre commerçants, quelle

(1) Cf. sur ce point Carou, *loc. cit.*, t. 1^{er}, p. 88 et suiv.

que soit la nature de l'acte. Mais la règle de la loi est au 3°, qui rectifie le numéro 1, — et c'est le 3° qu'il faut prendre au pied de la lettre : le tribunal de commerce est compétent pour les contestations relatives aux actes de commerce entre toutes personnes. (Cf. art. 638 C. de C., al. 1^{er}.)

En second lieu, les tribunaux de commerce sont incompetents pour les affaires civiles ; ils sont des tribunaux d'exception, qui ne peuvent être compétents que pour des affaires qui leur ont été accordées par des textes formels ; or, les articles 631 et 635 bornent la compétence des tribunaux de commerce aux affaires commerciales. — Cependant, il y a quelques dérogations à ce principe, qu'il faut indiquer. On en trouve une première dans les articles 636 et 637 : lettres de change irrégulièrement qualifiées simples promesses, et billets à ordre ; — le billet, par lui-même, n'est pas commercial ; il ne l'est que lorsqu'il constate un engagement commercial ; d'où il résulterait que les contestations auxquelles donne lieu un billet à ordre seront tantôt de la compétence des tribunaux civils, tantôt de celle des tribunaux de commerce. Le législateur a dérogé à ce principe : l'article 636 (1) déclare que le tribunal de commerce ne devra se dessaisir de la contestation, née au sujet d'un billet signé par des non-commerçants ne constatant pas une opération commerciale, qu'autant qu'il en sera requis par le défendeur. — Une deuxième dérogation au principe est dans l'article 634, n° 1, qui décide que les tribunaux de commerce connaîtront des actions intentées contre un commis, facteur, serviteur d'un marchand, et dérivant du trafic auquel le commis était préposé ; la loi ne s'occupe pas ici de la qualité du demandeur. — L'article 634, n° 2, contient une troisième dérogation : il s'agit de billets signés par des comptables de

(1) Art. 636 du Code de commerce : « Lorsque les lettres de change ne seront réputées que simples promesses, aux termes de l'article 112, ou lorsque les billets à ordre ne porteront que des signatures d'individus non négociants, et n'auront pas pour occasion des opérations de commerce, trafic, change, banque ou courtage, le tribunal de commerce sera tenu de renvoyer au tribunal civil, s'il en est requis par le défendeur. »

deniers publics (décret du 31 mars 1862) ; ils sont tenus civilement, mais jugés commercialement.

Des deux principes que nous venons de dégager, concernant les tribunaux de commerce, nous pouvons en déduire deux autres qui servent à déterminer la juridiction des tribunaux civils. Ces derniers, dirons-nous, sont compétents pour les affaires civiles, et non pour les affaires commerciales. — Nous arrivons ainsi au point qui nous intéresse le plus, au conflit qui s'élève entre les tribunaux de commerce et les justices de paix, au sujet de la compétence. Mais nous nous bornerons à solutionner ce conflit d'une manière générale.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi de 1838, les juges de paix connaissent de toutes les actions personnelles ou mobilières. Est-ce que, lorsqu'il s'agira d'un objet commercial dont la valeur ne dépasse pas 200 fr., le juge de paix aura compétence ? Non. Quel que soit le chiffre du litige, compétence appartient toujours au tribunal de commerce quand le procès est commercial. Du reste, on peut dire que, même au point de vue économique, il n'y aurait aucun avantage à soumettre cette catégorie d'affaires au juge de paix.

« La jurisprudence ⁽¹⁾ avait ainsi entendu l'article 9 du titre III de la loi de 1790, dont les termes ont été, quant au caractère des actions, conservés intégralement dans l'article 1^{er} de la nouvelle loi. On avait jusqu'ici constamment décidé que les juges de paix étaient incompétents *ratione materiæ* pour juger les causes commerciales. La discussion, qui a eu lieu, dans le sein des deux Chambres, démontre jusqu'à l'évidence qu'il en est de même sous l'empire de la loi du 25 mai. Dans son rapport du 2 avril 1835 (au *Moniteur* du 3 avril), M. Amilhau disait à ce sujet : « On a proposé à votre commission de comprendre dans la compétence des juges de paix les causes de commerce qui ne s'élèvent pas au-dessus de 300 fr. ; mais c'est avec regret qu'en exa-

(1) Benech, *loc. cit.*, p. 38 et suiv.

minant la nature des causes commerciales, les connaissances pratiques qu'elles exigent, les vérifications de comptes et de livres, nous avons refusé d'accueillir cette proposition. »

La même pensée a été reproduite par ce député dans son second rapport du 6 avril 1838 (*Moniteur* du 9 avril, Supplément).

A la Chambre des Pairs, dans la session de 1837, la commission avait formulé l'amendement suivant sur l'article 1^{er} : « Cette juridiction s'étendra aussi aux affaires commerciales, dans les limites de la compétence ci-dessus, dans les lieux où le tribunal de première instance remplit les fonctions de tribunal de commerce. »

Cet amendement reposait sur les motifs les plus plausibles, puisqu'il s'agissait de prévenir les détours employés par les usuriers des campagnes, qui, pour pallier leurs exactions odieuses, font souscrire en leur faveur des lettres de change pour les sommes les plus modiques, afin d'entraîner leurs débiteurs devant les tribunaux de commerce, précisément dans le but de se soustraire au contrôle de la justice locale. M. le Garde des Sceaux donna son adhésion à cette proposition, mais elle fut rejetée (*Moniteur* du 23 juin 1837), sur les observations de MM. Portalis, Séguier, de Bastard et Voysin de Gartempe, qui firent ressortir la perturbation qu'elle allait entraîner dans la hiérarchie judiciaire, en créant deux degrés de juridiction là où il n'y en avait qu'un, et en constituant des tribunaux, jugeant commercialement, juges d'appel à l'égard des tribunaux de paix.

A la Chambre des députés, dans la session de 1838, M. Portalis (neveu), touché du sort des propriétaires qui, après avoir vendu leurs denrées à un marchand, sont obligés d'aller plaider devant les tribunaux de commerce pour en obtenir le prix, proposa d'insérer au paragraphe 1^{er} de l'article ces mots : « Les juges de paix connaissent des contestations entre les cultivateurs et les marchands. » Il faisait remarquer que l'affaire n'était pas, dans ce cas, commerciale d'une manière absolue, qu'elle n'offrait ce caractère que vis-à-vis

du marchand qui avait acheté, qu'il n'y avait pas dès lors d'inconvénient à sanctionner sa proposition.

M. Lherbette appuya l'amendement, qui fut combattu par M. Tesnière et par M. le Garde des Sceaux, dont les opinions avaient été modifiées par la décision qu'avait prise la Chambre des pairs sur l'amendement de sa commission.

M. Lescot de la Myllandrie crut devoir sous-amender la proposition de M. Portalis de la manière suivante : « Les juges de paix connaîtront également, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 fr., des actions relatives aux conventions verbales en matière de commerce » ; mais ce sous-amendement ne fut pas même appuyé. — L'amendement de M. Portalis fut rejeté.

« Tenons donc pour constant que les juges de paix ne peuvent connaître des matières commerciales, ni en premier ni en dernier ressort, soit qu'il s'agisse de l'exécution de conventions purement verbales, ou de conventions écrites, et que le tribunal de commerce est seul compétent. »

D'ailleurs, cette solution est conforme à la règle que les lois spéciales dérogent aux lois générales ; l'article 631 du Code de commerce, loi spéciale, déroge à l'article 1^{er} de la loi de 1838, loi générale. — Jamais, enfin, à aucune époque les commerçants n'ont demandé à ce qu'on étende la compétence des juges de paix aux affaires commerciales ; ces derniers n'auraient certes pas les connaissances techniques utiles pour juger les procès commerciaux.

L'extension de la compétence des juges de paix aux matières commerciales a été cependant adoptée dans quelques États étrangers. Ainsi, en Allemagne, les juges de bailliages connaissent des affaires commerciales dont l'objet n'excède pas 300 marks (art. 23 et 70 de la loi allem. d'organisation judiciaire) ; — en Italie, les *pretori* sont aussi compétents (art. 35 de la loi ital. de 1865 sur l'organisation judiciaire).

Une autre question se pose quand on rapproche la compétence civile de la compétence commerciale. Les tribunaux de commerce sont institués pour connaître des actions com-

merciales à l'exclusion des actions civiles (art. 631, C. de comm.). Mais il est fréquent qu'un acte soit commercial pour l'une des parties sans l'être pour l'autre ; les exemples abondent. — Comment, alors, doit être réglée la compétence ?

Il faut distinguer suivant que le défendeur au procès n'a pas fait ou a fait acte de commerce.

Si le défendeur n'a pas fait acte de commerce, la juridiction civile est exclusivement compétente. Telle est la disposition de l'article 638, al. 1^{er}, du Code de commerce. — Mais si le défendeur au procès a fait acte de commerce, il semble que le tribunal de commerce devrait être exclusivement compétent.

Mais une jurisprudence constante se prononce pour une compétence double, et admet que le demandeur peut choisir entre la juridiction civile et la juridiction commerciale. Cette jurisprudence s'appuie sur deux arguments d'ordre différent : le premier, c'est que la partie qui a fait un acte civil ne peut être obligée de plaider à raison de cet acte devant le tribunal de commerce, et qu'elle peut s'en tenir à la juridiction de droit commun.

Le deuxième se tire de l'article 10 de l'Ordonnance du commerce de 1673, titre XII, qui donne le choix entre la juridiction civile ou la juridiction commerciale. Cet article, dit-on, n'a pas cessé d'être en vigueur. — Au cas où le demandeur choisira la juridiction civile, quelle sera la juridiction civile compétente ? Ce sera, suivant les cas, le tribunal civil ou le juge de paix, suivant que la demande dépassera ou non 1,500 fr.

Il nous reste, pour ne rien omettre, à dire un mot du conflit qui peut s'élever au sujet de la compétence entre les conseils de prud'hommes et les justices de paix. — Nous retrouvons à cet égard la même solution que dans la question précédente au sujet des tribunaux de commerce. Les lois qui s'y réfèrent (celle du 18 mai 1806, celles des 1^{er}-4 juin 1853, du 24 nov. 1883) et les décrets qui réglementent cette question (ceux, entre autres, du 11 juin 1809, du 20 février 1810,

du 3 août 1810) sont des règles spéciales dérogeant à la loi de 1838, qui est la règle générale, comme y dérogeait déjà l'article 631 du Code de commerce.

En résumé, en dehors des restrictions que nous venons de voir au profit des tribunaux de commerce et des conseils de prud'hommes, la règle de la compétence générale *ratione materiæ* des juges de paix est que : ils connaissent de toutes actions purement personnelles ou mobilières, ne dépassant pas 200 fr., qu'elles viennent d'un contrat ou d'un quasi-contrat, d'un délit ou d'un quasi-délit.



CHAPITRE II

COMPÉTENCE SPÉCIALE

Cette compétence, que l'on nomme aussi compétence extraordinaire, est fixée par les articles 2 à 6 inclus de la loi de 1838. Les causes sur lesquelles elle s'exerce sont déterminées, soit par la nature et la valeur de l'action, combinées ensemble, soit par la nature seule. Il faut les passer en revue, et voir avec quelques détails chacune de ces actions qui rentrent dans la compétence des juges de paix.

Pour faciliter ce travail et le rendre plus clair, nous subdiviserons ce chapitre second en deux sections, la première comprenant les causes pour lesquelles la compétence se détermine par la nature et la valeur de l'action ; la deuxième, comprenant celles pour qui la compétence se détermine par la nature seule de l'action.

SECTION I^{re}

Causes pour lesquelles la compétence se détermine par la nature et la valeur de l'action combinées

La première phrase des articles 2 et 4 de la loi de 1838 est celle-ci : « Les juges de paix prononcent (art. 2), — connaissent (art. 4), — sans appel, jusqu'à la valeur de 100 fr., et, à charge d'appel, jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance.... » Suit l'énumération des actions rentrant dans cette catégorie, et que la loi indi-

que nominativement et restrictivement, en précisant bien la nature de l'action, après avoir déterminé jusqu'à quelle valeur le juge de paix est compétent.

Étudions l'une après l'autre les actions qui rentrent dans notre section première. Nous verrons, à propos de chacune d'elles, à quel objet elle s'applique ; nous en ferons un court historique ; enfin, nous indiquerons, s'il y a lieu, les questions controversées.

§ 1^{er}. — COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 2 DE LA LOI DE 1838

« La fréquence des communications, source si féconde d'animation pour notre époque, réclamait une protection plus prompte et plus efficace ; et le législateur a favorisé la rapidité et la sûreté des voyages en déférant aux juges de paix le droit de statuer sur les différends qui s'élèveraient entre les voyageurs et les hôteliers, les voyageurs et les voituriers et bateliers, et les carrossiers pour réparations aux voitures de voyage⁽¹⁾. »

Les actions indiquées dans cet article ont donc trait aux voyages et sont destinées à faciliter les relations — pas toujours courtoises — entre les voyageurs et les diverses personnes avec qui ils ont affaire, en permettant de trancher rapidement les conflits qui peuvent s'élever entre eux.

Avant d'étudier en détail l'article 2, faisons quelques remarques générales. Son application est soumise à une condition de quotité.

Le juge de paix, ici, est compétent jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance, et il n'est compétent que jusqu'à cette somme. Or l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838 sur les tribunaux civils de première instance nous apprend que cette somme est 1,500 fr. Article 1^{er} : « Les tribunaux civils de première instance connaîtront en dernier ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1,500 fr. de princi-

(1) Benech, *loc cit*, p. 497.

pal.... » De plus, le juge de paix est appelé à juger dans cette limite ainsi déterminée une catégorie toute spéciale d'actions. Ces actions, qui ont trait à certains incidents du voyage, sont énumérées restrictivement dans l'article 2. Nous allons les passer en revue rapidement, en divisant notre paragraphe en autant d'articles qu'il y a de paragraphes dans l'article 2⁽¹⁾.

A. Des contestations entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs et les voyageurs ou locataires en garni, pour dépenses d'hôtellerie et perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel.

C'est le 1^o de l'article 2 de la loi de 1838. Cette règle a son origine en droit romain. A Rome, le préteur avait rendu un édit ainsi formulé : *Nautæ, caupones, stabularii, quod.cujusque saluum fore receperint, nisi restituent, in eos judicium dabo*. Et Ulpien faisait ressortir toute l'utilité de cet édit, lorsqu'il écrivait : *Maxima est utilitas hujus edicti, quia necesse est, plerumque eorum fidem sequi, et rem custodiæ eorum committere*. Et pour justifier cette sévérité apparente du droit, il ajoutait, en signalant les fraudes des hôteliers de son temps : *Nec quisquam putet graviter hoc adversus eos constitutum, nam est in ipsorum arbitrio ne quem recipiant, et nisi hoc esset statutum, materia daretur cum furibus adversus eos quos recipiunt, coeundi, cum ne nunc quidem abstineant hujusmodi fraudibus*⁽²⁾. Ces dispositions ont donc été dictées par le besoin d'entourer de garanties, dans l'intérêt du commerce, de la confiance et de la sûreté publiques, les voyageurs qui ne descendent dans les hôtels que sur la foi de la surveillance et de la moralité des hôteliers.

Les mêmes règles se retrouvent dans l'ancien droit français et la même responsabilité y pèse sur la tête des aubergistes.

(1) Nous avons mis surtout à contribution, pour cette étude, les livres de MM. Benech et Carou, auxquels nous renvoyons pour plus de détails.

(2) Loi 1, au Digeste, au titre : *Nautæ, Caupones, Stabul.*

A son tour, le Code Civil posa, sur la matière, des principes identiques, dans ses articles 1952 et suivants, en assimilant le dépôt dans l'hôtel des objets appartenant aux voyageurs à un dépôt nécessaire.

Art. 1952 : « Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux ; le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire. »

Art. 1953 : « Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie. »

Art. 1954 : « Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure (1). »

Tels sont les antécédents de notre article, dont les termes furent discutés, changés bien des fois, lors de la préparation de la loi de 1838. Nous ne pouvons rapporter en détail cette discussion, qu'il est du reste inutile de connaître, puisqu'elle ne présente qu'un médiocre intérêt législatif. Mais il faut examiner les difficultés auxquelles peut donner lieu cet article, et les principes qui doivent servir à les résoudre.

Il y a deux objets parfaitement distincts sur lesquels peuvent rouler les contestations entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs et les voyageurs ou locataires en garni ; ce sont d'abord les dépenses d'hôtellerie, puis la perte ou l'avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel.

Le premier de ces objets ne mérite pas de longues explications. Tout le monde sait, en effet, ce qu'on entend par dépenses d'hôtellerie, et ce que renferment les mémoires fournis par les hôteliers ou aubergistes. Tout le monde aussi sera d'accord pour dire qu'il était très convenable de soumettre les différends qui peuvent surgir au sujet de ces mémoires

(1) Voir à ce sujet le Commentaire de N. A. Carré, t. I^{er}, p. 150.

à une appréciation prompte et expéditive, que ces différends proviennent du fait du voyageur, qui ne peut, faute d'argent, ou ne veut pas payer, ou du fait de l'hôtelier.

Le deuxième nous retiendra plus longtemps. Il consiste dans la perte ou avarie des effets déposés dans l'hôtel. Et d'abord, qu'entend-on par effets déposés dans l'hôtel? Les effets seront-ils déposés, dans le sens de la loi, seulement lorsqu'ils auront été remis à l'hôtelier et expressément confiés à sa garde? Pothier ⁽¹⁾ professait que cette condition était nécessaire; mais la jurisprudence des arrêts ne l'exigeait pas ⁽²⁾. D'après ces arrêts, il suffisait que les effets du voyageur fussent entrés dans l'auberge, même à l'insu de l'hôtelier, pour que celui-ci fût responsable de leur disparition. De nos jours, la même doctrine a prévalu, et on va même jusqu'à l'étendre au cas où les hôteliers auraient averti les voyageurs, verbalement ou par écrit, qu'ils ne répondent de leurs effets qu'à condition de la remise entre leurs mains.

Cependant, la responsabilité de l'aubergiste ne peut être illimitée; il est juste de la restreindre aux seuls effets qu'un voyageur peut être raisonnablement censé transporter avec lui. La cour de Paris a, par arrêt du 21 novembre 1836 (*J. P.*, 1836, 3, p. 401), donné les vrais principes en cette matière : « Attendu qu'il résulte des termes de l'article 1952 du Code civil que les aubergistes et hôteliers sont responsables des effets apportés par les voyageurs qui logent chez eux; — que cette responsabilité ne peut s'étendre qu'aux effets que les voyageurs portent avec eux pour la nécessité du voyage; — que cette responsabilité ne peut être illimitée et garantir toutes les valeurs qu'il plairait aux voyageurs de porter avec eux; — que, d'ailleurs, elle doit être restreinte dans les termes où raisonnablement on peut croire que les aubergistes consentiraient à l'accepter; — que si les voyageurs

(1) Pothier, *Contrat de dépôt*, paragraphe du dépôt des hôteliers.

(2) Dalloz, arrêt de Paris, 8 mai et 28 décembre 1838; — Cassation, 11 mai 1846; — Troplong, *Du Dépôt*, n° 225; — Jugement du tribunal de Blois du 30 avril 1872 (*journal le Droit*, 8 août 1872).

sont porteurs de valeurs considérables, ils doivent en prévenir l'aubergiste pour savoir s'il en accepte la responsabilité, et, dans ce cas, pour le mettre à même d'augmenter sa surveillance. .. »

Cette décision est évidemment conforme à l'équité, et elle est, de plus, fondée en droit, parce que si l'hôtelier doit répondre des effets du voyageur, celui-ci, de son côté, doit, s'il porte des valeurs considérables, en prévenir l'hôtelier afin qu'il puisse, comme le dit la cour de Paris, exercer une plus grande surveillance. S'il ne le fait pas, il y a négligence de sa part; il y a faute, et il est juste aussi qu'il en supporte toute la responsabilité. Ainsi encore, l'hôtelier ou aubergiste est responsable du fait de ses domestique à l'égard des voyageurs qu'il reçoit dans sa maison; mais cela ne peut non plus s'entendre qu'en ce sens que le voyageur emploie le domestique aux choses qui dépendent de son service, parce que c'est alors qu'il est réellement le préposé de l'hôtelier. Par exemple, l'hôtelier charge le domestique de porter la valise du voyageur dans la chambre qui lui est destinée, mais le domestique s'empare de la valise, ou y prend de l'argent, et s'échappe; évidemment, l'hôtelier en sera responsable vis-à-vis du voyageur. Au contraire, ce dernier confie en dépôt au domestique une somme de 2,000 fr., le domestique l'emporte, l'hôtelier en sera-t-il responsable? Non, assurément.

Si le dépôt ou sa consistance sont contestés par l'hôtelier, la preuve peut en être établie par témoins art. 1949, 1950, 1952 du Code civil), et, à défaut, par des présomptions (art. 1953); sauf au juge à prendre en considération la qualité des personnes et les circonstances du fait; il devra examiner jusqu'à quel point la déclaration et la demande du voyageur sont probables; si les objets qu'il demande sont en proportion avec sa fortune, sa condition; quel était l'objet de son voyage, et décider d'après tous ces éléments réunis. Il pourra même appliquer, au besoin, l'article 1369 du Code civil relatif au serment *in litem*.

Mais s'il suffit que ces effets aient été réellement déposés

dans l'hôtel pour que l'hôtelier en soit responsable, faut-il distinguer aussi entre ceux qui ont une existence visible et patente, et ceux qui peuvent être cachés, tels que de l'argent et des bijoux, pour n'obliger l'hôtelier à répondre que de ceux qui rentrent dans la première catégorie? Nous ne saurions le penser, car la loi nous paraît repousser cette distinction. Les articles 1952 et 1953 du Code civil posent, en effet, d'une manière absolue, le principe de la responsabilité pour tous les effets déposés dans l'hôtel, en admettant, pour établir le fait et la consistance de ce dépôt, tous les genres de preuves indistinctement. Sans doute le juge sera réservé pour constater la valeur des pertes; il ne devra pas toujours, surtout lorsqu'il s'agira de sommes d'argent, s'en tenir aveuglément à l'évaluation du voyageur; il pèsera toutes les circonstances du fait, principalement la qualité et la moralité du plaignant, et prononcera.

Dans tout ce qui précède, nous n'avons parlé que des hôteliers ou aubergistes, d'une part, et des voyageurs, de l'autre. Il nous suffira d'ajouter que, la loi mettant les logeurs en garni sur le même pied que ces personnes (cette mention spéciale fut ajoutée en 1837, par un amendement proposé à la commission de la Chambre des députés), toutes les explications que nous venons de fournir s'appliquent aux contestations entre logeurs et locataires en garni⁽¹⁾.

Il y a bien encore quelques autres questions à se poser sur ce paragraphe; mais elles sont peu importantes, et nous les laisserons de côté, sauf une, qui mérite des explications. On s'est demandé si la disposition de l'article 2 était applicable au cas où les effets du voyageur auraient été perdus ou endommagés dans le trajet de la voiture à l'hôtellerie, ou de

(1) Cf. N. A. Carré, t. I^{er}, p. 141 et suiv., et la restriction qu'il établit, dans son n^o 110, à l'égard des logeurs qui, dans certaines villes, louent au mois ou à l'année des chambres meublées à des officiers en garnison, à des étudiants, à des employés, etc., et à l'égard des hôteliers chez lesquels ces mêmes personnes prennent leurs repas. Les contestations qui surgissent entre eux rentrent dans le droit commun (jugement de Dunkerque du 28 mars 1885, au *Moniteur des juges de paix*, 1885, p. 361). En sens inverse: jugement du trib. de la Seine du 20 nov. 1883 au *Moniteur*, 1889, p. 11.

l'hôtellerie à la voiture, lorsque le voyageur en a confié le transport aux domestiques de l'hôtellerie. Et l'on a décidé négativement, parce que, a-t-on dit, l'article 2 ne parle de la compétence que relativement à la perte ou à l'avarie des effets déposés : or, tant que les effets ne sont pas entrés à l'hôtel, il n'y a pas eu dépôt, et, dès qu'ils en sont sortis, le contrat est exécuté ; il a produit son entier effet par la remise des objets au déposant. Cependant, en fait, les domestiques d'hôtel viennent attendre les voyageurs à l'arrivée de la voiture pour les conduire chez leur maître ; ils agissent en ce cas par ordre, dans l'intérêt et avec l'agrément de ce dernier : le maître, par conséquent, doit aussi répondre de leur fait. Cela ferait encore moins de difficulté s'il était intervenu, comme on paraît le supposer, une convention antérieure entre le maître de l'hôtel et le voyageur. Donc, si les effets confiés au domestique sont perdus ou endommagés dans le transport de la voiture à l'hôtel, le voyageur pourra s'adresser au maître pour en obtenir réparation. Il le pourrait également, et avec moins de difficulté encore, s'il s'agissait d'effets transportés de l'hôtel à la voiture ; il est évident qu'en ce cas le voyageur a dû presque nécessairement se confier aux domestiques de la maison ; donc aussi, en ce cas, le maître demeure responsable du fait de son domestique. La conséquence à tirer de ces raisonnements amènerait à dire que le transport des effets de l'hôtellerie à la voiture, et *vice versa*, est un fait accessoire au contrat qui intervient entre le voyageur et l'hôtelier, et que ce fait devrait avoir les mêmes conséquences. Malgré ces raisons, il paraît qu'on doit s'en tenir aux termes précis de la loi. Il suit du rapport de M. Amilhau, au nom de la commission de la Chambre des députés (séance du 6 avril 1838), que c'est dans ce sens étroit et restreint que la loi a été comprise ⁽¹⁾.

(1) Cf. encore à l'appui de cette théorie un arrêt de la Cour de Rouen du 19 août 1824, cité par Giraudeau, *Comment. de la loi sur les justices de paix*, p. 67. — *Contra* : cf. Dalloz, v^o Compétence civile des juges de paix, n^o 208. Cf. aussi N. A. Carré, t. 1^{er}, p. 146.

B. Des contestations entre les voyageurs et les voituriers ou bateliers, pour retards, frais de route et perte ou avarie d'effets accompagnant les voyageurs.

Ce paragraphe, qui, dans le premier projet, n'était pas distinct de celui que nous venons d'examiner, et qui n'en fut séparé que dans le projet présenté en 1837, s'appuie sur le même motif que le précédent : besoin d'assurer la rapidité des voyages en procurant aux voyageurs une prompte justice pour les contestations qui pourraient entraver leur marche.

Les principes qui régissent cette question se trouvent au Code civil, au titre du louage (articles 1782 et suiv.), et au Code de commerce (articles 103 et suiv.). Les voici :

Code civil, art. 1782. — Les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes, dont il est parlé au titre du dépôt et du séquestre.

Art. 1783. — Ils répondent non seulement de ce qu'ils ont déjà reçu dans leur bâtiment ou voiture, mais encore de ce qui leur a été remis sur le port ou dans l'entrepôt pour être placé dans leur bâtiment ou voiture.

Art. 1784. — Ils sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues ou avariées par cas fortuit et force majeure.

Les articles 1785 et 1786 déclarent que les entrepreneurs de voitures publiques par terre et par eau doivent tenir registre, et se conformer aux prescriptions et règlements édictés pour la sauvegarde des voyageurs.

Code de commerce, art. 103. — Le voiturier est garant de la perte des objets à transporter, hors les cas de force majeure. Il est garant des avaries autres que celles qui proviennent du vice propre à la chose, ou de la force majeure.

Ces principes, comme ceux qui règlent les relations entre hôteliers et voyageurs, remontent au droit romain, et l'édit

du prêteur, dont nous avons déjà parlé, envisage la question. Il y est dit : *Nautæ, caupones, stabularii, quod cujusque saluum fore receperint, nisi restituent, in eos judicium dabo.*

Après le droit romain, nous arrivons au droit intermédiaire français, qui réglementa aussi les services du roulage, des messageries et des transports par terre et par eau. Ces entreprises, après avoir été affermées (décret du 26 août 1790, article 4, titre : des messageries), puis placées sous la surveillance de l'État (proclamation du roi, du 10 avril 1791), puis transformées en service pris en régie nationale (décret des 24-30 juillet 1793), furent enfin abandonnées aux particuliers par la loi du 9 vendémiaire an VI : « Au 1^{er} nivôse prochain, la régie des messageries nationales cessera toutes fonctions. » Cette loi abolissait le décret des 24-30 juillet 1793, dont l'article 61 donnait compétence au juge de paix pour les contestations qui pourraient naître entre voiturier et voyageur, à quelque somme que la demande puisse s'élever, sauf appel. Les choses restèrent en cet état, sans dévolution de compétence pour la connaissance de ces causes, jusqu'à la loi du 23 mai 1838. Nous savons déjà ce que dit cette loi à ce sujet. Elle s'applique aux actions qui appartiennent au voiturier pour se faire payer les frais de route par le voyageur, et au voyageur pour retard et perte ou avarie d'effets l'accompagnant.

Il faut remarquer tout d'abord que la responsabilité des entrepreneurs de voitures publiques et roulage est moins étendue que celle des hôteliers. Ils sont tenus, il est vrai, aux mêmes obligations que ceux-ci pour la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées. L'article 1782 du Code civil, base de l'action (avec les articles 1382 et suiv.) depuis l'abrogation du décret des 24-30 juillet 1793, est formel en ce point. De plus, ils répondent non seulement de ce qu'ils ont déjà reçu dans leur bâtiment ou voiture, mais encore de ce qui leur a été remis sur le port ou dans l'entrepôt pour être placé dans leur bâtiment ou voiture. Ainsi le prescrit l'arti-

de 1783 du Code civil ⁽¹⁾. Mais le dépôt qui leur est fait des effets ou marchandises dont on les charge n'est pas considéré comme un dépôt nécessaire. C'est en ce point qu'existe la différence entre eux et les aubergistes ; par conséquent, la preuve du dépôt des effets doit être faite par les moyens ordinaires.

Vainement les directeurs de voitures et les patrons de bateaux allégueraient-ils, pour se soustraire à cette responsabilité, qu'ils ont déclaré d'avance aux voyageurs ou passagers ne pouvoir répondre de la perte ou de l'avarie de leurs effets que moyennant une déclaration préalable de leur consistance et de leur valeur, ou bien qu'ils leur ont déclaré encore n'en répondre que jusqu'à concurrence d'une valeur déterminée. Ces avertissements, que l'on voit souvent placardés dans les bureaux de messageries et inscrits sur les quittances du prix des places fournies aux voyageurs, ne sauraient affaiblir l'autorité des dispositions de la loi. Ulpien, dans ses travaux sur l'édit, examinait quelle pouvait être l'efficacité de ces avertissements préalables, et il disait : *Item, si prædixerit (nauta) ut unusquisque vectorum res suas servet, neque damnum se præstaturum, et consenserint vectores prædictioni, non convenitur* (l. 7, loc. cit.). On voit, d'après ce texte, que cette déclaration préalable, *prædictio*, ne dégageait celui qui était préposé à la direction du navire que dans les cas où les passagers avaient consenti à l'accepter. Cette acceptation, ce consentement, constituaient une condition nécessaire de l'affranchissement pour le patron de sa responsabilité : *si prædixerit, et consenserint vectores*. Il ne fallait rien moins que cet accord formel et explicite des intéressés pour déroger aux obligations dérivant contre lui de l'édit.

Ces principes doivent être, nous semble-t-il, suivis sous

(1) Il a été jugé qu'une Compagnie de chemin de fer était responsable de la disparition des colis placés sur la banquette destinée à les recevoir dans la salle affectée aux bagages, avant l'enregistrement (trib. comm. de Strasbourg, 11 déc. 1868; trib. comm. de Besançon, 12 juin 1869).

l'empire du Code civil. Les théories sont, comme on l'a vu, fondées sur les mêmes bases que celles du droit romain. Mêmes motifs pour admettre la responsabilité légale de ceux qui exercent certaines professions, mêmes considérations pour ne pas s'arrêter aux avertissements préalables, à défaut d'adhésion formelle des voyageurs ou des passagers, Le système contraire entraînerait pour la sécurité et la confiance publique des conséquences désastreuses. Cet avertissement fugitif, destitué de toute acceptation, peut-il se concilier avec la rapidité de plus en plus grande de nos voyages modernes ? Ne serait-il pas quelquefois un moyen de provoquer des actes répréhensibles et des fraudes sans nombre ? de favoriser l'incurie et la négligence des directeurs de voitures et des conducteurs de bateaux ? Il est d'ailleurs de principe que nul ne peut, *par son fait*, se dégager d'une responsabilité que la loi lui impose, alors surtout que cette responsabilité repose sur des motifs intéressant la foi publique.

Notre article parle des contestations entre les voyageurs et les voituriers ou bateliers, pour retards, frais de route et perte ou avarie *d'effets accompagnant les voyageurs*. — Il faut renfermer la disposition de la loi dans ses limites, et dire qu'elle s'applique exclusivement à la personne des voyageurs et aux effets qu'ils transportent avec eux ; il ne s'agit donc nullement ici du transport des marchandises, spécialement réglé par les articles 103 et suivants du Code de commerce. Mais, par exception, le juge de paix connaît des contestations qui s'élèvent entre le voiturier et le voyageur, pour perte et avarie des effets accompagnant ce dernier, parce que la possession de ces effets, de la part du voyageur, est une condition nécessaire du voyage ; parce que leur transport est considéré comme accessoire du transport de la personne elle-même. Ces effets seront donc les malles, portemanteaux, valises, etc., dont le voyageur se fait accompagner. Et cette disposition ne s'appliquerait pas s'il s'agissait de ballots ou d'effets déposés au roulage, aux

messageries ou à une voiture par eau ⁽¹⁾. — Cependant nous croyons qu'il ne faut pas être trop rigoriste, et que les mots : effets accompagnant le voyageur, n'excluent pas, par exemple, ceux que le voyageur aurait fait porter la veille ou le lendemain de son départ dans une des voitures appartenant à l'administration qui s'est chargée de son transport.

Cette responsabilité des voituriers par terre ou par eau s'applique aux pertes ou avaries des effets accompagnant le voyageur, alors même que celui-ci n'aurait pas eu le soin de les déclarer et de les faire inscrire préalablement dans les bureaux de ces voituriers. Dans ce dernier cas, à défaut de déclaration exigée de la part des entrepreneurs de transports, l'estimation des effets perdus est abandonnée à l'arbitrage des tribunaux. — Mais tel n'est pas l'avis de M. Carou : les administrateurs de diligences, dit-il, sont responsables du fait de leurs conducteurs dans les fonctions auxquelles ils les ont préposés; ce principe est incontestable. Mais l'administration ne doit directement répondre que des effets déclarés et inscrits; et il en résulte, suivant lui, qu'elle ne répond non plus du fait du conducteur qu'à raison de ces effets mêmes, parce que c'est alors qu'il est vrai de dire qu'il a été préposé par elle pour en prendre soin et les surveiller ⁽²⁾. En un mot, l'administration ne traite avec les voyageurs qu'à certaines conditions, et lorsque ces conditions ont été remplies, elle devient responsable et de son propre fait, et du

(1) Voici cependant une opinion contraire, professée par M. Giraudeau, *loc. cit.*, page 67 : « Il arrive souvent à une certaine classe de voyageurs de faire transporter, voiturier des effets ou marchandises qui les accompagnent, sans pour cela monter dans les voitures, diligences ou pataches, avec lesquelles, cependant, ils voyagent pour ainsi dire de conserve. Dans ces occasions, ces effets se trouvent perdus ou avariés : le juge de paix sera-t-il compétent pour juger la contestation dans les limites de l'article dont nous nous occupons ? Nous n'hésitons pas à nous prononcer pour l'affirmative. En vain, dans ce cas, dirait-on que les effets n'accompagnent plus les voyageurs; cette allégation est spécieuse, mais nullement vraie : l'admettre serait violer l'esprit bien évident de la loi nouvelle. »

Voir au surplus, sur cette question, Carou, *loc. cit.*, I, p. 214 et suiv.

(2) Cf. Dalloz, Recueil périodique, 1832, II, 96; — 1834, II, 96; — 1838, I, 212.

fait de son conducteur, parce qu'alors elle a dû et pu mesurer toute l'étendue de la responsabilité qu'elle acceptait ; que si donc le voyageur, négligeant de remplir les conditions qui lui sont imposées, accorde au conducteur une confiance illimitée et que ne lui commandait pas l'administration ou qui ne dépendait pas de l'essence même du contrat, alors il s'en remet à la foi du conducteur : c'est un contrat particulier intervenu entre lui et ce dernier, dont aussi ce dernier demeure seul responsable.

Depuis 1838, plusieurs modes nouveaux de locomotion sont apparus. L'un d'eux doit être signalé, à cause de la grande extension qu'il a prise chez nous, remplaçant presque partout les anciennes diligences et les entreprises de roulage sur route : nous avons cité les chemins de fer. — Le premier fut construit en 1843, et, depuis lors, une législation importante ⁽¹⁾, dans les détails de laquelle nous ne voulons pas entrer, et de nombreux ouvrages ⁽²⁾, sont venus réglementer cette institution, l'assimiler aux institutions déjà existantes, relativement au contrat de transport, et trancher toutes les difficultés qui pouvaient se faire jour à son sujet. — Nous ne pouvons traiter complètement cette question, car cela nous entrainerait par trop loin ; nous ne ferons donc que renvoyer aux ouvrages spéciaux. Ajoutons, néanmoins, que les chemins de fer sont assimilés aux autres moyens de transport, et que l'article 2 de la loi de 1838 leur est applicable, bien qu'il ne les mentionne pas : ils rentrent, en effet, dans la dénomination générale de voituriers.

(1) Cf. la nomenclature de toutes les lois sur les chemins de fer, au *Répertoire général du droit français* (Fuzier-Hermann), v^o Chemin de fer. Cf. aussi Dalloz, supplément au Répertoire, v^o Voirie par chemin de fer, n^{os} 1 et suiv.

(2) Cf. entre autres :

Bédarride et Rivière (*Des ch. de fer au point de vue du transport des voyageurs et des marchandises*, 1891, 3 vol.).

Blanche (*Des transports par ch. de fer et de la responsabilité des Compagnies*, 1866, 2 vol.).

Cramer (*De la responsabilité des chemins de fer*).

Gillieron (même titre).

Saintelette (*De la responsabilité et de la garantie ; accidents de transport et de travail*, 1884), etc

C. *Des contestations entre les voyageurs et les carrossiers ou autres ouvriers pour fournitures, salaires et réparations faites aux voitures de voyage.*

Jusqu'ici nous nous sommes occupés des cas où le voyageur a eu recours pour son voyage aux services d'un entrepreneur de transports ; mais il arrive souvent qu'on voyage dans sa propre voiture. Alors il faut songer à une éventualité qui se présente encore fréquemment : par suite d'accident, de vétusté, la voiture peut être brisée, et le voyageur est obligé de la confier aux bons soins des carrossiers ; une contestation s'élève entre eux pour le salaire, pour les fournitures ; qui la réglera ? — Notre article donne compétence au juge de paix.

C'est avec raison qu'il le fait, et nous retrouvons toujours ici le même esprit qui a guidé le législateur, c'est-à-dire le désir de protéger la rapidité et la facilité des transports et des communications.

Cette disposition n'avait pas été formulée dans le projet de 1835 ; elle n'a été introduite que lors de la discussion du projet de 1837, par M. Daguenet, député des Basses-Pyrénées. Disons cependant que l'amendement Daguenet était un peu différent du texte adopté ; ce dernier est : « aux voitures de voyage » ; tandis que l'amendement portait : « pour réparations faites aux voitures pendant le voyage ⁽¹⁾. »

La clarté de ce texte et sa facile compréhension sont telles qu'il est inutile de s'y attarder plus longuement. — Il nous suffira de faire rentrer dans le terme générique : voitures de voyage, tous les véhicules en usage à l'heure actuelle, et auxquels on ne pensait guère en 1838, tels que les bicyclettes, tricycles et tous autres genres de vélocipèdes, les motocycles et les voitures automobiles. Les ouvriers qui s'occupent des réparations à apporter à ces machines, bien qu'ils soient plutôt des mécaniciens, des ajusteurs, que des carrossiers,

(1) *Moniteur* du 18 avril 1837 ; séance du 23 avril 1838, rapportée au *Moniteur* du 24, 2^e supplément.

doivent être compris dans les « carrossiers et autres ouvriers » dont parle la loi.

Avant de quitter l'étude de l'article 2, au point de vue de la compétence *ratione materiæ*, nous devons signaler une question importante, un conflit qui peut s'élever entre le tribunal de commerce et la justice de paix, à propos de la combinaison de notre article 2 avec les principes de la compétence commerciale. Nous avons déjà rencontré cette concurrence, à propos de la compétence générale⁽¹⁾; et nous la retrouverons plus loin encore, lorsque nous expliquerons l'article 5, al. 3, de la loi de 1838⁽²⁾. — Pour le cas présent, voici ce qui peut se passer :

On sait que les hôteliers, aubergistes ou logeurs, les voituriers ou bateliers, font presque toujours acte de commerce. Ils sont commerçants, donc ne devraient être assignés que devant les tribunaux de commerce. — Quant aux voyageurs, souvent ils voyagent en touristes, pour leur agrément; mais on peut dire aussi que quelquefois, souvent même, ils font un acte de commerce en voyageant; ainsi un négociant peut voyager pour les besoins de son commerce. — Une contestation s'élève, dans les cas prévus par l'article 2, entre l'hôtelier et un voyageur; quelle sera alors la compétence du juge de paix?

Deux systèmes ont été proposés pour répondre à cette question, tous deux présentés par de bons auteurs, et admis par la jurisprudence. — Nous allons les résumer brièvement, en donnant les arguments sur lesquels ils s'appuient.

Le premier système déclare le juge de paix compétent dans les contestations entre voyageur et hôtelier, jusqu'à la valeur de 1,500 fr., et quelle que soit la nature de l'acte. — En principe, les affaires commerciales sont exclues de la compétence des juges de paix (Cassat., 20 avril 1859, D. 1859, 1, 170); or, d'après l'article 2 de la loi de 1838, les juges de

(1) Cf. *supra*, p. 16 et suiv.

(2) Cf. *infra*, p. 77.

paix connaissent jusqu'à 4,500 fr. de certaines actions parmi lesquelles figurent les contestations qui nous occupent. Cet article déroge-t-il pour ces contestations à la règle générale? Oui, répondent les partisans de ce premier système. En effet, les voituriers et bateliers sont des commerçants, et par suite les actions dirigées contre eux à raison de leur entreprise pour les causes prévues par la loi de 1838 sont des actions commerciales. La loi, en plaçant formellement ces actions dans les attributions des juges de paix, malgré leur caractère commercial, a donc, peut-on dire, entendu enlever la connaissance aux tribunaux de commerce; d'où les deux conséquences suivantes: 1° le juge de paix est seul compétent, alors même que le contrat serait commercial pour toutes les parties; — 2° le voyageur, de la part duquel il n'y aurait pas eu acte de commerçant, se trouve privé du choix qui appartient en général au non-commerçant, dans les contrats mixtes, d'assigner le commerçant avec lequel il a traité devant le tribunal de commerce ou devant la juridiction civile à son choix (cf. *supra*, p. 21). — Cette compétence spéciale du juge de paix, qui est applicable à l'action intentée contre une Compagnie de chemin de fer aussi bien qu'à celle qui est dirigée contre un simple voiturier ou tout autre entrepreneur de transports, est donc exclusive de celle des tribunaux de commerce, alors même que la contestation a un caractère commercial (cf. Limoges, 2 mai 1862, D. 62, 2, 137) (cf. encore trib. de comm. de Nantes, 17 juin 1863, D. 64, 3, 24; Paris, 20 juin 1863, D. 63, 2, 177, avec note de M. Thiercelin).

Avant 1838, l'action en responsabilité contre les voituriers pouvait être portée devant les tribunaux de commerce ou civils. Quand le transport était le fait d'une entreprise commerciale, le demandeur non commerçant avait le choix entre les deux juridictions, conformément à ce principe que, quand l'acte n'est commercial qu'à l'égard du défendeur, le demandeur peut l'assigner à son choix devant la juridiction civile ou commerciale (Rej. 12 déc. 1836. D. P. 1837, 1,

194). Mais il en est autrement depuis la loi de 1838, du moins d'après le système que nous développons, et l'action en responsabilité, dans le cas de l'article 2, est de la compétence exclusive du juge de paix.

Le but de la loi de 1838, en effet, a été, comme le dit l'arrêt, de terminer sans frais et sans retard, et souvent au moyen d'un arbitrage équitable, des différends nés de faits d'une solution simple et facile. Or ce but serait-il atteint, si on laissait au voyageur le droit de saisir à son gré le tribunal de commerce ou le juge de paix, et si on limitait la compétence obligée des juges de paix au cas où le fait qui donne lieu à la difficulté ne constitue un acte de commerce pour aucune des deux parties? L'objet que la loi a eu en vue ne paraît pas devoir laisser de doute sérieux sur le sens de l'article 2 de la loi de 1838 et, d'un autre côté, les termes de cet article, qui ne fait aucune distinction, sont d'une netteté qui ne laisse place à aucune équivoque.

On oppose à cette solution que la juridiction des juges de paix est essentiellement civile, et on en induit que l'article 2 n'est applicable qu'au cas où il s'agit d'un contrat de louage d'industrie. — S'il en était ainsi, l'article 2 serait rarement applicable, car c'est toujours une entreprise commerciale qui aura transporté les bagages et voyageurs; et alors, le législateur aurait édicté une disposition de loi nouvelle pour un cas à peu près improbable. — Mais les partisans du système répondent que, d'abord, le caractère particulier de la juridiction des juges de paix est avant tout d'offrir une justice prompte et facile pour des contestations d'une importance secondaire, sans que la loi se soit trop attachée à en préciser la nature, et ensuite, que la cause ne cesse pas d'être civile, parce que le défendeur a la qualité de commerçant. Nous avons rappelé la jurisprudence qui permet au demandeur de choisir pour assigner le défendeur commerçant devant la juridiction civile ou commerciale; or, la loi de 1838 ne fait qu'enlever au demandeur l'option; elle ne trouble ni ne dérange l'ordre des juridictions.

En résumé, d'après ce système, l'article 2 de la loi de 1838 dérogerait aux principes de la compétence commerciale, dans tous les cas, sans faire de distinction. Et cette opinion s'appuie sur une base solide, qui est le texte même de la loi.

Le deuxième système n'est qu'une extension de la théorie admise par la jurisprudence pour les actes mixtes. — Le voyageur, ici, a droit d'option entre la juridiction civile et la juridiction consulaire. Cette option, d'après une jurisprudence constante (D. 1855, 2, 205 ; D. 1861, 2, 59 ; D. 1863, 1, 473 ; S. 1864, 1, 138), appartient à la personne qui intente une action à raison d'un acte qui est commercial pour le défendeur seul. On ne voit pas pour quelle raison elle serait supprimée dans les cas prévus par la loi de 1838 ; le sens de cette loi est uniquement, d'après la jurisprudence, que, si la juridiction civile est choisie, le procès doit être porté, jusqu'à concurrence de 1,500 fr., devant le juge de paix, et non devant le tribunal civil, ce qui s'explique par l'utilité d'une solution rapide et économique pour les contestations dont il s'agit. — L'article 2 s'est borné, pour les contestations qu'il énumère, à étendre le taux de la compétence du juge de paix sans changer la nature purement civile de la juridiction de ce magistrat. Le tribunal de commerce conserve donc, même relativement à ces contestations, la compétence qui lui appartient en matière commerciale.

Les attributions respectives des juges de paix et des tribunaux de commerce sont, dans ce système, réglées comme suit : s'agit-il d'un contrat commercial tant de la part du voyageur que de celle du voiturier, l'action ne peut être exercée que devant le tribunal de commerce (Caen, 25 mars 1846. D. 46, 4, 82)⁽¹⁾ ; — s'agit-il d'une opération mixte,

(1) On peut dire, pour corroborer cette solution, que s'il en avait été autrement, si la loi de 1838 avait étendu la juridiction des juges de paix aux affaires commerciales, elle s'en serait expliquée ; or, loin de là, un amendement adopté par la Chambre des pairs à ce sujet a été rejeté par la Chambre des députés.

c'est-à-dire d'une convention dans laquelle le voiturier a fait seul acte de commerce, le voyageur pourra opter entre le tribunal de commerce et le juge de paix, conformément à la règle déjà citée, qui accorde au non-commerçant cette faculté d'option entre la juridiction commerciale et la juridiction civile (Angers, 3 mai 1855. D. 55, 2, 205).

Ce système a été adopté par la jurisprudence (cf. arrêts précités), et par de savants professeurs, entre autres M. Bourbeau (*De la justice de paix*, 118, p. 221). — Nous le préférons aussi au premier système, comme étant plus logique, plus conforme aux principes du droit, et plus pratique, parce qu'il laisse le choix au demandeur pour le cas d'une action mixte.

Voici comment on peut le résumer :

1° Le juge de paix a seule compétence dans les cas prévus par l'article 2 de la loi de 1838, lorsque la demande est formée contre le voyageur dont l'obligation n'a pas le caractère commercial.

2° L'action peut être portée, soit devant la justice de paix, soit devant le tribunal de commerce, lorsqu'elle est intentée par le voyageur qui, dans ses rapports avec le défendeur, n'a pas fait acte de commerce.

3° C'est au tribunal de commerce que doit être portée l'action, lorsque le fait à l'occasion duquel elle est formée constitue entre les deux parties un acte commercial.

Si l'article 1^{er} de la loi de 1838 attribue aux juges de paix connaissance de toutes les actions personnelles, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 fr., et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 200 fr., cette attribution ne s'applique, avec un caractère obligatoire et exclusif, qu'aux actions civiles, et non à celles qui, se rattachant à des transactions commerciales, sont de la compétence des tribunaux de commerce (Cassat., 9 déc. 1901. Gaz. du Pal., 1902, 2, 366 — Trib. de comm. d'Arras, 24 janv. 1902. Journal le Droit, 12 juillet 1902) — L'article 2, spécia-

lement applicable à certaines contestations, notamment aux contestations entre hôteliers et voyageurs pour perte ou avarie d'effets accompagnant ces derniers, n'a pas été conçu dans un autre esprit, et n'a d'autre but que d'étendre dans le cas qu'il prévoit la compétence à charge d'appel des juges de paix jusqu'au taux du dernier ressort des tribunaux de première instance, mais non de changer les règles ordinaires de la compétence civile et commerciale. En conséquence, l'action exercée par un voyageur contre un hôtelier en paiement d'une somme inférieure à 1,500 fr., à raison de la perte de bagages déposés dans son hôtel, peut être portée, au choix du demandeur, devant le juge de paix ou devant le tribunal de commerce, à raison du caractère commercial que revêt le contrat à l'égard du défendeur.

Le juge de paix est compétent pour ce qui concerne les retards qui seraient apportés au voyageur par suite d'une faute quelconque de l'entrepreneur de transports ou de son préposé. — Mais si le voyageur lésé est un commerçant et que le préjudice à lui causé soit commercial, le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande en indemnité pour préjudice causé par le retard provenant du fait d'une Compagnie de chemin de fer (Trib. civ. Seine, 15 déc. 1903. Journal le Droit, 2 juin 1904).

§ 2. — COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 4 DE LA LOI DE 1838

Cet article introduit, parmi les causes pour lesquelles la compétence se détermine par la nature et la valeur de l'action combinées, deux actions dérivant du contrat de bail : une en indemnité contre le bailleur pour non-jouissance, et une contre le locataire en cas de dégradations et pertes prévues par les articles 1732 et 1735 du Code civil.

Le motif qui a fait attribuer la compétence au juge de paix pour résoudre ces conflits est, non plus comme précédemment, le besoin d'une solution intervenant rapidement, mais

la nécessité pour le juge de bien connaître les lieux, de pouvoir au besoin s'y transporter lui-même pour y prendre les renseignements utiles, et cela sans frais. Nul, mieux que le juge de paix, n'était placé pour trancher ces difficultés, surtout si l'on songe que ces contestations se décident presque toujours par l'application des usages locaux, beaucoup mieux connus des juges de paix que des tribunaux de première instance.

Mais avant d'entrer dans l'examen de cet article, il est bon de donner quelques renseignements sur le contrat de louage, que nous trouverons au Code civil (art. 1708 et suiv.), et qui nous serviront, non seulement pour le commentaire de l'article 4 de la loi de 1838, mais aussi pour celui des articles 3 et 5 de la même loi, dont nous aurons postérieurement à nous occuper.

On distingue en droit deux sortes de contrats de louage, le louage des choses et le louage d'ouvrages (art. 1708, C. de comm.). Le louage de choses est un contrat par lequel une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer (art. 1709). On appelle bail à loyer le louage des maisons et celui des meubles, et bail à ferme celui des héritages ruraux (art. 1711). Le louage d'ouvrages est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles (art. 1710). Ces définitions données, il nous suffira, pour les besoins de notre travail, de noter les principales obligations que ce contrat de louage impose aux parties, en ne nous occupant que du louage des choses, et laissant pour plus tard le louage d'ouvrages. Nous n'aurons, pour cela, qu'à suivre le Code civil.

C'est une règle commune aux deux espèces de louage des choses que « le bailleur est obligé, par la nature du contrat et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière, 1° de livrer au preneur la chose louée ; 2° d'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée ;

3° d'en faire jouir paisiblement le preneur dans la durée du bail » (art. 1719). D'un autre côté, « le bailleur est tenu de délivrer la chose en bon état de réparations de toute espèce. Il doit y faire, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que les locatives » (art. 1720). Et « il est dû garantie au preneur pour tous les vices ou défauts de la chose louée qui en empêchent l'usage, quand même le bailleur ne les aurait pas connus lors du bail. — S'il résulte de ces vices ou défauts quelque perte pour le preneur, le bailleur est tenu de l'indemniser » art. 1721).

Puis, réglant les effets du principe de la garantie, consacré en l'article 1719, le législateur ajoute : « Le bailleur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent par voies de fait à sa jouissance, sans prétendre, d'ailleurs, aucun droit sur la chose louée ; sauf au preneur à les poursuivre en son nom personnel (art. 1725). Si au contraire le locataire ou le fermier ont été troublés dans leur jouissance, par suite d'une action concernant la propriété du fonds, ils ont droit à une diminution proportionnée sur le prix du bail à loyer ou à ferme, pourvu que le trouble et l'empêchement aient été dénoncés au propriétaire » (art. 1726).

Voici maintenant pour les obligations du preneur :

Art. 1728. — « Le preneur est tenu de deux obligations principales : 1° d'user de la chose louée en bon père de famille et suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée d'après les circonstances à défaut de convention ; 2° de payer le prix du bail aux termes convenus. »

Art. 1729. — « Si le preneur emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou dont il puisse résulter un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail. »

Art. 1730. — « S'il a été fait un état des lieux entre le bailleur et le preneur, celui-ci doit rendre la chose telle qu'il l'a reçue, suivant cet état, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure. »

Art. 1731. — « S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives, et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire. »

Art. 1732. — « Il répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute. »

Art. 1733. — « Il répond de l'incendie, à moins qu'il ne prouve que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction, ou que le feu a été communiqué par une maison voisine. »

Art. 1735. — « Le preneur est tenu des dégradations et des pertes qui arrivent par le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires. »

Reprenons maintenant les dispositions de la loi de 1838.

A. Des actions en indemnités réclamées par le locataire ou fermier pour non jouissance provenant du fait du propriétaire, lorsque le droit à une indemnité n'est pas contesté.

On s'occupe ici des indemnités prétendues par le locataire ou fermier. Ce texte se trouvait déjà dans la loi des 16-24 août 1790 (tit. 3, art. 10, n° 4) : le juge de paix pouvait connaître des indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non-jouissance, lorsque le droit à l'indemnité n'était pas contesté, et des dégradations alléguées par le propriétaire. — Il fut repris lors de l'élaboration de la loi, en 1835 ; mais alors il attribuait juridiction aux juges de paix à quelque valeur que les demandes pussent s'élever ; ce n'est qu'à la Chambre des pairs qu'il fut modifié, sur le rapport de M. de Gasparin, disant : « Votre commission a considéré que les indemnités réclamées au propriétaire par le fermier, pour cas de non-jouissance, pouvaient, dans bien des cas, devenir assez importantes, assez sérieuses, assez compliquées, pour que la compétence ne restât pas illimitée. Elle a donc cru devoir l'arrêter à la limite de 1,000 fr. (aujourd'hui 1,500 fr.), qui est celle à laquelle les tribunaux de première instance pro-

noncent en dernier ressort ⁽¹⁾. » Cette modification fut adoptée à la Chambre des députés, en 1838, malgré les observations de M. Jobard ⁽²⁾.

Ce texte, ainsi élaboré, est éminemment restrictif, et susceptible en lui-même de peu de difficultés.

Le locataire ou fermier a une action contre son bailleur en cas de non-jouissance; cette action consiste en une demande d'indemnités, basée d'une part sur les articles 1719 et suivants du Code civil; d'autre part sur les articles 1382 et suivants du même Code. — Mais notre loi ajoute : pour non-jouissance, *provenant du fait du propriétaire*, et lorsque le droit à une indemnité n'est pas contesté. — Si donc la non-jouissance provient d'une cause étrangère au propriétaire, l'extension de compétence n'aura plus lieu, comme, par exemple, lorsqu'il s'agira d'un trouble que des tiers apporteraient par voie de fait à la jouissance, sans prétendre aucun droit à la chose ⁽³⁾. Mais toutes les fois que le locataire ou fermier pourra faire remonter jusqu'au propriétaire la cause du défaut de jouissance, ce qui arrivera soit parce que le propriétaire se refusera à faire la délivrance, soit parce que, après la délivrance, il ne fera pas les réparations devenues nécessaires et mises par la loi (art. 1720) à sa charge; soit parce que des tiers auront troublé le locataire ou fermier dans sa jouissance en exerçant des actions du chef du propriétaire; toutes les fois, enfin, qu'il était loisible à celui-ci de faire cesser, par son intervention, le trouble ou le défaut de la jouissance, la loi nouvelle recevra son application.

La seconde condition est : *que le droit à une indemnité ne sera pas contesté*. Dès que le droit à une indemnité quelconque sera contesté, le juge de paix devra s'arrêter; sa juridiction sera paralysée; les tribunaux ordinaires seront seuls compétents, à moins toutefois que la demande n'excède pas

(1) *Moniteur* du 20 juin 1837.

(2) Séance du 23 avril 1838; *Moniteur* du 24, 2^e supplément.

(3) Cf. Benech, p. 85 et suiv., *loc. cit.*; — Carou, *loc. cit.*, t. I, p. 346 et suiv.

200 fr. — La contestation du droit en lui-même rend nécessairement le litige plus grave et sa solution plus délicate ; tandis que, dans le cas contraire, la seule difficulté consistant dans l'appréciation de la quotité qui peut être due, le procès est, pour ainsi dire, tout en fait, et peut être aisément décidé : le juge de paix prononce, non sur le principe de l'indemnité, mais seulement sur son quantum.

Cependant, il ne suffira pas au bailleur de contester tout droit de la part du preneur à une indemnité. — « Je crois, disait M. Henrion de Pansey ⁽¹⁾, que, pour qu'il y ait lieu au déclinatoire, il faut que la défense du propriétaire soit telle qu'elle forme une fin de non-recevoir contre la demande du fermier, c'est-à-dire, qu'il lui réponde : telle est la nature des engagements que j'ai contractés envers vous, telles sont les clauses de votre bail, que, quand même vous n'auriez pas joui intégralement, ou que votre jouissance serait suspendue pendant un temps plus ou moins long, je ne vous dois aucun dédommagement. — Alors, le procès présente à juger une question d'interprétation d'actes, problème dont la solution exige le rapprochement des différentes clauses du bail, et l'application des lois sur l'interprétation des conventions ; et c'est ce que la loi n'a pas voulu soumettre aux juges de paix. »

Le juge de paix ne devra donc pas s'arrêter à la contestation du droit, si le défendeur ne prouve pas que cette contestation est sérieuse, et qu'elle n'est pas faite simplement pour éluder sa juridiction. — Mais ce système, va-t-on dire, lèse une doctrine fondamentale en matière de compétence, d'après laquelle le juge ne doit jamais être lui-même l'arbitrateur de sa compétence, c'est-à-dire qu'il ne peut, par ses appréciations, augmenter ou restreindre cette compétence ou en déterminer les bases par sa décision. — On est bien contraint, cependant, d'accepter cette solution, car autrement on rendrait illusoires les prescriptions de la loi ; on autoriserait

(1) Henrion de Pansey, *Compétence*, ch. xxix.

un défendeur à se soustraire par un seul mot à une juridiction légalement saisie ; on consacrerait une théorie peu digne de la majesté de la loi et de la mission du juge, dont on laisse briser l'autorité par le caprice ou par la mauvaise foi.

Il nous reste, pour terminer cette question, à voir le cas de sous-location. Le principal locataire peut, lorsque la loi ou la convention l'y autorise, sous-louer la chose qu'il tient du propriétaire ; et il devient lui-même alors propriétaire en quelque sorte par rapport au sous-locataire. Ce dernier, en cas de non-jouissance, aura-t-il un recours en indemnités contre le principal locataire ? — Nous répondons : oui, — suivant en cela la doctrine enseignée par MM. Carré ⁽¹⁾ et Carou ⁽²⁾. — Il faudrait dire également que, si la non-jouissance provenait du fait lui-même du propriétaire, ce dernier serait valablement appelé en garantie devant le juge de paix saisi de l'action principale, intentée par le sous-locataire contre le principal locataire ou fermier.

B. *Des dégradations et pertes dans les cas prévus par les articles 1732 et 1735 du Code civil. Néanmoins le juge de paix ne connaît des pertes causées par incendie ou inondation que dans les limites posées par l'article 1^{er} de la loi de 1838.*

Il est question, dans ce paragraphe, des actions que le bailleur peut exercer contre le preneur. L'origine de ces actions remonte au droit romain ; Gaius disait déjà : *conductor omnia secundum legem conductionis facere debet, et ante omnia colonus curare debet ut opera rustica sub quoquo tempore faciat, ne intempestiva cultura fundum deteriores faciat. Præterea villarum curam agere debet ut eas incorruptas habeat* (l. 25, 55, locat. conduct.). L'article 1728 du Code civil indique, à son tour, que l'une des principales obligations du preneur est d'user de la chose louée en bon

(1) N. A. Carré, *Justice de paix*, II, p. 518.

(2) Carou, *loc. cit.*, I, p. 357.

père de famille ; et les articles 1732 et 1735, rapportés page 50, précisent encore mieux cette obligation.

Mais, d'abord, qu'entend-on par dégradations ? — Carou répond : « Dans son acception naturelle, le mot dégradation ne semble convenir qu'à un fait matériel qui dérange, en le détériorant, un état de choses existant. Ainsi, une couverture mise en mauvais état, un mur ébranlé, des pierres enlevées, des arbres mutilés ou arrachés, dans tout cela je vois une dégradation, du dégât. C'est rendre une chose moins bonne en lui enlevant quelque chose qui entrerait dans sa constitution, ou la détruire complètement, et cette chose détruite, par rapport au tout, devient une dégradation. » — Et Benech, sur la façon d'apprécier les dégradations, s'exprime ainsi : « L'état des lieux, dressé par les parties au commencement du bail, la nature des choses louées, leur destination, la profession qu'exerce le locataire, les usages locaux en matière de culture, d'exploitation et de tout ce qui se rattache à l'économie industrielle ou agricole, suffiront pour que les juges de paix puissent convenablement apprécier les plaintes du bailleur, et constater, par la vérification des lieux, la quotité du dommage qui peut être dû. »

Il suffira, à propos de cet article, de faire quelques observations portant sur les articles 1732 et 1735 du Code civil.

1^o Le preneur est responsable des dégradations ou pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute (art. 1732) ; la faute est donc toujours présumée contre lui ; c'est une exception à la règle : *onus probandi incumbit actori*. Ceci parce qu'on a trouvé qu'il y aurait trop de difficultés pour le propriétaire à prouver que la dégradation résulterait de la faute du fermier.

2^o Toute faute existant, de la part du preneur, qu'il ait péché *in omittendo aut in faciendo*, qu'il ait commis une faute grave, légère ou très légère, suffit pour qu'il en soit tenu. C'était, du reste, l'opinion de Toullier (tome XI, n^o 161) et de Duvergier (continuation de Toullier, t. III, p. 405). —

Cependant nous sommes d'avis qu'on doit laisser au juge une grande latitude pour apprécier les causes des faits dommageables, et qu'il ne faut pas affecter un rigorisme peu conciliable avec l'amabilité et les concessions mutuelles que les hommes doivent pratiquer entre eux dans leurs rapports quotidiens.

3° L'article 1735 rend encore responsable le preneur des dégradations et des pertes qui arrivent par le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires. Par personnes de sa maison, dont le preneur est responsable, il faut entendre non seulement sa femme et ses enfants, ses domestiques ou commensaux, mais encore les ouvriers qu'il emploie, ses hôtes, et tous ceux qu'il admet dans la maison ou dans la ferme. Il est même généralement admis que l'hôtelier est tenu des dégradations commises par les voyageurs.

4° Le preneur ne saurait être responsable des voies de fait et des dégradations commises par des tiers, pourvu toutefois qu'il n'ait lui-même rien négligé pour prévenir ces voies de fait et que sa vigilance ait été celle d'un bon père de famille. La seule obligation qui lui est imposée dans ce cas est de dénoncer le trouble au bailleur (art. 1726). Toutefois, si le tiers qui a commis ces actes dommageables ne peut être appelé en garantie devant le juge de paix, le locataire a cependant contre lui une action, basée sur son délit ou quasi-délit, et qui a son principe dans l'article 1382 du Code civil. Et alors le juge de paix peut connaître de cette action en tant qu'elle rentre dans les limites de sa compétence.

5° L'article 1732 ne rend le locataire ou le fermier responsable que des dégradations commises, ou des pertes survenues, pendant sa jouissance ; et cela se conçoit aisément. Mais s'il conserve la jouissance, la possession des objets loués, après la fin du bail, il est responsable des dégradations commises ; cette responsabilité, toutefois, n'est plus régie par l'article 1732, mais par les articles 1382 et suivants.

Deux questions nous retiendront encore un peu : celle de

savoir si le juge de paix est compétent pour connaître des dégradations, lorsque le preneur conteste tout droit à l'indemnité ; — et celle de savoir s'il peut connaître des demandes en indemnités pour dégradations, formées par les locataires ou fermiers principaux contre les sous-locataires ou sous-fermiers.

Sur le premier point, nous répondrons, suivant en cela, du reste, les leçons de Benech ⁽¹⁾, que le juge de paix est compétent, car la loi ne reproduit pas, pour les actions en indemnités réclamées par le bailleur pour cause de dégradations ou de pertes, la disposition qu'elle édicte relativement aux indemnités réclamées par le preneur pour non-jouissance provenant du fait du propriétaire.

Quant à la seconde question, Carré ⁽²⁾ conclut que le preneur principal est sans intérêt réel pour agir contre le sous-locataire, tant que le propriétaire ne se plaint pas. Pour nous, au contraire, il nous semble que le locataire principal a toujours un intérêt actuel, et que, par conséquent, il peut toujours agir. « Puisque vous reconnaissez (Benech, *loc. cit.*) qu'il est responsable vis-à-vis du propriétaire, son intérêt à demander la réparation des dégradations est donc toujours immédiat ; car, s'il est obligé d'attendre l'expiration du bail, deux inconvénients vont en résulter pour lui. Il éprouvera d'abord plus de difficultés pour constater les dégradations et faire apprécier les dommages après le laps de temps ; d'autre part, vous courez le risque de lui faire supporter l'insolvabilité du sous-locataire ou du sous-fermier, qui offrait encore toutes les garanties désirables à l'époque où les dégradations ont été commises. Remarquez enfin que, la sous-location pouvant être résiliée, et le locataire principal pouvant être ainsi appelé à jouir lui-même, il est intéressé à ce que la chose louée soit toujours en bon état de réparations de toute espèce. »

(1) Cf. Benech, *loc. cit.*, p. 101.

(2) N. A. Carré, *Compétence*, t. II, p. 384 et suiv.

Rappelons, en terminant sur ce sujet, la restriction du dernier paragraphe de notre article 4, ainsi conçu : « Néanmoins, le juge de paix ne connaît des pertes causées par incendie ou inondation que dans les limites posées par l'article 1^{er} de la loi de 1838. » — Cette restriction s'explique, car les questions qui touchent à la responsabilité en cas d'incendie sont en droit très controversées, et, en fait, délicates à trancher. On est obligé de procéder par expertise, et l'appréciation des pertes causées est très difficile à faire ; c'est donc avec juste raison que la loi ne laisse au juge de paix la connaissance de ces actions que dans les limites posées par l'article 1^{er} de la loi de 1838, c'est-à-dire, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 fr., et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 200 fr.—Dans l'espèce, il est vrai, il y aurait eu peu de difficultés ; la responsabilité du locataire ou fermier est formellement établie, vis-à-vis du bailleur, par l'article 1733 du Code civil : il répond de l'incendie, à moins qu'il ne prouve que l'incendie est arrivé par cas fortuit, ou force majeure, ou vice de construction, ou que le feu a été communiqué par une maison voisine. Voilà les seules exceptions derrière lesquelles il lui est permis de se retrancher, et de cette façon, la tâche du juge de paix eût été assez facile, car il connaît les localités, les usages ruraux, les habitudes des propriétaires.

SECTION II

Causes pour lesquelles la compétence se détermine par la nature seule de l'action

Nous venons d'étudier, dans ce qui précède, les articles 2 et 4 de la loi de 1838, il nous reste à voir dans cette section les articles 3, 5 et 6. — Suivant toujours le même plan, nous prendrons chaque article et le décomposerons en autant de paragraphes que la loi en indique, pour donner sur chacun les explications qu'il comporte.

Une remarque préliminaire s'impose. Ces trois articles

font partie de la même section, parce que tous trois ne déterminent la compétence du juge de paix qu'en se basant sur la nature des actions qu'ils énumèrent, sans y joindre, comme le faisaient les articles 2 et 4, l'idée de la valeur ⁽¹⁾. — En effet, ces articles commencent tous trois par ces mots : « Les juges de paix connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 100 fr., et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever.... (articles 3 et 5). » — L'article 6, seul, présente une légère variante, qui n'a pas d'intérêt ici, mais que nous retrouverons plus tard, à propos de la compétence en premier et dernier ressort ; il est ainsi rédigé : « Les juges de paix connaissent en outre à charge d'appel.... ; » d'après lui aussi, par conséquent, à quelque chiffre que monte la valeur de l'action, elle rentre, par sa nature même, dans la compétence des juges de paix.

§ 1^{er}. — COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 3 DE LA LOI DE 1838 ⁽²⁾

La loi de 1838 a heureusement innové en cette matière, en soumettant aux juges de paix le jugement de contestations entre propriétaire et locataire. La propriété, compromise par les abus des petites locations, d'autant plus que les populations se pressent et se concentrent tous les jours plus nombreuses dans l'enceinte des cités, avait besoin de protection. C'est cette idée qu'émettait déjà M. de Gasparin, rapporteur de la commission à la Chambre des Pairs, lorsqu'il

(1) Et cependant Carou, *loc. cit.*, I, p. 248, démontre que cela n'est exact que relativement. « En réalité, dit-il, les juges de paix ne connaissent de ces sortes d'actions qu'en tant que le prix des locations ne s'élève pas.... au-dessus de quatre cents francs. En ce sens donc, la compétence du juge de paix est réellement définie, limitée *usque ad summam*. De sorte que si le juge de paix, en ces matières, peut juger à quelque somme que s'élève la demande, le principe d'où se tire sa compétence est en soi défini et limité ; il se règle par la valeur et le taux du titre qui sert de base à la demande elle-même. » — Malgré cette remarque exacte, il nous a paru bon de rapprocher l'article 3 des articles 5 et 6, parce que leur rédaction est la même.

(2) L'article 3 de la loi de 1838 a été ainsi modifié par la loi du 2 mai 1855 : « Le tout, lorsque les locations verbales ou par écrit n'excèdent pas annuellement quatre cents francs. »

disait : « A considérer la question en général, il n'est pas douteux que les formes requises aujourd'hui (c'est-à-dire avant la loi de 1838), relativement au paiement de loyers et expulsions de lieux, ne soient une cause de ruine pour les propriétaires qu'elles mettent à la merci des locataires. Les frais nécessaires pour obtenir un jugement ajoutent à une dette qui seule excède souvent les moyens du débiteur ; la durée du procès l'accroît encore par l'échéance de nouveaux termes. Pendant ce temps, le propriétaire ne peut disposer de sa propriété. Aussi en voit-on un grand nombre préférer l'abandon de leur créance, à condition de la retraite immédiate du locataire, à une demande en justice qui, en prolongeant et aggravant la situation, le laisserait sans gage suffisant pour obtenir son paiement. Cette situation intolérable ne pouvait se prolonger. Elle est attentatoire aux droits de la propriété ; elle favorise la mauvaise foi, et tend à démoraliser les classes inférieures, qu'elle accoutume à se jouer de leurs promesses en se mettant à couvert sous les formes judiciaires, faites pour protéger la justice et non la déloyauté. » — Le mal était réel, et l'article 3 y apporta un remède bien-faisant.

Dès 1834, le gouvernement, dans son projet primitif, avait pris en considération cet état de choses ; mais la commission de 1835 trouva de trop grandes lacunes dans ce projet, entre autres l'oubli des actions en résiliation de baux, et l'exclusion des baux dont les fermages étaient payables en nature, et proposa une nouvelle rédaction. Les cours d'appel firent des observations, et finalement, après divers amendements, la rédaction du Gouvernement fut définitivement maintenue par les Chambres.

Abordons maintenant l'examen des questions importantes que suggère la lecture de l'article 3.

I. — *De quelles contestations les juges de paix peuvent-ils connaître en matière de baux à loyer ou à ferme?*

Nous en trouvons l'énumération dans notre article ; cette énumération est limitative, bien entendu ; nous allons la passer en revue, en donnant quelques brèves explications sur chacune des actions.

1° *Des actions en paiement des loyers ou fermages* ⁽¹⁾.

— Le louage, on le sait, est un contrat à titre onéreux, et le preneur doit acquitter, aux échéances indiquées, le prix convenu de la location ; s'il ne le fait pas, il doit y être contraint par justice. La loi de 1838 donne compétence au juge de paix pour connaître de ces actions, si la demande ne sort pas de la limite indiquée par cette même loi.

Cette limite était ainsi définie dans la loi : « Lorsque les locations verbales ou par écrit n'excèdent pas annuellement à Paris 400 fr. et 200 fr. partout ailleurs ⁽²⁾. » — Il y avait là une atteinte au principe de l'unité de législation, puisqu'on faisait une différence entre Paris et le reste de la France ; il est vrai qu'en fait les loyers des maisons sont généralement plus élevés à Paris que partout ailleurs. Mais cependant le grand principe de l'unité de législation devait être respecté, même alors qu'il parût avoir quelques inconvénients particuliers. — C'est pour ce motif — et aussi parce que, la valeur de l'argent ayant baissé, la vie étant devenue plus coûteuse, les loyers ayant augmenté dans tous les principaux centres, on considéra qu'il ne fallait plus faire de distinctions entre

(1) Ces actions, basées sur l'article 1728 du Code civil, sont personnelles et garanties par le privilège du bailleur (art. 2102, C. civ.), qui porte sur les meubles garnissants et sur ce qui sert à la ferme. — La saisie-gagerie assure l'efficacité de ce privilège : c'est la mise sous main de justice des effets, meubles et fruits appartenant aux locataires et fermiers, à la requête des propriétaires et principaux locataires, pour sûreté des loyers ou fermages.

(2) Nous traitons ici, à propos des actions en paiement des loyers ou fermages, cette question de limite de compétence, réglée par la valeur annuelle du bail, mais nous devons déclarer qu'elle reparait à propos de toutes les actions que l'article 3 soumet à la compétence des juges de paix. Ceci ressort en effet de la place de cette phrase qui vient après l'énumération limitative des actions, et qui est reliée à cette énumération par les mots : le tout.

Paris et la province — qu'on modifia, sur ce point, l'article 3 de la loi de 1838, par une loi du 2 mai 1855. — A l'heure actuelle, par conséquent, le juge de paix est compétent « lorsque les locations verbales on par écrit n'excèdent pas annuellement 400 fr. »

Donc, toutes les fois que la location excède ce prix de 400 fr., ou qu'elle est indéterminée, le juge de paix cesse d'être compétent, quelle que soit en elle-même la valeur de la demande ⁽¹⁾.

Carou prétend ⁽²⁾ que, toutes les fois que le bailleur a un titre exécutoire en vertu duquel il peut réclamer le paiement des loyers et fermages, le juge de paix devient incompétent pour connaître des actions en paiement lors même qu'elles rentreraient par leur valeur dans les limites de l'article 3, parce que le jugement qu'il rendrait ne donnerait pas au bailleur un droit plus étendu que son titre. — Nous nous rangeons à cet avis, considérant que, la justice de paix étant un tribunal économique, où les plaideurs doivent supporter le moins de frais possible, le jugement, intervenant concurremment au titre exécutoire du bailleur, serait un titre inutile dont les frais seraient frustratoires.

Il en serait autrement si le titre n'avait pas la force exécutoire ; il suffirait, bien entendu, à constater le droit du bailleur, mais il ne pourrait suffire pour contraindre le fermier à satisfaire à son obligation. Il faudrait en ce cas un

(1) Si le juge de paix, d'après l'article 3 de la loi de 1838, modifié par celle du 2 mai 1855, connaît à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions en paiement de loyers ou fermages lorsque les locations verbales n'excéderont pas annuellement 400 fr., cette disposition, dont le seul but a été d'étendre la compétence des juges de paix dans le cas particulier qu'elle prévoit, ne met pas obstacle à l'application de la règle ordinaire de compétence édictée par l'article 1^{er} de la loi de 1838, lorsque la location excède annuellement 400 fr. — Le juge de paix connaît alors de la demande en paiement de loyers, en dernier ressort, jusqu'à concurrence de 100 fr., et à charge d'appel à concurrence de 200 fr. (Cassat., 23 mai 1901 ; *Gaz. du Pal.*, 1901, I, 758), alors du moins que le bail n'est pas contesté et ne donne pas lieu à interprétation (Trib. civ. de Lorient, 12 nov. 1901 ; *Gaz. du Pal.*, 1902, I, 261).

(2) Carou, *loc. cit.*, I, p. 269.

jugement, et c'est alors qu'on devrait recourir au juge de paix, si le prix de la location rentrait dans les limites de sa compétence.

S'il n'existe pas de bail écrit, qu'il n'y ait pas non plus de quittance ou d'autre preuve, et qu'une contestation s'élève sur le prix du loyer, l'article 1716 du Code civil donne la marche à suivre : « Lorsqu'il y aura contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution a commencé, et qu'il n'existera point de quittance ⁽¹⁾, le propriétaire en sera cru sur son serment, si mieux n'aime le locataire demander l'estimation par experts; auquel cas les frais de l'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré. »

Si le prix du loyer est indéterminé, et qu'une contestation s'élève pour le paiement de ce prix, nous ne pensons pas que le juge de paix puisse connaître de cette action, car elle ne rentre pas dans les cas prévus par l'article 3 ⁽²⁾.

2° *Des congés.* — C'est la déclaration émanée de l'une des parties (c'est-à-dire du bailleur ou du preneur) qu'elle veut mettre fin au bail. — Il peut être donné par acte d'huissier, ou par un acte convenu et signé entre le bailleur et le preneur, ou bien verbalement. Si les congés donnés par écrit ont quelques avantages sur les autres, c'est seulement sous le rapport de la preuve; mais sous le rapport du fond il n'y a aucune différence entre les diverses façons de donner

(1) A propos de la quittance, qui est, on le sait, un mode de preuve du paiement, rappelons que la production de la dernière quittance de loyers ou fermages ne peut pas, à elle seule, faire la preuve du paiement des loyers ou fermages antérieurs. Celui qui se prétend libéré doit justifier de sa libération, et la production de cette quittance ne prouve qu'un paiement, le dernier. Elle peut bien, sans doute, faire présumer le paiement des termes précédents, mais ce n'est là qu'une présomption qui peut être détruite par la preuve contraire. — Ainsi jugé en justice de paix, le 17 mars 1903. Rapporté au *Moniteur des juges de paix* de juillet 1903.

(2) *Quid*, si la location annuelle dépasse le chiffre de 400 fr., et que le demandeur réclame moins de 200 fr.? — La Cour de Bordeaux a jugé, sous l'empire de la loi du 25 mai 1838, que le juge de paix se trouve alors complètement incompétent (18 fév. 1842; D. A., v° Compétence civile des tribunaux de paix, n° 90). Mais nous n'acceptons pas cette solution de la jurisprudence, et nous pensons que le juge de paix demeure compétent dans les limites de sa juridiction ordinaire.

congé. En effet, l'existence du congé notifié par huissier ou par un écrit signé de la partie qui l'a reçu, ne peut être contestée, tandis qu'en cas de contestation, le congé verbal ne peut être prouvé par témoins, même lorsqu'il s'agirait d'un bail inférieur à 150 fr. (argument d'analogie tiré de l'article 1715 du Code civil), à moins toutefois qu'il n'existe un commencement de preuve par écrit (art. 1342). La délation du serment et l'interrogatoire sur faits et articles sont les seuls moyens que puisse employer, pour justifier son assertion, celui qui allègue avoir donné le congé. — Quant aux délais dans lesquels le congé doit être donné, le Code civil a cru devoir s'en rapporter constamment, à moins de conventions contraires, aux usages des lieux (art. 1736 et suiv., 1775).

Ces principes posés, examinons quelles sont les difficultés qui peuvent s'élever, au sujet des congés, devant les juges de paix, entre le bailleur et le preneur. Pendant la durée du bail, le bailleur ou le preneur, voulant éviter toutes contestations pour l'avenir, plaidera sur l'époque à laquelle la location finira. Après l'expiration du bail, le preneur pourra soutenir que le congé n'a pas été notifié en bonne forme, ou qu'il n'a pas été donné en temps utile, et que, par suite, sa jouissance doit durer encore pendant un temps donné.

Ces questions offrent, comme on le voit, un grand intérêt, surtout quand il s'agit de locations passées pour des industries ou des loyers élevés; et la seule raison plausible qui puisse justifier cette extension de compétence attribuée aux juges de paix, c'est que ces sortes de difficultés se résolvent presque toujours par la seule application des usages locaux.

3° *Des demandes en résiliation de baux fondées sur le seul défaut de paiement des loyers ou fermages.* — Ces demandes peuvent être formées, tantôt de la part du bailleur, tantôt de la part du preneur, et de part et d'autre elles peuvent être basées sur des causes multiples ⁽¹⁾. — Dans le

(1) Cf. les articles 1741, 1766 du Code civil. — Cf. arrêt de cassation du 15 nov. 1886 (*Moniteur*, 87, p. 58).

projet de la première commission de la Chambre, on donnait compétence aux juges de paix pour toutes les demandes en résiliation de baux. Mais, sur l'avis de la Cour de cassation, on restreignit le champ de cette compétence aux demandes fondées sur le seul défaut de paiement de loyers ou fermages. — La cause de cette restriction, si explicite, et qui ne saurait donner lieu à aucune controverse, est qu'on voulait éviter toute difficulté, et ne laisser au juge de paix qu'une question de fait à apprécier, parce qu'il est le mieux placé pour la juger.

4° *Des expulsions de lieux.* — Toutes les fois qu'un tiers s'empare sans droits de la propriété d'autrui, il est juste que la loi offre au véritable propriétaire un moyen d'expulser l'intrus qui s'est mis en possession de sa chose. Notre loi limite la compétence du juge de paix aux rapports entre le propriétaire et le fermier. Mais aussi, dans ce cas, le juge de paix est compétent, quel que soit le motif sur lequel se fonde la demande d'expulsion, pourvu, toutefois, que le prix du bail ne dépasse pas 400 fr.

Suffit-il, pour expulser un locataire récalcitrant, que le bailleur soit porteur d'un titre exécutoire? Non; car ces titres permettent seulement la réalisation du gage par voie de saisie. On ne peut procéder à l'expulsion qu'après avoir obtenu un jugement ⁽¹⁾; et c'est le juge de paix qui peut rendre ce jugement quand le prix annuel du bail ne dépasse pas 400 fr. — Mais le juge de paix doit bien prendre garde pour voir si l'expulsion ne cache pas une résiliation, auquel cas il ne serait pas compétent. La résiliation est poursuivie dans le cours du bail, tandis que l'expulsion n'est demandée d'ordinaire (sauf cependant les cas des art. 1743 et suiv. et 1752 du Code civil), qu'à la fin du bail, lorsque le locataire ne peut plus prétendre aucun droit sur la chose qu'il avait louée.

(1) Il en est de l'expulsion de lieux comme de la contrainte par corps, qui, lorsqu'elle était encore en vigueur, ne pouvait être appliquée qu'en vertu d'un jugement (art. 2067 C. civ.).

L'article 135, 3^e, du Code de procédure civile nous indique, en traitant de l'exécution provisoire des jugements, les espèces les plus fréquentes dans lesquelles l'expulsion de lieux sera réclamée par le propriétaire. Il dit que l'expulsion pourra être ordonnée lorsqu'il n'y a pas de bail ou que le bail est expiré. — Au premier cas, l'expression : « lorsqu'il n'y a pas de bail » est l'équivalent de cette autre phrase : « lorsqu'il y a un bail verbal. » On la retrouve dans l'article 819 du Code de procédure civile, où elle a le même sens. Ici, le propriétaire, luttant contre une personne qui est en possession de sa maison ou de sa ferme, sans représenter de titre valable, doit être réintégré immédiatement dans sa possession. — Mais lorsque le possesseur représente un bail écrit, et que le propriétaire excipe de l'expiration du bail, les contestations peuvent être plus sérieuses. Dans les cas énoncés par les articles 1743 et suiv. du Code civil ⁽¹⁾, il y aura autre chose qu'une voie de fait à faire cesser, et notamment des indemnités ou dommages-intérêts à régler ; et il est peut-être regrettable que le juge de paix soit compétent dans tous ces cas. La loi aurait dû limiter sa compétence aux expulsions basées sur le 3^e de l'article 135 du Code de procédure civile, sur l'article 1752 du Code civil (cas où le locataire ne garnit pas la maison de meubles suffisants), et sur le défaut de paiement des loyers ou fermages aux termes

(1) C. civ., art. 1743. « Si le bailleur vend la chose louée, l'acquéreur ne peut expulser le fermier ou le locataire qui a un bail authentique ou dont la date est certaine, à moins qu'il ne se soit réservé ce droit par le contrat de bail. »

Le bailleur est tenu d'indemniser le fermier ou le locataire, au cas où l'expulsion avait été réservée lors du bail, en lui payant, à titre de dommages-intérêts, une somme égale au prix du loyer pendant le temps qui, suivant l'usage des lieux, est accordé entre le congé et la sortie ; pour les biens ruraux, l'indemnité est du tiers du prix du bail pendant tout le temps qui reste à courir.

L'acquéreur qui veut user de la faculté réservée dans le bail d'expulser le fermier ou le locataire en cas de vente, est en outre tenu d'avertir le locataire au temps d'avance usité pour les congés. Il doit avertir le fermier des biens ruraux au moins un an à l'avance.

L'expulsion ne peut être faite que les fermiers ou locataires ne soient payés des dommages-intérêts à eux dus par le bailleur ou, à son défaut, par le nouvel acquéreur.

convenus ; car, dans ces circonstances, il ne se fût agi que d'un simple fait à vérifier.

5° *Des demandes en validité de saisie-gagerie.* — Ces attributions devaient être forcément dévolues aux juges de paix, car les demandes en validité de saisie-gagerie sont essentiellement connexes aux demandes en paiement de loyers ou de fermages (cf. *supra*, p. 56, note).

La saisie-gagerie est une mesure conservatoire autorisée par la loi dans l'intérêt des propriétaires et locataires principaux des maisons ou des biens ruraux. C'est une saisie de précaution, qui peut être faite sans titre exécutoire, sans être précédée d'un commandement. Il s'agit seulement ici de placer l'objet saisi sous la main de justice, pour renforcer le droit de préférence que confère au bailleur le privilège de l'article 2102 du Code civil. Aussitôt, en effet, que les meubles qui garnissent le local sont emportés, ils ne sont plus susceptibles d'être saisis, et le privilège s'évanouit. Or, la saisie-gagerie, en plaçant les meubles sous la main de justice, empêche qu'ils ne soient enlevés.

En principe, l'intervalle d'un jour doit séparer la sommation, — acte nécessaire pour donner au débiteur un avertissement sur la portée duquel il ne puisse pas se méprendre, — de la saisie-gagerie. Mais il résulte du deuxième alinéa de l'article 819 du Code de procédure civile qu'on peut faire saisir-gager à l'instant, avec la permission du juge, quand il y a lieu de craindre que le délai de vingt-quatre heures ne serve à faire disparaître les meubles qui forment le gage. Cette permission revient au juge de paix, quand la cause rentre dans sa compétence, par la valeur du bail (art. 10, loi du 25 mai 1838).

II. — *Quand les juges de paix sont-ils compétents, en matière de baux, pour connaître des actions ci-dessus énumérées ?*

Nous avons déjà vu (*supra*, p. 56 et suiv.) que la loi elle-même prenait soin d'apporter une limite précise à la compétence des juges de paix en matière de baux, en déclarant

que leur juridiction est saisie seulement « lorsque les locations verbales ou par écrit n'excèdent pas annuellement 400 fr. »

Cette locution de l'article : Si les baux n'excèdent pas annuellement...., mérite quelques explications. Ce n'est pas la somme des fermages ou des loyers, qui seront dus pour toute la durée du bail, qu'il faut considérer en bloc, mais bien la somme de ces fermages à payer chaque année. D'où il résulte que, si le bail est payable autrement qu'en annuités, par exemple si le preneur doit payer une moitié avant d'entrer en jouissance, et l'autre moitié à l'expiration de cette jouissance, il faudra diviser cette somme par années pour calculer la compétence du juge de paix. Soit un bail fait pour trois années, moyennant 250 fr. payables d'avance, et 250 fr. à l'expiration de la location. Le juge de paix sera compétent, puisqu'en divisant la somme de 500 fr. par trois années, le prix annuel n'excède pas 200 fr. Il en serait autrement si le bail avait été fait pour une somme supérieure à 600 fr.

En sens inverse, si le bail est fait pour une période inférieure à une année, par exemple pour trois mois, six mois...., aucune difficulté ne peut se présenter : il n'y a qu'un prix unique à considérer, celui qui a été déterminé par le bail. Ainsi, on loue une maison pour trois mois, à raison de 150 fr. Ce bail se renouvelle successivement pendant plusieurs périodes au moyen de la tacite reconduction ; dirait-on que le juge de paix est incompétent, parce qu'en établissant une règle de proportion, le bail de 150 fr. pour trois mois représente un bail de 600 fr. l'an ? Ce système serait inadmissible. La tacite reconduction ne saurait modifier en rien la consistance du premier bail ; elle n'est, d'ailleurs, elle-même que ce bail renouvelé tacitement par le consentement présumé du preneur et du bailleur. S'il en était autrement, la compétence des juges de paix et le vœu de la loi seraient trop facilement méconnus — Le juge de paix sera donc compétent à l'égard des baux de cette nature, toutes les

fois que les loyers seront dans les limites déterminées par l'article 1^{er} de la loi ; mais si ces loyers excédaient cette limite, il n'y aurait plus de raison pour les soustraire à la juridiction des tribunaux civils.

Il faut faire attention que la loi ne parle que du prix principal. Et, à ce sujet, nous devons déclarer que de nombreux doutes ont été émis, et de nombreuses controverses soulevées, fondés sur les deux derniers paragraphes de notre article. — Mais ces controverses sont relativement peu importantes, et trop longues pour rentrer dans le cadre de notre travail. — Nous nous bornerons, imitant en cela M. Carré ⁽¹⁾, à reproduire quelques lignes de Bourbeau (*De la justice de paix*, t. VII, n° 133) :

« En parlant du prix principal, qui doit seul être l'objet d'une évaluation, la loi n'a entendu exclure que certaines redevances accessoires, ou certains services mis à la charge du locataire ou fermier, en sus du prix de la location, ou bien l'impôt foncier que le bail leur imposerait l'obligation de payer, de même qu'il n'y aurait pas lieu de déduire du montant du prix principal, pour en fixer la quotité, la contribution des portes et fenêtres que le bailleur aurait prise à sa charge. Mais ce serait dénaturer le sens de la loi que de décider, comme le fait Curasson (t. I, n° 249), qu'il faut entendre par ces mots, prix principal, la portion la plus considérable du prix, lorsqu'il consiste à la fois en argent et en prestations ou denrées ; de sorte que si la portion consistant en argent était plus considérable que la valeur en denrées, il faudrait déterminer le prix annuel du bail par la prestation en argent, sans tenir compte des denrées, et, au contraire, ne tenir compte que de la valeur des denrées, si la partie du prix payable en argent représentait une valeur moindre. C'est, comme je l'ai dit, le caractère de la prestation soit en argent, soit en denrées, soit en services, que le

(1) N.-A. Carré, *De la compétence judiciaire des juges de paix en matière civile et pénale*, t. 1^{er}, p. 178.

juge doit prendre en considération, plutôt que son importance et sa quotité, pour reconnaître si elle fait partie du prix principal, ou si elle est un accessoire, que l'usage ou l'intention des parties place en dehors de ce prix principal. »

Ajoutons que nous excluons, en outre du prix principal, et les sommes données par le locataire lors de son entrée en jouissance sous le nom de denier à Dieu, et le « sou du franc » qu'il est, dans quelques pays, d'usage de payer, et les pots-de-vin.

En résumé, voici la teneur des deux derniers paragraphes de l'article 3. Si le prix principal et annuel consiste en denrées ou prestations appréciables, d'après leur nature, par exemple en une quantité fixe de grains, on procède à l'évaluation sur les mercuriales du jour de l'échéance, lorsqu'il s'agira du paiement des fermages. Dans tous les autres cas, c'est-à-dire lorsqu'il s'agira de congés, d'expulsion de lieux, de demandes en résiliation, pour la cause spéciale mentionnée dans le premier alinéa de l'article 3, etc., l'évaluation se fait suivant les mercuriales du mois qui aura précédé la demande, en ayant égard au prix moyen (arg. art. 129, C. pr. civ.). — Si le prix principal et annuel consiste en prestations non appréciables d'après les mercuriales, par exemple dans une quantité indéterminée de charrois, de transports ou d'autres travaux d'une autre espèce, le juge de paix déterminera la compétence, en prenant pour base du revenu de la propriété, le principal de la contribution foncière de l'année courante, multiplié par cinq. On arrive ainsi d'abord, par la contribution foncière de l'année courante, à fixer le revenu présumé de l'immeuble, et puis, comme, dans le bail à ferme, les fermages payés par le preneur sont censés être en rapport avec les revenus qu'il perçoit, on arrive en définitive à fixer les fermages d'après les revenus.

En terminant, nous devons exclure de l'article 3 certains baux qui ne rentrent pas dans la compétence des juges de paix. Ce sont : d'abord le bail à cheptel : « Ces baux ne sont pas compris dans nos dispositions, dit M. Amilhou lors de

la discussion de la loi de 1838; leurs conditions sont trop variables, et l'introduction de races d'un grand prix pourrait donner lieu à de sérieuses difficultés, soit pour la valeur, soit pour l'interprétation des conventions. » — Puis le bail à domaine congéable, sorte de contrat donnant au preneur un droit de propriété sur les édifices qu'il fait bâtir, et qui tient à la fois de la vente et du louage. — Enfin le bail emphytéotique, qui ne saurait non plus être assimilé à un bail proprement dit.

§ 2. — COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 5 DE LA LOI DE 1838.

Pour suivre un ordre logique, nous serons obligés ici de changer de place les paragraphes de cet article, et d'étudier d'abord ce qui a trait aux réparations locatives; puis nous verrons les contestations relatives au louage d'ouvrage; après quoi nous arriverons aux paragraphes 4 et 5 de l'article 5, qui ne nous retiendront pas longtemps; enfin nous dirons un mot des actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes.

A. Des réparations locatives des maisons ou fermes, mises par la loi à la charge du locataire.

En cette matière, les juges de paix ont compétence, quel que soit le chiffre du loyer annuel, qu'il dépasse ou non 400 fr.; ils ont compétence aussi quand même le droit à l'indemnité ou à la réparation serait contesté.

Mais ils n'ont juridiction que pour les réparations locatives mises par la loi, — on pourrait ajouter ou l'usage, — à la charge du locataire. Si donc il s'agissait de réparations non locatives, ou de réparations locatives, mais qui, d'après la loi ou l'usage, n'incombent pas au locataire, le tribunal d'arrondissement devrait être saisi de la demande, quand même, par une convention particulière, le locataire aurait pris à sa charge ces réparations.

Il ne faut pas confondre les réparations locatives avec les

dégradations imputables au locataire ; — ces dernières, que vise le paragraphe 2 de l'article 4, sont les dégâts qui tendent à ruiner ou à déprécier une chose, à compromettre l'existence du local. Tandis que les réparations locatives, régies par notre paragraphe, sont la réparation des dégâts causés par le seul fait de l'usage continuuel de la chose. — Tirant argument des articles 1731 et 1732 du Code civil ⁽¹⁾, on peut dire encore que, lorsque les réparations sont de celles qui ne peuvent être exigées qu'à la fin du bail, au moment où le preneur doit « rendre » les lieux loués, ce sont des réparations locatives ; au contraire, ce sont des dégradations si elles donnent lieu à une action immédiate, au cours du bail ; cette distinction est parfaitement raisonnable, car les dégradations peuvent compromettre l'existence même du local, et il faut les réparer le plus vite possible, tandis que les réparations locatives n'exigent pas tant d'empressement. Cette différence est cependant peu sensible, ce qui fait que les tribunaux confondent encore souvent l'une et l'autre ⁽²⁾.

Les réparations locatives légalement mises à la charge du locataire sont énumérées dans l'article 1754 du Code civil : « Les réparations locatives ou de menu entretien, dont le locataire est tenu, s'il n'y a clause contraire, sont celles désignées comme telles par l'usage des lieux, et, entre autres, les réparations à faire aux âtres...., aux pavés des chambres, aux vitres, aux portes, croisées, etc. » L'énumération faite dans cet article n'est pas très importante, d'autant plus qu'elle n'est pas limitative (arg. des mots : entre autres). — Mais, outre les réparations locatives reconnues telles par la loi, il y a encore celles qu'admettent et l'usage général et l'usage des lieux. Ne pouvant entrer dans tous les détails à

(1) Art. 1731. « S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives, et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire. »

Art. 1732. « Il répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute. »

(2) Cf. jugement du trib. de la Seine du 10 déc. 1874, rapporté dans la *Gazette des tribunaux* du 2 février 1875.

cet égard, nous renvoyons aux usages établis dans chaque localité, et aux indications données par M. Carré (1).

Ceci est la règle pour les baux de maisons, mais on n'a aucune indication pour les réparations locatives des héritages ruraux. Quelles règles faut-il suivre? A cette objection, nous répondrons d'abord qu'il ne faut pas interpréter l'article 1754 de façon aussi restreinte, et que les mots : maisons ou fermes, peuvent comprendre tous édifices, terrains ou domaines, manufactures, usines, moulins, presbytères, etc. (2).

— Mais aussi on peut ajouter que, toutes les fois que la réparation sera occasionnée par la vétusté, par le vice de la chose louée, ou par force majeure, le propriétaire en sera tenu, quelque modique d'ailleurs qu'elle soit; que si, au contraire, elle est occasionnée par la faute du locataire, il en est seul tenu, quelque considérable qu'elle soit, et cela en vertu des principes du droit commun (art. 1382 et suiv. du Code civil) plutôt qu'en vertu des règles spéciales du louage.

Les actions pour réparations locatives, dont nous venons de nous occuper, terminent la série d'actions indiquées dans la loi du 25 mai 1838 se rapportant au louage des choses (3). Avec le paragraphe 3 de l'article 5, nous abordons l'étude du louage d'ouvrages et d'industries, matière régie par les articles 1779 et suiv. du Code civil.

B. Des contestations relatives aux engagements entre gens de travail, domestiques ou gens de service, ouvriers ou apprentis, et ceux qui les emploient.

« Le louage d'ouvrage, dit l'article 1710 du Code civil, est un contrat par lequel une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles. »

— Rentrent dans cette définition tous les contrats entre

(1) N.-A. Carré, *loc. cit.*, t. I^{er}, p. 254. — Cf. aussi *supra*, p. 49, pour ce qui concerne les dégradations.

(2) Pour ces derniers, voir le décret du 6 nov. 1813. — Cf. aussi l'Encyclopédie des juges de paix, v^o Bail, n^o 38.

(3) Cf. *supra*, p. 45 et suiv.

gens de travail au jour, au mois et à l'année, et ceux qui les emploient, — entre les maîtres et les domestiques ou gens de service à gages, — entre les maîtres et leurs ouvriers ou apprentis ; c'est-à-dire tous les engagements mentionnés dans notre paragraphe 3. — Les principes à appliquer à ces conventions sont contenus dans l'article 1780 du Code civil.

La compétence des juges de paix ne s'applique ici qu'aux contestations relatives aux engagements respectifs des personnes énumérées dans la loi, soit que l'engagement ait été contracté verbalement, soit qu'il ait été pris par écrit. Si les contestations ont toute autre cause, la compétence est restreinte aux chiffres fixés par l'article 1^{er} de la loi de 1838.

Pour donner plus de clarté à notre exposé, nous diviserons ce paragraphe en trois articles, traitant successivement : 1^o des contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois ou à l'année, et de ceux qui les emploient ; 2^o de celles relatives aux engagements respectifs des maîtres et des domestiques ou gens de service à gages ; 3^o enfin, de celles relatives aux engagements respectifs des maîtres et de leurs ouvriers ou apprentis, en tenant compte de la restriction à l'égard des conseils de prud'hommes.

1^o Contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois ou à l'année, et de ceux qui les emploient.

Et d'abord, qui sont ces gens de travail ? — Presque tous les auteurs ont donné une énumération des personnes qui doivent être considérées comme tels ⁽¹⁾. — N.-A. Carré nous les indique (I, p. 261) : « Sous cette désignation sont compris les manœuvres ou journaliers, les moissonneurs, les vendangeurs, les faucheurs, les batteurs en grange, les terrassiers, les maçons, les charpentiers, les menuisiers, les serruriers, les tailleurs de pierres, les fileuses, les ouvrières en linges, les tailleurs d'habits, etc., » en un mot tous ceux

(1) Henrion de Pansey, ch. xxx. — Curasson, t 1^{er}, n^o 437. -- Benech, p. 186.

qui louent leur travail, leur industrie au jour, au mois ou à l'année, toutes les personnes se livrant à un travail manuel ou matériel. — Puis il ajoute que l'artisan qui ne s'engage pas dans ces conditions, celui qui travaille à forfait, ceux qui exercent une profession libérale (malgré que cette opinion, pour ces derniers, basée sur des raisons plus philosophiques que juridiques, ne soit pas à l'abri de controverse ⁽¹⁾), les facteurs et commis de marchands, échappent à la juridiction cantonale, si la réclamation excède 200 fr.

Toutes les contestations que ces personnes ainsi définies, ces gens de travail, peuvent avoir avec ceux qui les emploient, relativement à leurs engagements avec ces derniers, sont de la compétence des juges de paix, dans les limites réglées par le début de l'article 5.

2° Contestations relatives aux engagements respectifs des maîtres et des domestiques ou gens de service à gages.

Henrion de Pansey disait : « On appelle domestiques tous ceux qui font partie d'une maison, et qui, subordonnés à la volonté du maître, en reçoivent des gages. Les domestiques sont de deux sortes, ceux dont les fonctions n'ont rien d'avilissant, et même sont honorables, et ceux dont les services supposent une dépendance plus absolue. A la première classe appartiennent les bibliothécaires, les précepteurs, les secrétaires, les intendants de maison. Dans la seconde classe, sont compris tous ceux que l'on nomme valets, serviteurs, servantes, et désignés dans les lois sous la dénomination de serviteurs, domestiques. Ces derniers sont encore de deux sortes : ceux qui ne sont attachés qu'à la personne du maître, tels que les cuisiniers, valets de chambre et laquais, et ceux qui sont principalement occupés aux travaux de la campagne ⁽²⁾. »

Curasson, après lui, pensait aussi (t. I^{er}, n° 441) qu'il faut

(1) Curasson, *ibid.* — Marcadé, t. VI, p. 516 — Troplong, t. III, n° 791 et suiv.

(2) Henrion de Pansey, ch xxx

logiquement comprendre sous la dénomination de domestiques toutes les personnes attachées à la maison et recevant des gages, à quelque titre que ce soit.

Mais nous ne sommes pas de cet avis, et nous dirons avec N.-A. Carré (t. I^{er}, n° 314) que « nous croyons devoir restreindre le sens de ces mots, et que nous ne considérons comme domestiques ou gens de service à gages que les valets de pied, valets de chambre, laquais, cochers, cuisiniers, portiers, jardiniers, garçons d'écurie, garçons de magasin, garçons de ferme, les ouvreuses de loges, les femmes de ménage, etc. ; en général, ceux qui louent leurs services pour des travaux d'un ordre purement matériel. Aussi nous n'appelons pas domestiques : les secrétaires, aumôniers, bibliothécaires, intendants, régisseurs, précepteurs, clercs, institutrices, dames de compagnie, etc. ; comme on l'a fait remarquer, ils reçoivent des honoraires ou des traitements, et non des gages ou des salaires ; ils rendent des services à celui qui les emploie, ils ne sont pas à son service. »

D'ailleurs, il ne faut pas trop chercher à distinguer entre eux les serviteurs, les domestiques et les gens de service. Ces diverses classifications ne sont séparées entre elles que par des nuances, et les mêmes principes leur sont en général applicables, les rédacteurs de nos lois ne leur ayant pas toujours donné un sens invariable et uniforme ⁽¹⁾.

3° Contestations relatives aux engagements respectifs des maîtres et de leurs ouvriers ou apprentis, sans néanmoins qu'il soit dérogé aux lois et règlements relatifs à la juridiction des prud'hommes.

Pour ces contestations, le juge de paix n'est compétent que dans les lieux où il n'existe pas de conseil de prud'hommes ; si, au contraire, dans le canton, un conseil de prud'hommes est établi, les juges de paix sont virtuellement incompétents.

Les conseils de prud'hommes sont placés dans les princi-

(1) On trouvera dans le livre de M. N.-A. Carré, t. I^{er}, p. 265 et suiv., des détails sur les contestations qui peuvent s'élever entre maîtres et domestiques à propos de leurs engagements respectifs.

pales villes qui possèdent des fabriques ou des manufactures importantes. Ils sont régis par des lois et décrets (loi du 18 mars 1806 ; décret du 11 juin 1809 ; lois des 1^{er}-4 juin 1853 et loi du 24 nov. 1883). Leurs attributions ont principalement pour objet de terminer par la voie de la conciliation les différends qui s'élèvent journellement, soit entre des fabricants et des ouvriers, soit entre des chefs d'atelier et des compagnons ou apprentis, et de juger entre les mêmes personnes toutes les contestations, quelle qu'en soit la valeur, qui n'ont pu être terminées par la voie de la conciliation.

Les ouvriers, dans le sens de l'article 5, sont ceux qui travaillent pour le compte d'un maître, d'un patron, moyennant une rétribution, un salaire, fixé soit d'après le nombre d'heures, de jours employés, soit d'après l'ouvrage fait, à la journée ou aux pièces ; et ceux qui sont attachés aux manufactures, fabriques, usines, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et autres établissements industriels ou ceux qui travaillent chez eux.

Les apprentis sont ceux que l'on a placés chez un patron pour y apprendre une profession ou une industrie. L'apprentissage est régi par une loi du 4 mars 1851, modifiée par la loi du 19 mai 1874.

Une difficulté s'élève ici, semblable à celles que nous avons déjà traitées précédemment à propos des articles 1 et 2 de la loi de 1838, sur le point de savoir comment régler les conflits entre justices de paix et tribunaux de commerce. Si le patron est défendeur au procès, il est tenu commercialement à raison du contrat de louage de services fait pour les besoins de son commerce. Doit-il être assigné devant le tribunal de commerce ? Nous répondrons : non. Il sera assigné devant le juge de paix. Plusieurs raisons nous font accepter cette solution : d'abord une raison de texte ; l'article 5 parle des engagements respectifs ; ces engagements constituent un acte mixte, et l'on sait que pour ces actes le demandeur a le choix entre le tribunal civil et le tribunal de commerce.

D'autre part, on peut invoquer cette considération qu'en donnant compétence au juge de paix, on ne porte pas atteinte à l'étendue de la compétence du tribunal de commerce ; en effet, s'il y avait eu un conseil de prud'hommes en concurrence avec le tribunal de commerce, ce dernier n'aurait encore pas eu l'affaire à juger. Du reste, il est plus logique qu'une contestation entre patron et ouvrier aille au juge de paix, à défaut du conseil de prud'hommes, de préférence au tribunal de commerce, parce que justice de paix et conseil de prud'hommes sont des tribunaux de conciliation. La seule bizarrerie qu'entraîne cette solution est que le tribunal civil est juge d'appel, lorsque l'affaire a été jugée en premier ressort par le juge de paix, tandis que l'appel d'une décision d'un conseil de prud'hommes va au tribunal de commerce.

Si l'on rapproche de ces dispositions l'article 634 du Code de commerce, ainsi conçu : « Les tribunaux de commerce connaîtront également : 1^o des actions contre les facteurs, commis des marchands ou leurs serviteurs pour le fait seulement du trafic du marchand auquel ils sont attachés...., » on arrive à cette conséquence que, dans ces contestations, auxquelles participe un patron, le législateur a fait des distinctions entre patron et commis (le tribunal de commerce est toujours compétent), et patron et ouvriers (le tribunal de commerce n'est jamais compétent, sauf pour l'appel des conseils de prud'hommes). Ces solutions sont extraordinaires, car il semble que toutes les affaires se rapportant aux patrons et ouvriers devraient être portées devant la même juridiction ; il n'en est rien cependant. On devra donc bien déterminer si l'on se trouve en présence d'un commis ou d'un ouvrier ; l'ouvrier sera celui qui se livrera à des travaux manuels ; le commis sera celui qui s'occupera à des travaux plus relevés, plus intellectuels ⁽¹⁾.

(1) Nous devons, pour compléter l'étude de ce paragraphe, bien faire ressortir que la loi ne comprend pas, dans les termes : « ouvriers, gens de service à gages, domestiques, gens de travail, » les personnes occupées à des travaux

C. *Des contestations relatives au paiement des nourrices, sauf ce qui est prescrit par les lois et règlements d'administration publique, à l'égard des bureaux de nourrices de la ville de Paris et de toutes les autres villes.*

La loi de 1838 n'assimile pas la nourrice à une domestique, et elle lui consacre une disposition particulière ; c'est avec raison qu'elle établit cette différence, car la nourrice se rapproche beaucoup plus de la mère par les soins constants qu'elle donne à l'enfant, et par les services, d'un ordre plus relevé que ceux des domestiques, qu'elle rend à la famille.

Le juge de paix n'est compétent que pour les contestations relatives au paiement des nourrices. Il ne l'est pas pour toutes les autres causes, ainsi pour demande en dommages-intérêts, pour maladie inoculée, pour défaut de soins, pour cessation de l'allaitement, etc., sauf cependant sa compétence générale, c'est-à-dire si le chiffre de cette demande n'excède pas 200 fr.

Cette règle ne s'applique qu'autant qu'il n'y a pas de bureau de nourrices établi par l'administration, qu'il ne s'a-

plus relevés que les travaux manuels : ainsi les bibliothécaires, les secrétaires, les commis caissiers et autres. — Jugé en conséquence que : les termes et l'esprit du troisième paragraphe de l'article 5, ne concernant que des gens placés dans une condition d'infériorité et de dépendance, ne peuvent comprendre les artistes dramatiques, lyriques, etc., dont la profession exclut toute idée de domesticité envers le directeur de spectacles qui les a engagés, non pour lui rendre des services personnels, mais pour l'étude et l'exercice de leur art, moyennant une rétribution déterminée (Trib. de paix, Paris, 27 fév. 1901, au journal *la Loi*, 28 fév. 1901). — Jugé encore que le juge de paix n'est pas compétent pour connaître d'une contestation relative à l'engagement d'un contremaître ou chef d'atelier, car il joint à son travail manuel une fonction accessoire qui n'a rien de manuel, est plus relevée, et est même une source de responsabilité.

Enfin, autre jugement : S'il est vrai que le contrat qui lie le cocher de voitures de place à son loueur est un contrat de louage de services, il est constant que le cocher ne peut être envisagé comme rentrant dans la catégorie des gens de service que vise l'article 5 de la loi de 1838, car il remplit un véritable emploi commercial, en effectuant, suivant un tarif à lui imposé, les recettes de la journée ; c'est un véritable commis, qui peut s'adresser au tribunal de commerce (Trib. de comm. de la Seine, 9 janv. 1903, rapporté *Gazette du Palais*, 1903, I, 491, ou au journal *le Droit* du 1^{er} mars 1903).

git que de nourrices particulières, et non de celles attachées à une administration. A Paris et dans toutes les villes où des bureaux de nourrices sont établis par l'autorité, c'est administrativement, et non devant le juge de paix, que les nourrices doivent réclamer le paiement de leur salaire dû par les parents (loi du 25 mars 1806 ; décret du 30 juin de la même année) ; les nourrices, en ce cas, s'adressent au préfet, qui décerne contrainte contre les parents, comme pour les contributions.

D. Des actions civiles pour diffamation verbale et pour injures publiques ou non publiques, verbales ou par écrit, autrement que par la voie de la presse ; des mêmes actions pour rixes ou voies de fait ; le tout lorsque les parties ne se sont pas pourvues par la voie criminelle.

On sait que la personne diffamée, injuriée ou violentée, peut demander répression, suivant les circonstances, soit aux juges du grand criminel, soit aux tribunaux correctionnels, soit à la simple police ; devant ces juridictions, outre la peine qui est infligée, des dommages-intérêts peuvent être accordés, sur sa demande, à la partie lésée. Mais le plaignant a aussi la faculté, à son choix, renonçant à la poursuite au criminel, d'assigner le diffamateur, l'insulteur ou l'agresseur devant les juges civils, pour s'entendre condamner seulement à une réparation pécuniaire. C'est de cette dernière alternative que s'occupe le paragraphe 5 de notre article, et il donne compétence au juge de paix, sans appel jusqu'à 100 fr., et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

Qu'est-ce que la diffamation ? L'article 29 de la loi du 29 juillet 1881 répond à cette question : « Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation. » L'article 5, 5°, de la loi de 1838 précise encore et n'attribue juridiction au juge de paix que pour les diffamations verbales. Cependant, il est compétent,

dans les limites de l'article 1^{er} de ladite loi, soit jusqu'à 200 fr., sur les actions civiles pour diffamation écrite ou commise par la voie de la presse. (Cf. l'art. 4 de la loi du 15 avril 1871, qui enlève toute compétence au juge de paix à raison du délit de diffamation verbale contre un fonctionnaire public).

La diffamation a un caractère plus grave que l'injure. Celle-ci est définie aussi par l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881 : « Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait, est une injure. » Ce mot nous vient du droit romain ; il s'appliquait alors à tout ce qui était injuste, c'est-à-dire fait contre le droit : *generaliter injuria dicitur omne quod non jure fit* (Tribonien, *Instit. de Justinien*, liv. IV, tit. IV, par. *ad præm.*) ; mais dans un sens plus étroit et spécial, il était l'expression de toutes les actions qui avaient pour but de mépriser, d'outrager, de blesser par des paroles, par des écrits ou par des actes. C'est avec ce sens restreint qu'il passa dans notre ancien droit et parvint jusqu'à nous. — L'expression outrageante s'entend ordinairement de celle qui blesse plus la personne à ses propres yeux qu'aux yeux d'autrui, à la différence du terme de mépris, qui témoigne particulièrement dans celui qui l'articule un sentiment personnel de mésestime et de dédain. Quant à l'invective, c'est en général un discours outrageant ou méprisant, ou l'un et l'autre tout à la fois. — Le juge de paix est compétent pour connaître de l'injure, publique ou non publique, verbale ou écrite, pourvu que celle qui offre ce dernier caractère n'ait pas été produite par la voie de la presse. Ajoutons cependant que, même commises par la voie de la presse, les injures seraient justiciables de la justice de paix si les conclusions du plaignant ne dépassaient pas deux cents francs.

Les rixes et voies de fait sont plus difficiles à définir. Merlin disait (*Répertoire*, v^o Voies de fait) : « Ce mot générique désigne, dans le sens le plus étendu, toutes les actions qui blessent une personne dans son corps, dans son hon-

neur ou dans ses biens. » — « La rixe, dit le Dictionnaire de l'Académie, est une querelle entre deux ou plusieurs personnes, accompagnée d'injures, de menaces et quelquefois de coups. » — Quant à la voie de fait, les lexiques la définissent tantôt une violence, des mauvais traitements, des coups donnés à quelqu'un ; tantôt tout acte par lequel on s'empare violemment d'une chose sur laquelle on n'a point de droit reconnu. Il est inutile de donner sur ce point de plus amples détails. On trouvera une étude très détaillée de ces actions dans Carré, N.-A , t. I^{er}, p. 281 et suiv.⁽¹⁾.

E. *Des actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux ; et de celles relatives à l'élagage des arbres ou haies, et au curage soit des fossés, soit des canaux servant à l'irrigation des propriétés, ou au mouvement des usines, lorsque les droits de propriété ou de servitude ne sont pas contestés.*

Il nous a paru jusqu'ici utile de faire prévaloir l'ordre logique sur celui suivi par l'énumération du texte ; c'est pourquoi nous avons rejeté en dernier lieu l'étude de ce paragraphe, qui se trouve le premier dans l'article 5 de notre loi. Il est, du reste, composé d'éléments hétérogènes, et peu intéressants, à l'exception toutefois des actions pour dom-

(1) Les juges de paix sont, aux termes de l'article 5, alinéa 5, de la loi du 25 mai 1838, seuls compétents pour connaître en premier ressort des actions civiles pour injures publiques et non publiques, verbales ou par écrit, autrement que par la voie de la presse, à quelque valeur que la demande puisse s'élever (Caen, 25 juin 1901, *Gazette du Pal.*, 1901, 2, 391). Par suite, le tribunal civil, saisi d'une demande qui, d'après son objet, devrait au premier degré être soumise au juge de paix, a l'obligation de proclamer d'office son incompétence, qui est absolue et d'ordre public.

Jugé aussi que l'action en réparation civile résultant de diffamation est, en premier ressort, de la compétence du juge de paix, alors même que la diffamation n'est pas publique (Grenoble, 30 juillet 1901. D., 1902, 2. 162).

Jugé enfin que l'article 5, paragraphe 5, de la loi du 25 mai 1838 n'attribue exceptionnellement aux juges de paix la connaissance des actions civiles pour diffamation, à quelque valeur que s'élève la demande, que lorsqu'il s'agit de diffamation verbale, sans distinguer s'il y a ou non publicité (Cassat., 15 déc. 1902 ; — *Gazette du Palais*, 1903, 1, 49 ; — S., 1903, 1, 128 ; — D., 1903, 1, 42 ; — journal *la Loi* du 19 février 1903). — Dès lors, si la demande formée pour diffamation écrite contenue dans des lettres missives excède 200 fr., le juge de paix est incompétent pour en connaître.

mages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux. Pour cette question encore, c'est le livre de M. Carré, N. A. (t. I^{er}, p. 230 et suiv.), qui est le mieux rédigé et le plus complet. Voir aussi le développement qu'y consacrent Benech (p. 160 et suiv.) et Carou (t. I^{er}, p. 414 et suiv.). Quant à nous, nous nous bornerons à donner quelques notions sur les actions résultant de dommages quelconques faits aux champs, fruits et récoltes.

Par dommage, on entend la perte, le détriment ou un préjudice quelconque souffert. L'action en dommage qui nous occupe a sa source dans les principes généraux des articles 1382 et suivants du Code civil. Le dommage est porté aux champs, fruits et récoltes : « Le mot champ ne doit pas être restreint aux terres labourables (Curasson, t. I^{er}, n° 380) ; il s'applique à toutes les propriétés productives de fruits naturels, tels que les jardins et vergers, les prés, les bois et les vignes. » Le mot récoltes indique toutes les productions utiles de la terre, qu'elles soient ou non détachées du sol ; cependant il faut encore que ces récoltes, même détachées, soient restées sur le sol. Le juge de paix est compétent, que le dommage ait été causé par le fait médiate ou immédiate de l'homme, qu'il provienne d'un crime (comme en cas d'incendie volontaire de forêt), d'un délit (mutilation d'arbres), ou d'une contravention (comme en cas d'entrée ou de passage sur un terrain ensemencé). L'action pour dommages aux champs causés par les animaux découle du principe posé dans l'article 1383 du Code civil : « Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé. » Le mot animaux comprend les animaux domestiques, les bestiaux, les volailles et le gibier. Cette règle de la responsabilité relativement aux animaux a soulevé bien des controverses, et a causé en pratique bien des altercations, des procès, surtout pour les dégâts commis par le gibier. Il faut, pour qu'une responsabilité incombe à un

propriétaire à cause du gibier, qu'il y ait faute ou imprudence de sa part. Il y a faute, s'il entretient pour le plaisir de la chasse le gibier quelqu'il soit, lapin, lièvre, perdrix, etc.; s'il ne le détruit pas; s'il ne convie pas à le détruire les fermiers ou propriétaires riverains; en un mot, s'il n'emploie pas tous les moyens pour éviter la multiplication de ces animaux nuisibles à l'agriculture, et pour s'opposer aux dégâts qu'ils commettent ⁽¹⁾.

Pour les *actions relatives à l'élagage des arbres ou haies, et au curage soit des fossés, soit des canaux servant à l'irrigation des propriétés ou au mouvement des usines*, nous n'avons pas grands renseignements à donner. Il nous suffira de constater que le juge de paix est compétent seulement lorsque les droits de propriété ou de servitude ne sont pas contestés.

§ 3. — COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 6 DE LA LOI DE 1838

Cet article attribue la compétence, mais jamais qu'à charge d'appel, aux juges de paix, pour connaître : « 1° Des entreprises commises dans l'année sur les cours d'eau servant à l'irrigation des propriétés et au mouvement des usines et moulins, sans préjudice des attributions de l'autorité administrative, dans les cas déterminés par les lois et par les règlements, des dénonciations de nouvel œuvre, plaintes, actions en réintégration, et autres actions possessoires fondées sur des faits également commis dans l'année; 2° des actions en bornage, et de celles relatives à la distance prescrite par la loi, les règlements particuliers et l'usage des lieux, pour les plantations d'arbres ou de haies, lorsque la propriété ou les titres qui l'établissent ne sont pas contestés; 3° des actions relatives aux constructions et travaux énoncés dans l'article 674 du Code civil lorsque la propriété ou la mitoyen-

(1) Cf. la loi du 19 avril 1901, relative à la réparation des dommages causés aux récoltes par le gibier. Le juge de paix connaît de toutes les demandes, en premier ressort, jusqu'à 300 fr.; à charge d'appel, quel qu'en soit le montant.

neté du mur ne sont pas contestées; 4° des demandes en pension alimentaire n'excédant pas 150 fr. par an, et seulement lorsqu'elles seront formées en vertu des articles 205, 206 et 207 du Code civil. »

Les actions énumérées dans les trois premiers paragraphes ont toutes le caractère d'actions réelles⁽¹⁾. Nous ne nous en occuperons pas, et ne traiterons ici que les :

« Demandes en pension alimentaire n'excédant pas 150 fr. par an, et seulement lorsqu'elles sont formées en vertu des articles 205, 206 et 207 du Code civil. »

Les aliments sont tout ce qui est nécessaire à la vie, c'est-à-dire la nourriture, le vêtement, le coucher, le logement⁽²⁾.

Cette disposition, concernant les pensions alimentaires, fut introduite dans le projet de loi par la commission de 1835, pour ce motif que les pensions alimentaires sont des affaires domestiques; que, par leur nature et leur objet, elles étaient dignes d'occuper la justice qui préside au maintien de la paix publique⁽³⁾. Mais l'amendement provoqua de nombreuses observations; et, après avoir subi bien des assauts, tantôt supprimé, tantôt rétabli, il finit par être adopté en 1838. La demande d'une pension alimentaire est cependant, en soi, personnelle et mobilière, et à ce titre elle entrait par sa nature dans la compétence du juge de paix. Mais comme la pension doit être payée pendant un temps dont le terme ne peut à l'avance être déterminé, il en résultait que la demande en cette matière était toujours considérée comme indéterminée, et par conséquent toujours soustraite à la juridiction du juge de paix. C'est pour cela qu'il fallait un texte précis, faisant rentrer les pensions alimentaires dans la compétence des juges de paix.

(1) Nous devons signaler que des controverses se sont élevées sur le point de savoir si ces actions étaient personnelles ou réelles; sans entrer dans la discussion, nous nous décidons pour leur reconnaître les caractères de l'action réelle immobilière, ce qui nous autorise à les laisser de côté.

(2) Cf. Carré, N.-A., t. I^{er}, p. 348.

(3) Rapport de M. Amilhou du 2 avril 1835. — Cf. Benech, *loc. cit.*, p. 288 et suiv.

Mais cette compétence est limitée. Elle n'existera, nous dit la loi, que sous les deux conditions suivantes : 1° Que la demande n'excède pas 150 fr. par an ; 2° qu'elle soit formée en exécution des articles 205, 206 et 207 du Code civil. Donnons quelques détails sur chacun de ces points.

1° Il faut que la demande n'excède pas une somme de 150 fr. par an. Pour déterminer cette compétence, il faut avoir égard au chiffre de la demande, et non à la part pour laquelle chacun des défendeurs, s'il y en a plusieurs, doit contribuer à la pension. « Primus, supposons, réclame à Secundus, son fils, 100 fr. de pension annuelle, et à Tertia, sa fille, la même somme. Prises isolément, ces deux demandes n'excèdent pas la compétence ; réunies, elles la dépassent, et nous pensons que le juge ne peut en connaître. Il aurait juridiction, suivant nous, si Primus se bornait à demander à chacun de ses deux enfants 75 fr., en sorte que le chiffre de la pension réclamée ne fût pas supérieur à 150 fr. ⁽¹⁾. » La compétence se détermine donc par le total des sommes réclamées dans la même instance.

2° Il faut que la demande soit formée en exécution des art. 205, 206 et 207 du Code civil. Ces articles sont ainsi conçus :

« Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère et autres ascendants qui sont dans le besoin. (Anc. art. 205 ; la loi du 9 mars 1891 y a ajouté ceci :) La succession de l'époux prédécédé en doit, dans le même cas, à l'époux survivant. Le délai pour les réclamer est d'un an à partir du décès, et se prolonge, en cas de partage, jusqu'à son achèvement. La pension alimentaire est prélevée sur l'hérédité ; elle est supportée par tous les héritiers et, en cas d'insuffisance, par tous les légataires particuliers, proportionnellement à leur émolument. Toutefois, si le défunt a expressément déclaré que tel legs sera acquitté de préférence aux autres, il sera fait application de l'article 927 du Code civil. »

(1) Jugement du tribunal de la Seine du 29 septembre 1876, *Gazette des Tribunaux* du 8 octobre 1876. — Tribunal d'Amiens du 8 août 1879, au *Moniteur* de 1880, p. 178.

« Les gendres et belles-filles doivent également, et dans les mêmes circonstances, des aliments à leurs beau-père et belle-mère ; mais cette obligation cesse : 1^o lorsque la belle-mère a convolé en secondes nocces ; 2^o lorsque celui des époux qui produisait l'affinité, et les enfants issus de son union avec l'autre époux, sont décédés (art. 206). »

« Les obligations résultant de ces dispositions sont réciproques (art. 207). »

La loi de 1838 ne visant que ces trois articles du Code civil, il est évident que le juge de paix est absolument incompétent pour prononcer sur les demandes d'aliments formées par les conjoints, les frères et sœurs entre eux, les donateurs ou donataires, les pupilles vis-à-vis de leurs tuteurs officieux, etc. ⁽¹⁾.

Le juge de paix, sa compétence une fois reconnue, doit examiner si celui qui réclame les aliments est dans le besoin. Il ne devra pas perdre de vue, à ce sujet, que la loi n'a entendu favoriser ni l'oisiveté, ni le caprice, ni le développement des passions mauvaises, mais seulement subvenir à des nécessités impérieuses. Après quoi, il appréciera la mesure de ces besoins qui varient selon l'âge, le sexe, la condition, la position sociale des individus (art. 203-208, C. civ.). Enfin il s'occupera du mode de paiement, ou plutôt du genre d'exécution de l'obligation qu'il aura reconnue, et déterminera si la pension doit être payée en argent ou en prestations en nature, si elle sera ou non quérable chez le défendeur. Sur ces derniers points, le juge se laissera guider par sa sagesse, beaucoup plus que par des règles précises ; cependant il tiendra compte des articles 210 et 211 du Code civil. Bref, il devra apporter dans la solution des procès de ce genre une grande discrétion et une extrême réserve.

(1) Certains auteurs déniaient au juge de paix la compétence sur l'action en demande de pension alimentaire intentée par l'enfant naturel contre ses parents ; nous prétendons qu'il est compétent. Au surplus, voir N.-A. Carré, *loc. cit.*, t. I^{er}, p. 349. — La même question divise les auteurs à l'égard des enfants adoptifs, adultérins ou incestueux. Ici encore, nous renvoyons au livre de M. Carré, *loc. cit.*

Comme la pension alimentaire est due en raison du besoin de celui qui la réclame et de la fortune de celui qui la doit, il s'ensuit naturellement qu'on ne peut jamais la considérer comme irrévocablement fixée; il n'y a jamais chose jugée. Ce principe est consacré par l'article 209 du Code civil : « Lorsque celui qui fournit ou celui qui reçoit les aliments est remplacé dans un état tel que l'un ne puisse plus en donner, ou que l'autre n'en ait plus besoin, en tout ou en partie, la réduction ou la décharge peut en être demandée. » Raisonnant par analogie, on doit dire que celui à qui cette dette appartient peut en demander l'augmentation, si la fortune du débiteur s'est accrue, ou s'il est arrivé une diminution notable dans ses propres ressources. Et, dans ces divers cas, l'action que peuvent respectivement intenter l'un contre l'autre celui qui doit la pension et celui qui la reçoit, appartiendrait au juge de paix dans les limites de sa compétence, tracées par la disposition ci-dessus expliquée. C'est une action accessoire à l'action directe en pension alimentaire; elle s'y lie essentiellement et doit être régie par les mêmes principes.

Les auteurs ne sont pas d'accord sur le point de savoir quel est le caractère de la dette alimentaire. Les uns disent qu'elle est solidaire; d'autres, qu'elle est indivisible; d'autres encore, qu'elle est à la fois solidaire et indivisible; enfin, d'autres, qu'elle n'est ni solidaire ni indivisible. Sans entrer dans les détails de cette question, nous sommes, avec M. Carré, de ce dernier avis. Par conséquent, l'obligation de fournir des aliments se répartit entre ceux qui en sont tenus, et proportionnellement à la fortune de chacun des débiteurs. Et, lorsqu'il n'est pas justifié que la totalité de la pension alimentaire allouée soit au-dessus des ressources individuelles de chacun des coobligés, la solidarité peut être prononcée contre eux (Paris, arrêt du 7 avril 1887; au *Moniteur*, 87, p. 254).

Bien d'autres questions pourraient se présenter au sujet des demandes en pension alimentaire; ainsi celle de savoir à qui incombe le fardeau de la preuve, qui est compétent

pour les demandes de supplément de pension. Nous ne les traiterons pas. Nous dirons seulement, en terminant, que l'article 11 de la loi de 1838 permet au juge de paix d'ordonner l'exécution provisoire, nonobstant appel, sous caution, lorsqu'il s'agira de pension alimentaire; cette caution sera reçue par le juge de paix.



CHAPITRE III

DES DEMANDES RECONVENTIONNELLES OU EN COMPENSATION

Les chapitres qui précèdent nous ont montré la compétence du juge de paix pour toutes les actions que nous avons passées en revue. Mais il peut arriver que, dans le cours de l'instance, le défendeur réponde à la demande par une autre demande, et qu'il devienne à son tour agresseur. Ces demandes, que le défendeur dirige contre l'action qui lui est intentée, pour la repousser ou en atténuer les effets, sont les demandes reconventionnelles ou en compensation.

Elles sont un moyen de défense très fréquemment employé ; elles sont formées devant le juge saisi de l'action principale ; c'est un double motif pour que nous ne les passions pas sous silence, d'autant que la loi de 1838 leur consacre ses articles 7 et 8.

Nous allons donc les étudier brièvement, mais en ne prenant en considération dans ce chapitre que ce qui a trait à la compétence *ratione materiæ* (articles 7 et 8 *in fine* de notre loi).

On distingue deux sortes de moyens de défense : les demandes reconventionnelles proprement dites, et les demandes en compensation.

La demande reconventionnelle s'attaque directement à la demande principale qu'elle conteste dans son principe même ; le défendeur à la demande principale actionne à son tour le

demandeur : *reus convenit actorem*. Ce sont donc des demandes par lesquelles un défendeur, cité en justice, se rend demandeur contre celui qui l'actionne, des demandes que le défendeur oppose à la demande principale. On définit la reconvention : *Mutua litigantium coram eodem iudice petitio* ⁽¹⁾. Ainsi, il y a reconvention toutes les fois que, pour défense à une demande principale, on oppose une autre demande. Si la somme dont le défendeur se prétend créancier est de nature à donner lieu à des difficultés, s'il y a un compte à faire, c'est le cas de la reconvention, et le défendeur peut dire à son adversaire : ce compte, je vous le présente, et je demande reconventionnellement qu'avant toute procédure ultérieure, vous soyez tenu de le débattre. La demande reconventionnelle doit donc être connexe à la demande principale.

La demande en compensation, au contraire, a lieu lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre (art. 1289, C. civ.) ; elle est l'extinction de deux obligations existant en sens inverse entre les mêmes personnes. L'équité naturelle a introduit ce remède pour être opposé par un débiteur à la demande qui lui est faite, lorsque celui qui la lui fait est son créancier d'une part et son débiteur d'une autre, ceci parce qu'il n'est pas juste de recevoir une chose qu'on est contraint de restituer sur-le-champ : *Injuste petitur, quod statim redditurum est*. La compensation s'opère de plein droit et par la seule force de la loi (art. 1290, C. civ.), mais seulement sous certaines conditions énumérées dans l'article 1291. C'est la compensation légale, qui donne lieu à un moyen de défense pour lequel le juge de paix est toujours compétent. Mais *quid*, pour la compensation conventionnelle ? La loi assimile la compensation à la reconvention, et cela d'une façon formelle. Il faut en conclure que, si la compensation elle-même se tire d'une obligation ou d'un titre qui, par sa nature ou par sa valeur, dépasse le taux de la

(1) Henrion de Pansey, *Compétence*, ch. viii.

compétence du juge de paix, ce magistrat n'en pourrait connaître; l'obligation existe cependant, puisque nous supposons que le titre n'en est pas contesté; et pourtant, elle est pour le juge comme si elle n'existait pas; la loi le veut ainsi.

Avant d'aborder la question de compétence, nous devons traiter la question de recevabilité. Les conditions, sous lesquelles une demande reconventionnelle peut être formée, sont, d'après Glasson (I, 648 et suiv.), au nombre de trois; il faut : qu'elle serve de défense à l'action principale (Nancy, 18 mai 1872. S. 72, 2, 197; Rennes, 21 juillet 1880. D. P. 83, 1, 330. — Civ. Cassat., 9 février 1881. D. P. 83, 1, 286); — qu'elle tende au moins à une compensation judiciaire (Req., 15 juillet 1885. D. 86, 1, 248); — qu'elle soit connexe à la demande principale (c'est-à-dire que toute prétention connexe à la demande principale est demande reconventionnelle, arg. art. 171, C. pr. civ.; Req., 3 mars 1879, S. 81, 1, 351).

Cette question, du reste, donne lieu à une controverse. Des auteurs (Toullier, t. VII, n° 360. — Dalloz, v° Compét. des trib. de paix, n° 297) soutiennent que la connexité est nécessaire; — d'autres, que la reconvention serait admise, bien qu'elle fût étrangère ou non connexe à la demande principale, pourvu néanmoins qu'elle dût avoir pour effet d'anéantir ou de restreindre cette demande (Benech, p. 317; Carou, t. II, p. 28; Bourbeau, t. VII, n. 64). — Quant à nous, nous nous rangeons à cette seconde opinion; nous estimons que la demande reconventionnelle ne doit pas forcément avoir la même cause que la demande principale, être liée à elle par une connexité incontestable, et qu'il suffit, selon les expressions de M. de Gasparin, rapporteur de la Chambre des Pairs, qu'elle ait une influence quelconque sur le sort de la demande principale, qu'elle ait pour objet de l'anéantir ou de la restreindre.

Nous arrivons maintenant à la question de compétence.

De ce que le juge de paix est compétent pour la demande

principale, l'est-il pour toute demande reconventionnelle ? Non, pas nécessairement. L'article 7 de notre loi de 1838 nous dit que le juge de paix ne peut connaître de ces demandes qu'autant qu'elles rentrent, par leur valeur ou leur nature, dans la limite de ses attributions. Par leur nature, c'est-à-dire qu'elles soient placées dans les attributions de ce magistrat ; ainsi, qu'une demande reconventionnelle ait le caractère d'une action réelle, immobilière, commerciale, le juge sera virtuellement incompétent. Par leur valeur, c'est-à-dire que le chiffre de la demande reconventionnelle n'excède pas celui fixé par la loi de 1838.

Le dernier paragraphe de l'article 7 indique une compétence exceptionnelle : il reconnaît compétence au juge de paix, « à quelque somme qu'elles puissent monter, pour les demandes reconventionnelles en dommages-intérêts, fondées exclusivement sur la demande principale elle-même. » Ainsi, Secundus, assigné en paiement de 100 fr., réclame reconventionnellement à Primus une somme de 500 fr., à titre de réparation du préjudice éprouvé par suite de son action témérement engagée ; le juge de paix est compétent. Cette disposition est la sanction des règles édictées par la loi de 1838 sur la compétence. En effet, si les demandes reconventionnelles en dommages-intérêts fondées sur le préjudice causé par la demande principale avaient pu changer les règles de la compétence, il eût été trop facile au défendeur de se dérober à la juridiction du juge de paix, en demandant reconventionnellement des dommages-intérêts plus forts que ne le comporte le taux de la compétence du juge devant lequel il est assigné.

Si la demande qui lui est soumise par reconvention excède sa compétence, le juge de paix doit s'en dessaisir⁽¹⁾. Mais il a le choix entre deux solutions : ou disjoindre les deux demandes et garder par-devers lui la demande principale, tandis qu'il renvoie la demande reconventionnelle au tribunal

(1) Req., 24 juillet 1895. S. 96, 1, 16.

de première instance ; ou renvoyer le tout devant le tribunal d'arrondissement. Cette solution est indiquée par l'article 8, *in fine*, de la loi de 1838. Il devra, pour adopter l'un ou l'autre moyen, s'en référer surtout à l'intérêt de la défense, qui est fortement engagé ici, indépendamment des principes de la compétence. Ainsi, un ouvrier réclame le paiement de son salaire, dont il a besoin pour vivre ; il s'adresse au juge de paix ; mais le patron forme une demande reconventionnelle, qui sort de la compétence de la juridiction de paix ; si le juge se dessaisit pour le tout, et renvoie les parties devant le tribunal de première instance, voilà qu'il porte atteinte aux intérêts de l'ouvrier, en le lançant dans une procédure longue et coûteuse, alors qu'il n'avait engagé l'action que parce que le juge de paix était compétent, et que le patron n'a formé sa demande reconventionnelle que pour retarder la solution, augmenter les frais, et ainsi porter préjudice à son ouvrier.

Quand doit être formée la demande reconventionnelle ? L'accord n'est pas complet sur cette dernière question. — Les uns disent que la demande reconventionnelle n'est admise qu'après la première comparution devant le juge de paix, c'est-à-dire qu'elle doit être proposée avant que la cause soit en état (Toullier, t. VII, p. 486. — Carou, t. II, n° 572). — Mais nous pensons, avec Dalloz (*ibid.*, n° 300) et N.-A. Carré (t. I^{er}, p. 363), qu'elle peut être formée en tout état de cause, tant que les débats judiciaires ne sont pas clos, et que les parties peuvent prendre des conclusions nouvelles.



CHAPITRE IV

COMPÉTENCE DES JUGES DE PAIX EN MATIÈRE CIVILE ET MOBILIÈRE RÉGLÉE PAR DES LOIS AUTRES QUE CELLE DE 1838

Bien que la loi du 25 mai 1838 constitue le véritable Code de la justice de paix, et que, dans ses articles, se trouvent réunies la plupart des contestations dont les magistrats cantonaux peuvent et doivent connaître, en matière mobilière comme pour le reste, nous devons cependant encore énumérer quelques actions dont le législateur a, par exception, confié la solution aux juges de paix. — L'explication, la justification même de cette extension de compétence se trouve tantôt dans la nécessité d'une sentence prompte et économique, tantôt dans l'absence dans le canton d'un conseil de prud'hommes.

C'est à l'examen de ces lois diverses que nous consacrons ce chapitre. Nous ne ferons que les passer rapidement en revue, dans l'ordre chronologique, car l'intérêt qu'elles présentent est assez secondaire. Au reste, on n'aura la plupart du temps qu'à se reporter à ces lois, pour connaître quelle compétence est attribuée au juge de paix. — On trouvera, de plus, d'utiles renseignements dans le livre de Carré ⁽¹⁾.

Lois du 22 août 1791 ; du 4 germinal an II ; du 14 fructidor an III ; du 9 floréal an VII, relatives aux *douanes*, et

(1) N.-A. Carré, *loc. cit.*, t. I^{er}, p. 430 et suiv. — Cf. aussi, sur la compétence des juges de paix d'après les lois postérieures à 1838, la thèse de Tranchand (Montpellier, 1897).

donnant compétence au juge de paix pour connaître en première instance des saisies, du refus de payer les droits, et des autres affaires relatives aux douanes (cf. aussi lois du 17 décembre 1814, tit. III ; du 27 mars 1817 ; du 21 avril 1818).

Lois du 6 frimaire an VII ; du 14 floréal an X, sur le *péage des bacs et bateaux, et des ponts*, rendant tout différend civil en cette matière justiciable des tribunaux cantonaux (cf. arrêt de cassation du 13 juillet 1831).

Lois du 2 vendémiaire an VIII et du 22 frimaire même année, et ordonnance du 9 décembre 1814, sur les *octrois*, donnant compétence au juge de paix pour les contestations civiles qui pourront s'élever sur l'application du tarif ou sur la quotité des droits exigés par les receveurs d'octrois.

Loi du 21 mai 1836 sur les *chemins vicinaux*. Le juge de paix est compétent pour fixer l'indemnité due à un propriétaire à qui on exproprie son terrain pour élargir le chemin.

Loi des 22 février-4 mars 1851, modifiée par la loi du 19 mai 1874 sur le *contrat d'apprentissage* ; le juge de paix, ici, est investi de l'autorité et des droits attribués aux prud'hommes, pour régler les contestations en matière d'apprentissage, d'avance aux ouvriers, etc.

Loi du 10 juin 1854 sur le *drainage*. Dans l'intérêt de l'agriculture, il est permis à tout propriétaire qui veut assainir son fonds par le drainage, de conduire les eaux souterrainement ou à ciel ouvert à travers les propriétés qui séparent ce fonds d'un cours d'eau ou de toute voie d'écoulement, et ce moyennant une juste et préalable indemnité. C'est au juge de paix qu'appartient la solution des contestations touchant les indemnités et les frais d'entretien des travaux.

Loi du 3 juillet 1877 sur les *réquisitions militaires*. Le juge de paix est appelé à statuer comme juge civil sur les contestations que peut amener le règlement des indemnités.

Loi du 15 juillet 1878 sur les mesures à prendre contre le *phylloxera* et le *doryphora*. L'article II du titre III est ainsi

conçu : « Il sera alloué une indemnité pour la perte des récoltes détruites par mesure de précaution.... Les juges de paix connaîtront sans appel jusqu'à la valeur de 100 fr, et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des contestations relatives aux indemnités réclamées en vertu du présent article. »

Lois du 7 juillet 1874 ; du 30 novembre 1875 ; du 5 avril 1884 sur les *élections*. L'appel des décisions rendues par les commissions municipales est porté devant le juge de paix.

Lois du 21 juillet 1881 ; 2 août 1884 et 31 juillet 1895, relatives aux *ventes et échanges d'animaux domestiques* et aux vices rédhibitoires.

Loi du 20 août 1881 sur les *chemins ruraux* et sur les chemins et sentiers d'exploitation. Le juge de paix est compétent pour statuer sur les contestations qui peuvent être élevées par toute partie intéressée sur la propriété ou sur la possession totale ou partielle de ces chemins et sentiers.

Loi du 8 décembre 1883 sur les *élections consulaires*, réglant la compétence des juges de paix pour les contestations relatives aux listes électorales, pendant les quinze jours qui suivent le dépôt de ces listes au greffe du tribunal de commerce et aux greffes de chacune des justices de paix du ressort dudit tribunal.

Loi du 28 juillet 1885 sur les *télégraphes et téléphones* ; le juge de paix a compétence spéciale pour fixer l'indemnité due à un propriétaire dont on occupe le terrain, dont on coupe les arbres, etc.

Loi du 15 novembre 1887, relative à la *liberté des funérailles*. S'il s'élève une contestation sur les conditions des funérailles, elle est jugée dans le jour, à la requête de la partie la plus diligente, par le juge de paix du lieu du décès, sauf appel devant le tribunal civil de l'arrondissement, qui devra statuer dans les vingt-quatre heures (art. 4).

Lois du 26 juin 1889 ; 22 juillet 1893 sur la *nationalité*.

Loi du 30 novembre 1894 sur les *constructions à bon marché*.

Loi du 12 janvier 1895, relative à *la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés*. — Cette loi donne compétence au juge de paix pour diriger toute la procédure de la saisie-arrêt. Nous ne faisons que la signaler, car son étude détaillée nous entraînerait trop loin.

Loi du 31 mars 1896, concernant la *vente des objets abandonnés* ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers (art. 2).

Loi du 9 avril 1898 sur les *accidents du travail* (art. 12 et suiv., et décret du 31 mai 1900), « concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. »

Loi du 19 avril 1901, relative à la *réparation des dommages causés aux récoltes par le gibier* (art. 1^{er}).



APPENDICE

DE L'EXCEPTION D'INCOMPÉTENCE. — INCOMPÉTENCE « RATIONE MATERIÆ »



Avant de quitter l'étude de cette première partie, nous devons dire quelques mots sur l'incompétence *ratione materiæ*. Cette question est connexe à la compétence, et nous ne pourrions trouver une place plus favorable pour en parler.

Il est de principe fondamental, dans notre droit, que nul ne peut être distrait de ses juges naturels : tout défendeur, appelé devant une juridiction qui ne lui paraît pas compétente, est donc autorisé à décliner cette juridiction et à demander son renvoi devant ses juges légitimes ⁽¹⁾.

De toutes les causes qui peuvent rendre un juge de paix incompétent (domicile du défendeur ou situation de l'objet litigieux — taux de la demande), nous ne retiendrons que celle dérivant de la nature de la demande. Un juge de paix peut être incompétent, dirons-nous, parce que l'action dont il est saisi est placée par sa nature en dehors de sa compétence. — Les autres incompétences seront étudiées plus tard, en temps voulu.

Si le juge de paix a été saisi d'une demande qui, par sa nature, sort des limites de sa compétence, par exemple, si on lui soumet une demande en délaissement d'immeubles, il est incompétent *ratione materiæ*. Cette incompétence est

(1) Cf. Charte constitutionnelle de 1830, art. 53.

radicale, si bien que l'exception peut être proposée en tout état de cause, et, si elle ne l'est pas, l'incompétence *ratione materiæ* étant d'ordre public, le juge doit lui-même se dépouiller d'office, et renvoyer devant qui de droit (art. 170, Code de proc. civile).

Et, qui plus est, les parties ne peuvent ni couvrir l'incompétence, ni dispenser le juge de paix de se dessaisir d'office, par la prorogation légale ou conventionnelle de ses pouvoirs. Cependant, nous devons faire une réserve : les parties contendantes pourront bien encore conférer au juge la connaissance du litige, mais il n'agira plus comme juge ; il ne sera qu'arbitre ; il statuera comme aurait pu le faire tout autre particulier en vertu d'un compromis ; sa sentence sera soumise à toutes les règles tracées par le Code de procédure, au titre « des arbitrages » (art. 1003 et suiv.).

Pour la prorogation de compétence *de re ad rem*, qui serait nécessaire en cas d'incompétence *ratione materiæ*, on s'accorde toujours à reconnaître qu'elle ne peut s'exercer valablement. La jurisprudence et les auteurs sont unanimes pour décider que les parties ne peuvent déroger à l'ordre des juridictions ni étendre la compétence d'un juge d'exception à une matière qui lui est complètement étrangère (Bourbeau, *De la justice de paix*, n° 14), et en pareil cas l'incompétence du juge de paix est une incompétence d'ordre public proposable après les défenses au fond, et qui doit même être prononcée d'office (civ. Cassat., 24 juin 1863. D. P. 64, 1, 25).

Les divers cas dans lesquels un tribunal, indûment saisi d'un procès, est atteint d'une incompétence d'ordre public, absolue, peuvent être groupés sous trois hypothèses principales :

1° La connaissance de l'affaire soumise à une juridiction civile appartient, d'après la loi, à une juridiction criminelle ou administrative ;

2° L'affaire soumise à une juridiction civile spéciale ou d'exception rentre dans les attributions d'une autre juridiction civile, spéciale ou d'exception ; par exemple, on a porté

devant un juge de paix une affaire que la loi veut voir être jugée par un tribunal de commerce ;

3° Le litige porté devant une juridiction d'exception aurait dû être soumis à la juridiction civile ordinaire ; par exemple, une demande en nullité de mariage, en divorce ou en séparation de corps, a été portée devant un juge de paix ou un tribunal de commerce, et non devant le tribunal civil.

Sur ces trois hypothèses, l'accord est complet entre la doctrine et la jurisprudence pour refuser à la juridiction indûment saisie toute compétence.



DEUXIÈME PARTIE

COMPÉTENCE « RATIONE PERSONÆ »

Dans la première partie de notre travail, nous avons déterminé les attributions générales des juges de paix. Nous avons vu que telle affaire rentre dans la compétence des juges de paix, à raison de la matière sur laquelle elle porte, et suivant les principes que nous avons développés. — Nous devons déterminer maintenant quel est le juge de paix compétent dans chaque cas particulier, quel est celui qui devra juger l'affaire, à raison des personnes qui seront parties au procès, du lieu où se déroulent les événements, causes du conflit, ou de la situation de l'objet litigieux.

Il ne suffisait pas, en effet, d'avoir indiqué quelles matières pouvaient être jugées par les juges de paix, c'est-à-dire qu'on ne pouvait laisser au demandeur le droit de traduire le défendeur devant tel juge de paix de toute la France qu'il lui aurait plu de choisir. Il était donc nécessaire que la loi indiquât devant quel juge en particulier pourrait être cité le défendeur pour répondre à l'action du demandeur : c'est ce qui constitue la compétence *ratione personæ*.

Nous devons déterminer le principe de cette compétence, la règle générale à suivre pour trancher les difficultés pratiques qui pourraient s'élever. Puis nous appliquerons cette règle aux actions personnelles et mobilières. Enfin, nous étudierons l'incompétence *ratione personæ*, et nous verrons qu'on peut, à ce point de vue, proroger la juridiction d'un tribunal de paix.

CHAPITRE I^{er}

RÈGLE GÉNÉRALE

Le principe général en matière purement personnelle ou mobilière est celui-ci : le juge compétent est celui du domicile du défendeur, ce qui embrasse : 1^o tous les cas de l'article 1^{er} de la loi de 1838 ; 2^o dans l'énumération des articles suivants, toutes les causes personnelles ou mobilières à l'égard desquelles l'article 3 ne fait pas une exception formelle ; or, il ne fait exception que pour les dommages aux champs, les réparations locatives, les indemnités pour non-jouissance et pour dégradations ; et cela dans un intérêt de célérité, d'économie et de meilleure appréciation.

La loi du 25 mai 1838, ne parlant que de la compétence *ratione materiæ*, et de la compétence en premier et dernier ressort, il faut rechercher ailleurs les règles de la compétence *ratione personæ*.

Elles nous sont données par les articles 2 et 3 du Code de procédure civile.

Le principe est le même ici que pour les tribunaux civils ; c'est le juge de paix du domicile du défendeur qui est compétent ; article 59 du Code de procédure civile : « En matière personnelle, le défendeur sera assigné devant le tribunal de son domicile ; s'il n'a pas de domicile, devant le tribunal de sa résidence ; s'il y a plusieurs défendeurs, devant le tribunal du domicile de l'un d'eux, au choix du demandeur, etc. »

C'est l'application de la maxime de droit romain : *Actor sequitur forum rei*.

L'article 2 du Code de procédure civile l'applique pour les matières « purement personnelles ou mobilières. » — Remarquons, en passant, que la loi du 25 mai 1838 a repris ces mots « purement personnelles ou mobilières » dans son article 1^{er}. Nous savons que cette formule de la loi est incorrecte, et qu'on pourrait retrancher les mots « purement personnelles » dans l'article 2 du Code de procédure civile, comme dans l'article 1^{er} de la loi de 1838.

Mais l'article 3 apporte une exception à cette règle ; il déclare que, pour les actions possessoires, pour quelques actions immobilières, enfin même pour des actions que nous avons rangées parmi les actions mobilières, le juge de la situation de l'objet litigieux sera compétent. Ces actions, telles que les actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes, celles pour réparations locatives, celles pour indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non-jouissance, et par le propriétaire pour dégradations, sont mobilières. Et cependant la loi les met sur le même pied que les actions immobilières, parce qu'elles sont en quelque sorte dépendantes d'un immeuble, qui a une situation fixe, et que le juge de paix du canton où est situé l'immeuble à l'occasion duquel elles se présentent, peut facilement en connaître, se trouvant sur place pour constater lui-même les dégradations, les dommages, etc.

Il nous reste à donner quelques renseignements touchant le domicile des personnes ⁽¹⁾. Ils nous sont fournis par les articles 102 et suivants du Code civil. — En voici la substance : le domicile est au lieu où l'on a son principal établissement ; la femme mariée a pour domicile celui de son mari, le mineur non émancipé celui de ses père et mère ou de son tuteur ; le majeur qui sert ou travaille chez autrui aura son

(1) Deux conditions doivent concourir pour fixer le domicile d'une personne : *Le fait* que cette personne demeure dans tel endroit, et *l'intention* qu'elle a d'y prendre son domicile.

domicile chez celui qu'il sert, lorsqu'il demeurera avec lui. — Le changement de domicile se fait par l'habitation réelle dans un autre lieu, avec l'intention d'y fixer son principal établissement, intention qui se manifestera par une déclaration ou par les circonstances. — Les fonctionnaires ayant des fonctions à vie ont leur domicile dans le lieu où ils doivent exercer leurs fonctions, et après qu'ils ont prêté serment. — Enfin le lieu où s'ouvrira une succession est déterminé par le domicile du *de cuius*.

L'article 108 du Code civil nous dit que la femme mariée n'a d'autre domicile que celui de son mari; cependant, il peut arriver parfois qu'elle ait un domicile apparent. Dans ce cas, pour qu'un fournisseur puisse la poursuivre devant le tribunal de son domicile apparent, il faut que les agissements de sa débitrice aient pu lui donner lieu de croire à une élection de domicile (justice de paix de Périgueux, du 2 avril 1903, au *Moniteur des juges de paix*, juillet 1903, p. 283). — De plus, dans un arrêt de cassation du 4 août 1896 (Dalloz, 97, I, p. 605), la Chambre des requêtes a dit qu'en matière personnelle et mobilière, le défendeur peut être valablement assigné devant le tribunal de son domicile apparent, s'il est reconnu que le demandeur a pu se tromper de bonne foi sur le lieu du principal établissement.

Rappelons, pour mémoire, que la compétence territoriale proprement dite d'un juge de paix, — ce qu'on nomme communément le *ressort* de la justice de paix, — s'étend à tout le canton au chef-lieu duquel, il siège et seulement à ce canton. Cependant une loi récente, la loi de budget du 25 février 1901, décide que « les justices de paix siégeant dans les communes où il y a plusieurs juges de paix peuvent être réunies sous la juridiction d'un seul magistrat, par décret portant règlement d'administration publique. » (Art. 41 de la loi.) — C'est ainsi que, par décret rendu en exécution de ladite loi, on a supprimé à Dijon un siège de juge de paix.

CHAPITRE II

APPLICATION DE LA RÈGLE GÉNÉRALE AUX ACTIONS PERSONNELLES ET MOBILIÈRES

Nous avons vu la règle générale, donnée par les articles 2 et 3 du Code de procédure civile, pour la compétence *ratione personæ* : le juge de paix du domicile du défendeur est compétent en matière personnelle ; et, si l'action est intentée à l'occasion d'un immeuble, c'est le juge de la situation de l'immeuble qui doit connaître de la contestation.

Nous devons maintenant faire l'application de cette règle aux actions mobilières. Pour cela, nous reprendrons l'une après l'autre ces actions, et nous dirons quel est le juge de paix compétent. — Nous trouverons à cette tâche quelque difficulté, car il faudra, pour bien des cas, chercher nos renseignements ailleurs que dans les lois, et procéder par analogie. — En effet, les articles 2 et 3 du Code de procédure civile correspondaient à la loi de 1790, que les législateurs du Code de procédure civile avaient en vue, et à laquelle ils se reportaient ; mais, en 1838, lorsqu'on étendit la compétence des juges de paix, on oublia de parler de la compétence *ratione personæ*. D'où bien des lacunes qu'il faut combler par le raisonnement.

1° *Contestations entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs, et les voyageurs ou locataires en garni, pour dé-*

penses d'hôtellerie, et perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel ; entre les voyageurs et les voituriers ou bateliers pour retards, frais de route et perte ou avarie d'effets accompagnant les voyageurs ; entre les voyageurs et les carrossiers ou autres ouvriers pour fournitures, salaires et réparations faites aux voitures de voyage.

Les contestations comprises en l'article 2 de la loi du 25 mai sont, sous le rapport de la compétence *ratione personæ*, restées dans le droit commun ; chaque partie qui voudra intenter l'action devra donc citer la partie adverse devant le juge de paix du lieu de son domicile ⁽¹⁾, conformément au principe général contenu en l'article 2 du Code de procédure civile. — On avait bien demandé qu'il fût fait exception à l'article 2 pour cette catégorie de personnes. On craignait, en effet, que le bienfait de la loi ne fût pour eux qu'un bienfait illusoire, si, pour une dépense le plus souvent modique, l'aubergiste ou le fournisseur étaient obligés de poursuivre le voyageur devant le juge de paix de son domicile, à une grande distance de l'endroit où la dépense a été faite. Mais il fut répondu qu'on devait appliquer la loi dans ce cas comme dans les autres.

La discussion de la loi de 1838 éclaire, du reste, cette solution, par les explications fournies, et par le garde des sceaux (séance du 23 avril 1838, au *Moniteur* du 24), et par le rapporteur à la Chambre des Pairs dans la séance du 8 mai 1837. — « Dans la pratique, disait le ministre, ce sera presque toujours le juge de paix du domicile du défendeur qui prononcera ; mais, à supposer que le voyageur soit parti, qu'il ait abandonné ses effets parce qu'ils ne valent pas le montant des fournitures réclamées, donnerez-vous à l'aubergiste la faculté d'assigner le voyageur à deux cents lieues du domicile de ce dernier pour comparaître devant le juge

(1) Le défendeur pourra être cité devant le juge de paix du lieu de son domicile, ou de sa résidence ordinaire s'il n'a pas de domicile, ou encore de son habitation actuelle s'il n'a pas de résidence fixe.

de paix de la localité ? Il faut rester dans le droit commun et ne pas établir une faculté qui serait abusive. Dans l'usage ordinaire, le fournisseur, l'aubergiste, le carrossier, retiennent les effets du voyageur (art. 2102, 5° et 6°, Code civil ; et 306, Code de commerce) qui ne veut pas payer la somme réclamée, et se mettent dans la nécessité d'être assignés par ce voyageur sur le lieu même. Mais il n'en est pas ainsi, si le voyageur a continué sa route ; vous ne pouvez contraindre le voyageur à venir plaider devant un juge de paix à cent lieues de son domicile. » — Le rapporteur, de son côté, expliquait qu'il fallait offrir aux voyageurs, comme à ceux chez lesquels ils font de la dépense, un moyen rapide et peu onéreux de vider les mille contestations qui peuvent surgir des relations passagères et forcées qui doivent s'établir entre eux : « L'attribution aux juges de paix des différends entre les voyageurs, aubergistes, voituriers et bateliers, qui ne s'élèvent que sur des points de fait d'une solution simple et facile, permettra de faire justice presque sans frais, sans retard, en cours de voyage, et le plus souvent par un arbitrage équitable. »

Tel est le principe ; mais il reste à savoir comment doit s'en faire l'application pour le cas d'une Compagnie de transports, qui a plusieurs établissements. — Nous savons, d'après l'article 102 du Code civil, que tout Français n'a qu'un domicile, qui est celui du lieu de son principal établissement. Par conséquent, et d'après les règles du droit commun, c'est devant le juge du lieu de son administration centrale, où se trouvent ses principaux employés, son matériel, sa résidence ordinaire, où il exerce ses droits civils et politiques, qu'un entrepreneur de voitures publiques devra être assigné. — La loi nouvelle ne dérogeant en rien à ces principes anciens, l'entrepreneur de diligences ou de voitures, la Compagnie de transports, ne devrait pouvoir être assigné que dans le lieu où il a son principal établissement, parce que c'est là qu'est en effet son domicile. — Cependant, ici comme en bien d'autres cas, les exigences de la pratique

doivent l'emporter sur les théories de droit strict ⁽¹⁾. Chaque bureau d'une société représente l'administration pour toutes les affaires qui sont par elles-mêmes susceptibles de se traiter à ce bureau; et de même que le voyageur porte sa réclamation au bureau de la ville dans laquelle il se trouve, soit qu'il s'agisse du départ, soit qu'il s'agisse de l'arrivée, de même, s'il y a contestation régulière, il peut assigner en justice et devant le juge du lieu le directeur de ce bureau comme représentant légal et mandataire *ad hoc* de l'administration générale. Il est certain que, dans l'intention du législateur, la loi du 25 mai devait s'exécuter ainsi; et cela est d'ailleurs conforme à un texte formel, qu'il eût été rationnel et juste d'étendre aux entreprises de messageries ou autres établissements analogues, destinés au public, et ayant des bureaux en divers endroits. Il est dit, en l'article 69 du Code de procédure civile : « Seront assignés.... 3° les administrations ou établissements publics, en leurs bureaux, dans le lieu où réside le siège de l'administration; dans les autres lieux, en la personne et au bureau de leur préposé ⁽²⁾. » — Cet article 69, il est vrai, parle de la remise de l'assignation, non du tribunal devant lequel on devra assigner.

2° Actions en paiement de loyers ou fermages, — congés, — demandes en résiliation de baux, fondées sur le seul défaut de paiement des loyers ou fermages, — expulsions de lieux, — et demandes en validité de saisie-gagerie, le tout lorsque les locations verbales ou par écrit n'excèdent pas annuellement 400 fr.

En matière de location, quel est le juge de paix compétent? Celui de la situation de l'immeuble ou celui du domicile du défendeur? — Cette compétence est très vivement controver-

(1) La jurisprudence en vigueur sur la question des gares principales aboutit à reconnaître plusieurs domiciles aux Compagnies de chemins de fer et aux autres sociétés de même importance. (Aix, 21 août 1872, D. P., 72, 2, 182; req., 19 juin 1876 D. P., 77, 1, 134; req., 7 août 1876 D. P., 77, 1, 80.)

(2) Carou, *loc. cit.*, t. I^{er}, p. 239, et t. II, p. 684.

sée, et aucun texte ne vient apporter la moindre lumière sur cette question.

Deux solutions opposées se trouvent en présence, soutenues toutes deux par de bons auteurs et par de forts arguments :

La première, qui admet la compétence du juge de la situation de l'immeuble, est défendue par Giraudeau, Augier, Troplong, Carou. — On soutient que le bail peut être considéré comme conférant un droit réel, et les actions auxquelles il donne naissance deviennent dès lors des actions réelles, dont connaît le juge du lieu. — On invoque en plus les observations de M. Amilhau, le rapporteur à la Chambre des Députés : « Les contestations relatives aux loyers appartiendront principalement aux juges de paix des villes, qui connaissent les usages et les règles de cette matière ; et les questions sur les fermages, plus souvent de fait que de droit, seront dévolues aux juges de paix des cantons ruraux, qui sont sur le lieu du litige. » — On excipe enfin de l'intérêt pratique : « Un individu domicilié à Marseille a loué un appartement à Paris, et il faut procéder à l'expulsion des lieux. Le propriétaire sera-t-il obligé de poursuivre cette expulsion devant le juge de paix de Marseille ? Mais, s'il y a urgence, si le mobilier a été enlevé, si c'est le cas d'ordonner l'exécution du jugement sur la minute, comment ce magistrat pourra-t-il vérifier les faits et satisfaire à ce besoin ? »

Pour la seconde solution, des raisons non moins puissantes sont mises en avant par Curasson, Masson, Carré, etc. — Les actions relatives à la location sont purement personnelles ; ceci ressort nettement de l'article 1709 du Code civil ; dès lors, le juge de paix du domicile du défendeur est le seul compétent. — Les paroles de M. Amilhau, citées plus haut, montrent seulement que le rapporteur pensait que le juge du lieu serait plus utilement saisi, et qu'il l'est presque toujours en fait. — Enfin, bien que les inconvénients prévus soient incontestables, il arrive très rarement, dans la pratique, que le locataire ne réside pas dans les lieux par lui loués, et très

rarement ainsi il sera assigné devant un juge qui ne sera pas à la fois celui du domicile et de l'immeuble.

Les juges de paix de Paris ont admis cette dernière solution dans leur conférence du 9 mars 1846 ; et la jurisprudence s'est décidée en ce sens (voir trib. de la Seine, 11 juillet 1885, au *Moniteur*, 1885, p. 444).

3° Indemnités réclamées par le locataire ou fermier pour non-jouissance provenant du fait du propriétaire, lorsque le droit à une indemnité n'est pas contesté ; — et dégradations et pertes dans les cas prévus par les articles 1732 et 1735 du Code civil.

Bien que l'action du fermier ou locataire en indemnité pour non-jouissance, et celle pour dégradations et pertes alléguées par le propriétaire, soient des actions personnelles et mobilières, elles doivent néanmoins être portées devant le juge de la situation de l'objet loué, et non devant le juge du domicile du défendeur.

Cela est formellement décidé par l'article 3, paragraphe 4, du Code de procédure civile. Cet article porte que la citation sera donnée devant le juge de la situation de l'objet litigieux : « lorsqu'il s'agira.... 4° des indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non-jouissance, lorsque le droit ne sera pas contesté, et des dégradations alléguées par le propriétaire ⁽¹⁾. »

Si les terres du domaine affermé sont situées dans des communes appartenant à plusieurs cantons, on décide que la demande doit être formée devant le juge de paix du chef-lieu de l'exploitation, de celui dans lequel se trouve sise, soit la maison d'habitation, soit la ferme, et, à défaut de maison, devant le juge de paix du lieu où la partie des biens affermés est la plus importante ⁽²⁾. On argumente, pour arriver

(1) Nous verrons plus loin, à propos des actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes, la raison pour laquelle le juge de la situation de l'immeuble loué est compétent.

(2) Cf. Curasson, t. 1^{er}, n° 337.

à cette solution, de l'article 2210 du Code civil, ainsi conçu :
« La vente forcée des biens situés dans différents arrondissements.... est suivie dans le tribunal dans le ressort duquel se trouve le chef-lieu de l'exploitation, ou, à défaut de chef-lieu, la partie de biens qui représente le plus grand revenu d'après la matrice du rôle. » — Néanmoins, nous devons ajouter que cette solution est très controversée.

4° Actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux ; — actions relatives à l'élagage des arbres ou haies, et au curage soit des fossés, soit des canaux servant à l'irrigation des propriétés ou au mouvement des usines, lorsque les droits de propriété ou de servitude ne sont pas contestés.

L'article 3 du Code de procédure civile attribue compétence au juge de la situation de l'objet litigieux pour les actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes. — Ces actions sont cependant purement personnelles et mobilières ; et elles devraient, d'après le principe général de l'article 2 du Code de procédure, être portées devant le juge de paix du domicile du défendeur. Mais l'article 3 dispose autrement ; d'où il ne faudrait pas conclure que ces actions sont mixtes, qu'elles ont pour objet des droits personnels qui puisent leur source dans la jouissance d'un immeuble. — Il ne s'agit, en fait, dans une telle action, que d'une demande de dommages-intérêts, et, bien qu'elle naisse à l'occasion d'un immeuble, elle n'en est pas moins mobilière, parce que, quel que soit le sort de la contestation, elle ne peut en aucun cas toucher l'immeuble lui-même ; cette action n'a rapport ni à la propriété, ni à la possession, ni à aucun droit sur l'immeuble ; donc elle ne participe en rien de l'action immobilière. Si néanmoins la loi a voulu que cette action fût portée devant le juge de la situation de l'objet litigieux, non devant celui du domicile du défendeur, c'est que cette action devant presque toujours donner lieu à des visites et à des rapports d'experts, il convenait, pour l'éco-

nomie du temps et des frais, et la facilité de ces opérations, d'en attribuer la connaissance au juge de la situation.

Nous retrouvons ici la même question que précédemment : *Quid* si le domaine dont dépend le champ endommagé s'étend sur plusieurs cantons ? Nous adoptons la même solution que tout à l'heure (cf. p. 106). Le juge de paix peut se déclarer compétent si la partie qui échappe à sa juridiction est de peu d'importance, et dépend d'un même domaine et d'une seule exploitation (Trib. Rambouillet, 31 janvier 1873, au journal *le Droit*, du 4 juin 1873).

Les actions relatives à l'élagage des arbres ou haies, et au curage soit des canaux, soit des fossés, ressortissent au juge de paix de la situation de l'objet litigieux. La loi est muette, il est vrai, sur ce point ; mais on doit décider en ce sens par analogie avec l'article 3 du Code de procédure, paragraphe 2, relatif au déplacement de bornes, usurpations de terres, arbres, haies, fossés, etc.

Toutes ces actions, naissant à l'occasion d'une chose immobilière, sont donc portées devant le juge de la situation de l'objet litigieux. — De là, on s'est demandé si, de même, toute action *in factum* qui s'applique à un immeuble ne devait pas être portée devant le juge de la situation de cet immeuble. Ainsi, une devanture de boutique est emportée et dégradée par le choc d'une voiture passant dans la rue ; l'action qui naît de ce fait ne devra-t-elle pas être portée devant le juge de la situation de la maison endommagée ? Elle est de même nature que l'action pour dommages aux champs, et il y aurait la même raison de la soumettre au juge de la situation de l'objet litigieux. C'est aussi, croyons-nous, le vœu de la loi, et l'énumération qu'elle donne des cas où le juge de la situation est compétent, est plutôt énonciative que limitative ; le même principe semble devoir être appliqué à tous les cas analogues, parce que la même raison de l'appliquer existe pour tous.

Cela est confirmé, d'ailleurs, par une disposition expresse. L'article 41 du Code de procédure, au titre des justices de

paix, veut que toutes les fois qu'il s'agira, soit de constater l'état des lieux, soit d'apprécier la valeur des indemnités et dédommagements demandés, le juge de paix ordonne que le bien contentieux soit visité par lui en présence des parties. Or, le juge de paix ne peut sortir de son canton. Cependant l'article 41 est général ; il ne fait aucune distinction : il suppose que, dans tous les cas, le juge de la contestation pourra visiter l'objet litigieux. Donc, toutes les fois qu'il s'agit d'indemnité ou de dédommagement demandé, quelle qu'en soit l'origine ou la cause, l'action doit être portée devant le juge de la situation de l'immeuble qui y donne lieu.

5° Actions pour réparations locatives des maisons ou fermes mises par la loi à la charge du locataire.

L'article 3, paragraphe 3, du Code de procédure civile édicte une disposition spéciale pour « les réparations locatives. » — Dans ce cas, la citation sera donnée devant le juge de la situation de l'objet litigieux. Ce texte doit être interprété rigoureusement, car il forme une exception à la règle générale édictée par l'article 2 du Code de procédure civile.

6° Des contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois et à l'année, et de ceux qui les emploient ; des maîtres et des domestiques ou gens de service à gages ; des maîtres et de leurs ouvriers ou apprentis, sans néanmoins qu'il soit dérogé aux lois et règlements relatifs à la juridiction des prud'hommes.

Des contestations relatives au paiement des nourrices.

Des actions civiles pour diffamation verbale et pour injures publiques ou non publiques, verbales ou par écrit, autrement que par la voie de la presse ; des mêmes actions pour rixes ou voies de fait.

C'est devant le juge de paix du domicile du défendeur que doivent être poursuivies toutes ces contestations.

Certains auteurs avaient pensé que les actions relatives

au salaire des gens de travail et au gage des domestiques devaient être portées devant le juge de paix du canton dans l'étendue duquel le service ou le travail aurait été fait, ou devant celui du domicile actuel du maître. Mais, par là même que la loi n'a aucune disposition spéciale sur ces actions, elles doivent rester soumises aux règles du droit commun. Or, elles sont personnelles et mobilières; elles doivent donc, sans aucun doute, être portées devant le juge de paix du domicile du défendeur, conformément à la disposition de l'article 2 du Code de procédure civile.

Quant aux actions civiles pour diffamation, pour injures, pour rixes ou voies de fait, ce sont des actions civiles ordinaires, des actions personnelles, soumises aux règles ordinaires de la procédure, et le juge de paix du domicile du défendeur est seul compétent pour en connaître.

Restent les contestations entre les maîtres et leurs ouvriers ou apprentis. Nous avons à ce sujet une législation spéciale qu'il faut connaître. — L'article 21 de la loi du 22 germinal an XI dispose : « En quelque lieu que réside l'ouvrier, la juridiction sera déterminée par le lieu de la situation des manufactures ou ateliers dans lesquels l'ouvrier aura pris du travail. » Et cette disposition est confirmée par l'article 11 du décret du 11 juin 1809, ainsi conçu : « La juridiction des conseils de prud'hommes s'étend sur tous les marchands, fabricants, les chefs d'ateliers, contremaîtres, teinturiers, ouvriers, compagnons et apprentis travaillant pour la fabrique du lieu ou canton de la situation de la fabrique.... quel que soit l'endroit de la résidence de l'ouvrier. » C'est donc une exception au principe général qui veut que le défendeur soit appelé devant le juge de son domicile. La loi du 22 germinal an XI a déterminé la compétence en ce qui regarde les contestations relatives aux engagements respectifs des maîtres et de leurs ouvriers; ces contestations devront toujours être portées devant le juge de paix de la situation des manufactures ou ateliers dans lesquels l'ouvrier aura pris du travail.

Quant aux apprentis et aux contestations relatives au contrat d'apprentissage qui sont déferées aux juges de paix à défaut de conseil de prud'hommes, le magistrat compétent est celui dont le maître est justiciable ; s'il s'agit de réclamations contre des tiers, c'est le juge de leur domicile (loi du 4 mars 1851, art. 18).

Le juge de paix du domicile du défendeur est compétent aussi pour les contestations relatives au paiement des nourrices.

7° Des demandes en pension alimentaire n'excédant pas 150 fr. par an, et seulement lorsqu'elles seront formées en vertu des articles 205, 206 et 207 du Code civil.

La demande en pension alimentaire étant purement personnelle, le juge de paix compétent pour en connaître est celui du domicile du défendeur.

Quid s'il y a plusieurs défendeurs ? Nous pensons que le demandeur, usant de la faculté inscrite dans l'article 59 du Code de procédure civile, assignera valablement devant le tribunal du domicile de l'un d'eux. (*Contra* : Just. de paix, Paris, XI^e arr., 30 juillet 1884, au *Moniteur*, 1884, p. 409.)



CHAPITRE III

INCOMPÉTENCE « RATIONE PERSONÆ » PROROGATION DE LA COMPÉTENCE

La violation des principes de la compétence *ratione personæ* entraîne l'incompétence du juge de paix. Mais cette incompétence diffère de l'incompétence *ratione materiæ* que nous avons étudiée précédemment (Cf. p. 94). Nous devons voir quelle influence elle a sur la juridiction des juges de paix, et rechercher si elle est absolue, ou si, au contraire, on peut sans inconvénient en transgresser les lois; c'est une question très importante.

Nous savons que l'incompétence *ratione materiæ* enlève au juge de paix le droit de juger, et cela d'une façon absolue; si bien que le juge lui-même doit se déclarer incompetent lorsque les parties ne soulèvent pas elles-mêmes cette question. Disons de suite qu'il n'en est pas de même pour l'incompétence *ratione personæ vel loci*.

Si une partie est appelée devant un juge autre que celui de son domicile ou de la situation de l'objet litigieux, l'incompétence du magistrat peut être invoquée; et l'affaire est alors renvoyée devant le tribunal qui doit en connaître.

Mais les parties peuvent, pour éviter des déplacements longs et onéreux, et une procédure également lente et coûteuse, consentir à s'en rapporter à la décision du juge dont elles ne sont pas justiciables. Alors elles prorogent les pouvoirs de ce magistrat.

L'article 11 du titre I^{er} de la loi des 18-26 octobre 1790 portait déjà que « les parties pourront toujours se présenter volontairement et sans citation devant le juge de paix, en déclarant qu'elles lui demandent jugement, auquel cas il pourra juger seul leur différend, soit sans appel dans les matières où sa compétence est en dernier ressort, soit à charge d'appel dans celles qui excèdent sa compétence en dernier ressort ; et cela, encore qu'il ne fût le juge naturel des parties ni à raison du domicile du défendeur ni à raison de la situation de l'objet litigieux. »

L'article 7 du Code de procédure civile indique à son tour dans quelles circonstances et avec quelles formalités la prorogation peut avoir lieu. Voici ses dispositions :

« Les parties pourront toujours se présenter volontairement devant un juge de paix, auquel cas il jugera leur différend, soit en dernier ressort, si les lois ou les parties l'y autorisent, soit à la charge de l'appel, encore qu'il ne fût le juge naturel des parties ni à raison du domicile du défendeur ni à raison de la situation de l'objet litigieux. La déclaration des parties qui demanderont jugement sera signée par elles, ou mention sera faite si elles ne peuvent signer ⁽¹⁾. »

Ces dispositions doivent recevoir application non pas seulement aux cas où le juge de paix ne serait le juge des parties ni à raison de leur domicile ni à raison de la situation de l'objet litigieux, ainsi que le porte expressément la loi du 26 octobre 1790, dont la disposition a été répétée en ce point par l'article 7 du Code de procédure civile ; mais encore à tous les cas où il ne s'agit que de la compétence *ratione personæ*, quel que soit le motif qui la détermine.

Le consentement des parties est la base et la condition *sine qua non* de toute prorogation de juridiction. Mais une hési-

(1) La raison pour laquelle le législateur a été si large vis-à-vis du juge de paix est qu'il se trouve plus à même de concilier les parties ; et, s'il a leur confiance, il pourra certainement mieux les juger, et en toute connaissance de cause.

tation est née du texte de l'article 7 du Code de procédure civile, en ce qui concerne la question de savoir si le consentement des parties doit être constaté par écrit. L'article 7 du Code de procédure civile veut que la déclaration portant que les parties consentent à la prorogation de la compétence du juge de paix soit signée par elles, ou que mention soit faite de l'impossibilité où elles se trouvent de signer. Cette exigence de la loi semble bien démontrer la nécessité d'une prorogation par écrit. A la vérité, l'article se place dans l'hypothèse d'une comparution volontaire des parties devant le juge de paix; mais la précaution d'un écrit doit à plus forte raison être imposée à ces parties en cas de comparution forcée ou sur assignation. La jurisprudence décide d'une manière constante que la prorogation de la compétence du juge de paix, autorisée par l'article 7 du Code de procédure civile, ne peut résulter que d'un consentement écrit de la part des parties en cause, et que l'assignation, non plus que les conclusions respectives des parties, ne saurait suppléer à ce consentement écrit, condition substantielle exigée par la loi (Civ. Cassat., 9 mars 1857. D. P. 57, 1, 125). Mais cette disposition de l'article 7, comme la Cour de cassation l'a déclaré, « n'est plus applicable lorsque le demandeur, ayant par erreur cité son adversaire en conciliation, rectifie cette erreur à l'audience, et substitue à sa citation une demande possessoire relative au même objet, que la partie adverse acquiesce à cette rectification, et qu'enfin le juge de paix, après avoir constaté cet acquiescement, ordonne un interlocutoire qui est exécuté par les deux parties; dans une telle situation, le contrat judiciaire formé à l'audience est suffisamment constaté par la sentence du juge de paix, sans qu'il soit besoin de la déclaration signée des parties, prescrite par l'article 7 précité. » (Req., 15 juin 1869, D. P. 71, 1, 331.)

En résumé, on peut dire que « la prorogation de juridiction distrair les parties de leur juge naturel, soit à raison du domicile, soit à raison de la situation de l'objet litigieux. En matière personnelle ou mobilière, le juge peut statuer en pre-

mier ou en dernier ressort, à quelque chiffre que s'élève le litige (en matière possessoire, en quelque lieu que soit situé l'objet litigieux). Mais le juge ne peut pas statuer si la prorogation soumet à son jugement des matières que la loi n'a pas placées dans ses attributions, une question de propriété, par exemple, une question d'état, une question commerciale, et cela quelque minime que soit le chiffre de la demande. En un mot, la prorogation, c'est l'extension de la compétence, et non pas l'extension d'attributions (Cassat., 18 janv. 1883, *Mon. des J. de P.* 83, p. 391). » (N.-A. Carré, t. I^{er}, p. 703).



TROISIÈME PARTIE

COMPÉTENCE EN PREMIER ET DERNIER RESSORT

Nous avons vu (cf. p. 9) que la compétence est en premier ressort, quand la décision à intervenir est susceptible d'être attaquée par la voie de l'appel ; elle s'exerce exclusivement dans ce cas, au premier degré de juridiction. Elle est en dernier ressort, lorsque l'affaire en litige est irrévocablement solutionnée par la juridiction devant laquelle elle est portée. — Ces définitions étant rappelées, nous devons étudier les règles de cette compétence relativement aux actions mobilières qui rentrent dans la juridiction des juges de paix.

Mais une question se pose auparavant : pourquoi supprime-t-on pour certaines affaires le bénéfice des deux degrés de juridiction ? Pourquoi ces litiges sont-ils jugés en dernier ressort, sans appel possible pour le perdant ? — C'est la *théorie du dernier ressort*. Elle a sa raison d'être dans l'idée qu'il ne faut pas que les frais d'un procès dépassent la valeur du litige. Certains procès roulent sur des sommes minimales, 100 fr. par exemple, et même moins ; les frais occasionnés devant le juge de paix sont peu élevés, et en rapport avec la somme minimale qui est contestée. Mais s'il était permis au perdant d'interjeter appel pour un tel procès, ce seraient, devant le tribunal de première instance, des frais

considérables et en grande disproportion avec le capital engagé. C'est ce que le législateur a voulu éviter, en fermant aux parties la voie de l'appel, les rendant ainsi raisonnables, peut-être malgré elles.

Ceci dit, voyons la compétence en premier et dernier ressort des justices de paix. — Ce point de vue est important ⁽¹⁾, car le montant de la somme, objet du litige, est un des facteurs principaux du règlement de la compétence des juges de paix.

L'article 9 du titre III du décret du 24 août 1790 ⁽²⁾ avait attribué aux juges de paix la connaissance de toutes les causes purement personnelles et mobilières, sans appel jusqu'à la valeur de 50 livres, et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 100 livres. — La loi du 25 mai 1838 n'a pas manqué d'élever le chiffre régulateur de cette compétence, obéissant en cela à des besoins nouveaux : les évaluations monétaires avaient, en effet, subi depuis 1790 de sensibles modifications ; la valeur de l'argent était en baisse. Et, de plus, il fallait tenir compte de l'augmentation de richesses que la France a trouvée dans le progrès des sciences et de l'industrie, dans les développements du commerce et l'amélioration de l'agriculture.

Nous avons divisé la compétence *ratione materiæ* en compétence générale et spéciale. — La compétence générale comprend les actions mobilières jusqu'à la valeur de 200 fr. — Mais on trouve aussi, dans l'article 1^{er} de la loi de 1838, en même temps que la règle de la compétence générale, le chiffre régulateur de la compétence en premier ressort, qui est fixée à 100 et non plus à 200 fr.

(1) M. Tripiér disait à ce sujet, dans la séance de la Chambre des Pairs du 24 juin 1837 (au *Moniteur* du 25 juin 1837), que la compétence des juges de paix se composait de deux éléments parfaitement distincts : le premier pris dans l'importance des sommes, le second dans la nature des contestations, dans la qualité des individus ou dans la nature des actions qu'il s'agissait de former. Mais nous devons ajouter que la juridiction se rattache toujours au caractère des contestations beaucoup plus qu'à l'importance des valeurs pécuniaires engagées dans le débat.

(2) Cf. *supra*, p. 14.

Nous avons réparti en deux classes les causes sur lesquelles s'exerce la compétence spéciale :

La première classe comprend les actions énumérées dans les articles 2 et 4, dont le juge de paix ne connaît que jusqu'à la valeur de 1,500 fr ; sur ces mêmes actions, il prononce en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 fr. C'est ce qui résulte de ce membre de phrase des articles précités : « Sans appel jusqu'à la valeur de 100 fr. »

La deuxième classe comprend les actions énumérées dans les articles 3, 5 et 6. Ces actions comportent une division particulière au point de vue de l'appel. — Sur les unes, le juge de paix prononce en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 fr. ; ce sont celles qui sont énumérées dans les articles 3 et 5, dont le préambule contient le fragment suivant : « Les juges de paix connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 100 fr.... » — Mais sur les autres, sur celles de l'article 6, le juge de paix ne prononce jamais que jusqu'à la charge d'appel. — C'est ce qui résulte du préambule que voici : « Les juges de paix connaissent en outre, à charge d'appel.... » Ainsi, pour un certain nombre d'actions, notamment pour les actions possessoires et les demandes alimentaires, le juge de paix n'a jamais le dernier mot ; il prononce toujours en premier ressort. Cela s'explique sans peine ; sa demande est forcément indéterminée, même lorsqu'elle a pour objet une pension alimentaire.

Nous trouvons les règles de cette compétence dans les articles 2 à 6 inclus de la loi de 1838, et nous pouvons les énoncer ainsi :

Il y a des actions dont le juge de paix connaît, en dernier ressort, jusqu'à 100 fr., et à la charge d'appel jusqu'à 200 fr. — C'est l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838.

Il est des causes dont le juge de paix connaît en dernier ressort jusqu'à 100 fr., et à la charge d'appel jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de 1,500 fr. (Loi du 11 avril 1838 sur les tribunaux civils de première

instance, art 1^{er}). Ce sont les causes contenues dans les articles 2 et 4 de la loi de 1838, c'est-à-dire : les contestations entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs, et les voyageurs ou locataires en garni, pour dépense d'hôtellerie et perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel ; les contestations entre les voyageurs et les voituriers ou bateliers pour retards, frais de route et perte ou avarie d'effets accompagnant les voyageurs ; les contestations entre les voyageurs et les carrossiers ou autres ouvriers pour fournitures, salaires et réparations faites aux voitures de voyage ; les demandes en indemnités réclamées par le locataire ou fermier pour non-jouissance, provenant du fait du propriétaire, lorsque le droit à une indemnité n'est pas contesté ; les demandes pour dégradations et pertes, dans les cas prévus par les articles 1732 et 1735 du Code civil.

Il y a des actions dont le juge de paix connaît, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 fr., et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever. — Ces actions sont indiquées dans les articles 3 et 5 de notre loi : actions en paiement de loyers ou fermages, congés, demandes en résiliation de baux fondées sur le seul défaut de paiement des loyers ou fermages ; actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux ; celles relatives à l'élagage des arbres ou des haies, et au curage, soit des fossés, soit des canaux servant à l'irrigation des propriétés ou au mouvement des usines, lorsque les droits de propriété ou de servitude ne sont pas contestés ; réparations locatives mises par la loi à la charge du locataire ; contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois ou à l'année, et de ceux qui les emploient ; des maîtres et des domestiques ou gens de service à gages ; des maîtres et de leurs ouvriers ou apprentis ; contestations relatives au paiement des nourrices ; actions civiles pour diffamation verbale et pour injures publiques ou non publiques, verbales ou par écrit, autrement que par la voie de la presse ; actions civiles pour voies de

fait ou rixes, le tout lorsque les parties ne se sont pas pourvues par la voie criminelle.

Enfin, il est des actions dont le juge de paix ne connaît jamais en dernier ressort, et dont la loi lui défère le jugement à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter (sauf l'exception consignée dans le n° 4 de l'art. 6). Nous avons écarté de cette étude, comme n'étant pas mobilières et personnelles, presque toutes les actions de l'article 6, qui sont rangées dans cette catégorie. Le législateur n'a pas donné au juge de paix la connaissance de ces actions en dernier ressort, mais seulement à la charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever. Nous ne nous sommes occupé que des demandes en pension alimentaire, n'excédant pas 150 fr. par an, et seulement lorsqu'elles seront formées en vertu des articles 205, 206 et 207 du Code civil. Ces demandes sont toujours indéterminées; par conséquent, le juge de paix ne peut en connaître qu'en premier ressort.

Nous adopterons, dans cette troisième partie, le plan suivant : nous verrons tout d'abord les règles à suivre pour la fixation de la valeur régulatrice de la compétence; nous étudierons dans ce même chapitre la réunion de plusieurs chefs de conclusions formulés dans une même instance. Puis nous dirons un mot de l'influence qu'exercent, sur les limites de la compétence en premier et dernier ressort, les demandes reconventionnelles ou en compensation; et nous parlerons brièvement du pourvoi en cassation et de la prorogation de compétence.



CHAPITRE I^{er}

1^o RÈGLES POUR LA FIXATION DE LA VALEUR RÉGULATRICE DE LA COMPÉTENCE

Ces règles sont communes à la compétence *ratione materiæ* et à la compétence en premier et dernier ressort.

La compétence du juge de paix est réglée par la valeur de la demande, non par celle de la condamnation ⁽¹⁾.

Cette règle se trouvait déjà dans les lois romaines : *Quoties de quantitate ad jurisdictionem pertinente quæritur, semper quantum petatur quærendum est, non quantum debeatur.* (L. 19, paragraphe 9, D, au titre : *De jurisdictione.*)

La demande doit s'entendre de ce qui fait l'objet de la contestation actuelle. Donc le juge de paix sera compétent pour statuer sur une demande en paiement inférieure à 200 fr., alors même que la somme réclamée serait le reliquat d'une créance supérieure à ce chiffre (cf. arrêts de cassation du 23 août 1858 et du 28 nov. 1859).

(1) Cette règle a sa raison d'être par ce fait que, s'il en était autrement, si l'on se basait sur le chiffre de la condamnation pour régler la compétence, le juge s'attribuerait à lui-même sa compétence. — On s'est demandé si ce principe ne fléchit pas dans le cas où la condamnation seule serait supérieure au taux du dernier ressort. Ainsi je vous assigne en paiement de 100 fr. ; le tribunal vous en donne 150. — A. en croire certains auteurs, un tel jugement devient susceptible d'appel. Mais nous dirons cependant qu'il n'y a pas motif suffisant de déroger au principe. Un tel jugement est en dernier ressort; le seul recours qu'on ait contre lui est la voie de la requête civile (art. 480, Code de procédure civile).

Mais si la dette primitive excédant 200 fr. était contestée par le débiteur, le créancier ne pourrait pas réclamer devant le juge de paix soit 100, soit 200 fr. faisant partie de la somme totale à laquelle il ne renonce pas. En statuant dans ces circonstances, le juge statuerait sur la validité d'un titre discuté et contenant obligation pour un chiffre supérieur à 200 fr.

De même, le créancier d'une somme excédant 200 fr., mais remboursable par fraction, ne pourrait pas valablement citer en paiement d'une fraction échue, bien qu'inférieure à 200 fr., s'il y a contestation sur la créance totale.

De même encore, le créancier d'une somme supérieure à 200 fr. ne peut pas scinder sa créance et la réclamer à son débiteur par acomptes de 100 fr. et par exploits séparés. Ce serait d'abord modifier la convention et le mode de paiement, puis priver le défendeur de son recours en appel (V. *Moniteur des juges de paix*, 1881, p. 102; 1885, p. 113).

Nous avons à rechercher maintenant quels éléments doivent entrer dans l'évaluation de la demande, et dans quels cas cette demande doit être considérée comme excédant ou n'excédant pas la compétence du juge de paix.

Une demande peut comprendre, indépendamment du capital, des intérêts échus ou à échoir, et divers accessoires, comme les dommages-intérêts et les dépens de l'instance. Est-ce la totalité de ces sommes que l'on prendra pour chiffre régulateur de la compétence?

Faut-il, d'abord, joindre les intérêts à la demande du capital?

Pour les intérêts moratoires, c'est-à-dire ceux qui sont exigibles parce que le débiteur n'a pas satisfait à la réclamation judiciaire du créancier, ils ne sont dus que du jour de la demande (art. 1153 du C. civil); ils courent seulement à partir du jour de la sommation de payer (loi du 7 avril 1900) et ne doivent pas être réunis au capital pour fixer la compétence.

Il n'en est plus ainsi lorsque les intérêts courent de plein droit en vertu de conventions intervenues entre les parties, ou d'après la volonté de la loi, spécialement d'après les articles 1378, 1996 et 2001 du Code civil. — Dans ces cas, les intérêts sont réunis au capital de la créance pour établir la compétence ; échus, en effet, avant la demande, ils forment un nouveau capital susceptible lui-même de produire intérêts (art. 1154 du C. civil).

Doivent encore être ajoutés au capital les intérêts compensatoires. Ce sont ceux que l'on réclame comme réparation d'un préjudice antérieur à la demande (Cassation, 10 fév. 1873 ; rapporté dans la *Gazette des tribunaux* du 11 fév. 1873. V. aussi Cassation, 18 mai 1886, rapporté au *Moniteur des juges de paix* de 1886, p. 295).

Faut-il joindre les dommages-intérêts à la demande principale, pour fixer la compétence ?

On a appliqué aux dommages-intérêts la distinction que nous venons de voir, entre les intérêts qui avaient commencé à courir avant la demande du capital, et ceux qui n'ont commencé à courir qu'à compter de cette demande et avec cette demande même.

Si les dommages-intérêts sont dus pour faits antérieurs à la demande, ils doivent être considérés comme formant une demande distincte, indépendante de la demande principale, et devant se joindre à celle-ci pour déterminer la compétence du juge de paix.

Mais si ces dommages-intérêts sont dus pour faits postérieurs à l'instance, ils ne se joignent pas à la demande principale. — Comme faits postérieurs à l'instance, et pouvant donner naissance à des dommages-intérêts, nous ne voyons que ceux prévus par l'article 7 de la loi de 1838, et relatifs aux demandes reconventionnelles fondées exclusivement sur la demande principale elle-même.

Faut-il joindre les dépens à la demande principale ?

Nous répondrons : Non. — Les dépens sont l'accessoire de cette demande ; ils ne sont, d'ailleurs, liquidés qu'après le

jugement ; il serait impossible de leur attribuer un chiffre au moment où l'instance s'engage. Aucune difficulté ne se présente donc quant aux frais à proprement parler, dépendant directement de la demande, et auxquels est condamnée la partie qui succombe (art. 130, C. de proc. civile).

Mais supposons qu'il s'agisse de frais, occasionnés par l'instance sans doute, mais qui n'en découlent pas inévitablement, par exemple les frais d'enregistrement d'un titre, d'un billet. Nous pensons que ces frais, ayant été nécessités par le procès, pour l'instruction duquel ils étaient indispensables, doivent être considérés comme tous les autres frais, et, dès lors, ne pas être joints à la demande principale pour établir la compétence.

La valeur de la demande doit, régulièrement, être portée dans la citation. Cependant, alors même que la valeur déterminée excéderait 200 fr., le juge de paix pourrait encore rester saisi de la demande et statuer, si, au jour indiqué pour la comparution, *in limine litis*, le demandeur fixait par des conclusions expresses, à 200 fr. ou au-dessous la valeur de la chose réclamée. — Le demandeur, en effet, peut toujours rectifier sa demande. Ce droit existe essentiellement ; il est contenu dans le droit lui-même d'intenter l'action. Or, si, changeant ou modifiant ses conclusions, le demandeur fixe sa demande ou la réduit à 200 fr. ou au-dessous, le but de la loi aura été atteint, puisqu'en résultat le juge n'aura statué que sur une valeur n'excédant pas le taux de sa compétence.

On sait que le juge de paix ne peut connaître d'une demande indéterminée et doit même, d'office, se déclarer incompétent. La demande est indéterminée, lorsque la citation ou les conclusions ne fixent aucun chiffre. Est indéterminée, par exemple, la citation concluant à ce que le défendeur fasse ou ne fasse pas telle chose, et cela, même en y joignant la demande d'une condamnation en dommages-intérêts.

Mais la demande n'est pas indéterminée dans le sens de la loi, s'il s'agit de choses dont la valeur a été fixée légalement,

en vertu de mesures administratives ou de police. C'est le cas pour les denrées dont le prix est fixé par les mercuriales. Pour ces denrées, les municipalités sont chargées de faire constater, à chaque foire ou marché qui se tient dans leur commune, leur prix courant, et de l'inscrire, date par date, sur un registre destiné spécialement à cet usage. Dans ce cas donc, il suffirait que l'acte qui fixe le prix ou la valeur de ces choses fût produit au jour de l'audience; et s'il en résultait que la chose demandée n'excédât pas la valeur de 200 fr., le juge de paix serait compétent pour connaître de la demande.



2^o RÉUNION DE PLUSIEURS CHEFS DE CONCLUSIONS FORMULÉS DANS UNE MÊME INSTANCE



Après avoir fixé la valeur régulatrice de la compétence en premier et dernier ressort, nous devons passer en revue quelques accidents qui sont de nature à exercer sur la compétence proprement dite et sur les limites du premier ou du dernier ressort une influence décisive.

Une même demande peut contenir, en effet, plusieurs chefs, ou bien elle peut être formée par plusieurs créanciers contre un seul débiteur, ou réciproquement par un seul créancier contre plusieurs débiteurs. Voyons successivement tous ces cas, et l'influence qu'ils exercent sur la compétence en premier et dernier ressort.

§ 1^{er}. — LE JUGE DE PAIX EST-IL COMPÉTENT POUR CONNAÎTRE D'UNE DEMANDE QUI CONTIENT PLUSIEURS SOMMES, DONT CHACUNE EST INFÉRIEURE AU TAUX DÉTERMINÉ, MAIS QUI, RÉUNIES, S'ÉLÈVERAIENT AU-DESSUS DE CE MÊME TAUX ?

Il arrive souvent qu'un demandeur réunit dans une même

instance plusieurs chefs de demande. Ordinairement, cette réunion est facultative ; les intérêts sagement compris du demandeur doivent l'engager à procéder ainsi, soit pour diminuer les frais, soit pour obtenir simultanément et rapidement ce qui peut lui être légitimement dû à des titres divers.

Mais quelquefois la réunion des demandes devient obligatoire, pour échapper aux dispositions rigoureuses de l'article 1346 du Code civil, ainsi conçu : « Toutes les demandes ; à quelque titre que ce soit, qui ne seront pas entièrement justifiées par écrit, seront formées par un même exploit, après lequel les autres demandes, dont il n'y aura point de preuve par écrit, ne seront pas reçues. » Le but de cet article est d'empêcher qu'on n'éludât trop facilement les dispositions de l'article 1345 sur la preuve testimoniale.

Cette réunion dans le même exploit ou dans la même instance exercera-t-elle quelque influence sur les limites du premier ou du dernier ressort ? Faudra-t-il avoir égard au chiffre de chaque chef de demandes ou de conclusions considéré isolément, ou bien ne considérer que le chiffre total ?

Si la réunion des demandes donne un chiffre qui rentre dans la compétence en dernier ressort des juges de paix, pas de difficulté ; le juge statuera en dernier ressort sur toutes les demandes. Mais il peut se faire que chacune des demandes soit séparément de la compétence en dernier ressort, tandis que, réunies, elles fournissent un chiffre pour lequel le juge de paix doit statuer en premier ressort. Que décidera-t-on ?

Certains auteurs déclarèrent qu'il ne fallait prendre en considération, pour déterminer l'étendue de cette juridiction, que le taux de chaque demande envisagée isolément et non le chiffre additionné de toutes les demandes. Cette théorie, cependant, ne prévalut pas en pratique : « Les présidiaux, disait Boutaric, ne peuvent juger en dernier ressort une demande qui excède 250 livres ; il suffit que la somme portée par l'exploit de demande excède 250 livres, sans rien deman-

der davantage. » D'autres auteurs déclarèrent que dans tous les cas où le demandeur réclamerait le paiement de plusieurs sommes ou valeurs, qui, réunies, excéderaient la somme de 100 livres, le juge de paix devait renvoyer les parties à se pourvoir devant le tribunal de première instance ⁽¹⁾.

Le droit romain mettait sur ce sujet deux textes contradictoires sous les yeux des commentateurs ; dans l'un, il s'agissait de demandes procédant de la même cause ; dans l'autre, au contraire, il était question de demandes procédant de causes diverses. On concilia ces textes, en disant que, si les demandes procèdent de la même cause, il faut les additionner ; tandis que, si elles procèdent de causes distinctes, leur séparation est forcée.

Le projet primitif du Gouvernement, lors de la confection de la loi de 1838, suivait les errements du droit romain. La rédaction de ce projet était ainsi conçue : « Quelle que soit la valeur à laquelle plusieurs demandes réunies et provenant de causes différentes pourront s'élever, le juge de paix en connaîtra, en dernier ressort, lorsque chacune d'elles n'excédera pas 150 fr., et à charge d'appel jusqu'à 300 fr. » Le but de ce système était de simplifier les procès et d'en rendre l'accumulation difficile.

Mais la commission de la Chambre des Députés ne partagea pas ces idées ; elle demanda la suppression de l'article par ce double motif, qu'il était en opposition avec les règles posées pour l'admission de la preuve testimoniale (art. 1345 du C. civil), et qu'il ne fallait pas mettre un juge en présence d'une compétence plus grande que celle pour laquelle il avait été créé ⁽²⁾. Et la disposition du projet fut écartée.

L'article 9 de la loi de 1838 consacra pour tous les cas le système du cumul.

« Lorsque plusieurs demandes formées par la même partie seront réunies dans une même instance, le juge de paix ne

(1) Merlin, *Recueil de questions de droit ; dernier ressort*, paragr. 6 ; — Henrion de Pansey, *Compét.*, ch. xiii ; — Carou, t. 1^{er}, p. 181.

(2) Rapport de M. Amilhau du 2 avril 1835.

prononcera qu'en premier ressort, si leur valeur totale s'élève au-dessus de 100 fr., lors même que quelqu'une de ces demandes serait inférieure à cette somme. Il sera incompétent sur le tout, si ces demandes excèdent, par leur réunion, les limites de sa juridiction. »

Et cependant la Cour de cassation ne l'admet que si les demandes proviennent de la même cause. Il est vrai que le système du cumul pour tous les cas est de beaucoup préférable, car, de cette façon, on évite les procès préjudiciels qui pourraient s'élever sur le point de savoir si les demandes proviennent, ou non, de la même cause.

§ 2. — LE JUGE DE PAIX EST-IL COMPÉTENT POUR CONNAÎTRE D'UNE DEMANDE ADRESSÉE PAR PLUSIEURS DEMANDEURS CONTRE UN SEUL DÉFENDEUR, OU PAR UNE SEULE PARTIE CONTRE PLUSIEURS DÉFENDEURS, LORSQUE LES INTÉRÊTS RÉUNIS DES UNS OU DES AUTRES S'ÉLÈVERAIENT AU-DESSUS DU TAUX ORDINAIRE DE SA COMPÉTENCE ?

Si plusieurs demandeurs, ayant un titre particulier, ou un intérêt distinct, se réunissent pour former par le même exploit chacun la demande d'une somme de 200 fr. ou au-dessous, on est généralement d'accord pour reconnaître compétence au juge de paix. Ces diverses demandes étant sans rapport entre elles, il est évident qu'il existe autant de procès particuliers qu'il y a de demandeurs formant contre le défendeur une demande distincte. Il ne saurait dépendre de la volonté de ceux-ci de changer, en réunissant leurs actions, la juridiction à laquelle chacun d'eux est séparément soumis. Cette décision ne contrarie pas l'article 9 de la loi de 1838, qui ne s'applique qu'aux demandes formées par la même partie (Dalloz, n° 309 ; Curasson, t. I^{er}, n° 181 ; Carou, t. I^{er}, n° 134).

Mais *quid*, si plusieurs demandeurs agissent en vertu d'un titre commun ? Si par exemple trois héritiers réclament par le même exploit le paiement d'une somme de 500 fr. due par le défendeur à la succession ? Cette question est controversée ; sans entrer dans les détails, nous nous prononce-

rons pour l'incompétence du juge de paix (cf. Dalloz, n° 310 ; Curasson, *ibid.* ; Carou, t. I^{er}, n° 135).

Ce que nous venons de dire du cas où il s'agit d'une demande formée contre un seul défendeur par plusieurs demandeurs s'étend également au cas où il s'agit d'une demande formée contre plusieurs défendeurs par un seul demandeur. Cependant, la jurisprudence semble se fixer dans un sens contraire :

Ainsi jugé que la demande formée, même en vertu d'une cause unique, pour un litige supérieur à 200 fr., contre plusieurs cohéritiers qui ne sont tenus de la dette que pour leur part et portion virile, est de la compétence du juge de paix (arrêt de Cassat. du 3 mai 1847) ;

Que c'est au juge de paix qu'il appartient de connaître d'une demande, même supérieure à 200 fr., provenant d'un titre unique, formée contre plusieurs cohéritiers, si la part dont chacun est tenu de la dette héréditaire est inférieure à ce chiffre (Cour de Douai, 12 février 1848).



CHAPITRE II

INFLUENCE QU'EXERCENT SUR LES LIMITES DE LA COMPÉTENCE EN PREMIER ET DERNIER RESSORT LES DEMANDES RECONVENTIONNELLES OU EN COMPENSATION

Nous savons déjà ce que sont les demandes reconventionnelles ou en compensation (cf. *supra*, p. 83 et suiv.) ; nous n'y reviendrons donc pas. Nous les étudierons simplement ici au point de vue de leur répercussion sur les limites de la compétence ⁽¹⁾. La matière qui nous occupe se trouve dans l'article 8, paragraphes 1 et 2, de la loi de 1838. Il est ainsi conçu : « Lorsque chacune des demandes principales, reconventionnelles ou en compensation, sera dans les limites

(1) Le juge de paix saisi d'une demande reconventionnelle dont le chiffre dépasse le taux du dernier ressort ne peut statuer qu'à charge d'appel, même sur la demande principale qui, isolément, n'eût pas été susceptible de ce recours (Trib. civ. de Montbéliard, 25 juillet 1900).

De même, le juge de paix saisi d'une demande principale rentrant dans sa compétence et d'une demande reconventionnelle indéterminée ne peut statuer sur cette dernière, et doit, soit retenir la demande principale seule, soit renvoyer pour le tout les parties devant les juges compétents (Trib. civ. Bordeaux, 19 mars 1900, au *Recueil de Bordeaux*, 1901, 3, 69).

L'exception de compensation soulevée par le défendeur devant le juge de paix par voie de reconvention ne saurait retarder le jugement sur la demande principale. Dès lors, la demande en compensation doit être disjointe pour être jugée séparément, si cette demande, qui a pour objet une créance qui n'est ni certaine, ni liquide, ni exigible, n'est point en état de recevoir jugement (Trib. de paix de Cormeilles, 22 sept. 1899. D. 1900, 2, 280).

de la compétence du juge de paix en dernier ressort, il prononcera sans qu'il y ait lieu à appel. Si l'une de ces demandes n'est susceptible d'être jugée qu'à charge d'appel, le juge de paix ne prononcera sur toutes qu'en premier ressort.... »

Nous devons nous reporter à la loi du 11 avril 1838 sur les tribunaux civils de première instance. Dans son article 2, cette loi édicte trois règles ; les voici : Lorsqu'une demande reconventionnelle ou en compensation aura été formée dans les limites de la compétence des tribunaux civils de première instance en dernier ressort, il sera statué sur le tout sans qu'il y ait lieu à appel. — Si l'une des demandes s'élève au-dessus des limites ci-dessus indiquées, le tribunal ne prononcera, sur toutes les demandes, qu'en premier ressort. — Néanmoins, il sera statué en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts, lorsqu'elles seront fondées exclusivement sur la demande principale elle-même.

Nous retrouvons ces trois règles dans l'article 639 du Code de commerce, qui dit : « Les tribunaux de commerce jugeront en dernier ressort.... 3° les demandes reconventionnelles ou en compensation, lors même que, réunies à la demande principale, elles excéderaient 1,500 fr. — Si l'une des demandes principale ou reconventionnelle s'élève au-dessus des limites ci-dessus indiquées, le tribunal ne prononcera sur toutes qu'en premier ressort — Néanmoins il sera statué en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts, lorsqu'elles seront fondées exclusivement sur la demande principale elle-même. »

Deux de ces règles sont reproduites dans la loi du 25 mai 1838 ; ce sont les deux premières ; nous n'avons qu'à les admettre sans commentaire.

La troisième, relative aux demandes en dommages-intérêts fondées exclusivement sur la demande principale elle-même, ne s'y retrouve pas.

L'article 7 de notre loi de 1838 accorde bien compétence au juge de paix pour ces sortes de demandes reconvention-

nelles, à quelques sommes qu'elles puissent monter ; mais au contraire, il garde le silence sur la compétence en premier ou dernier ressort. — La loi ne fait que proroger la compétence d'attribution du juge de paix : l'autorise-t-elle à statuer sans appel sur une demande reconventionnelle qui excède le taux du dernier ressort ? En d'autres termes, faut-il suppléer au silence de la loi, relativement à cette troisième règle ?

Une controverse s'est élevée sur ce sujet, pour lequel la doctrine et la jurisprudence ne sont pas d'accord.

La doctrine, dominée par une impression puisée dans l'article 2 de la loi du 11 avril 1838, applicable aux tribunaux de première instance, crut pouvoir en transporter complètement la disposition au cas analogue, qu'elle retrouvait devant les justices de paix. Benech (*Tr. des justices de paix*, p. 337), Rodière (*Exposition des lois de la compétence et de la procédure*, t. I, p. 190) ; Carou (*De la jurid. civ. des juges de paix*, t. I, n° 367) ; Bioche (*Dict. de proc. civile*, v° Juges de paix, n° 253), interprètent de cette façon la loi du 25 mai 1838. — Sur quels motifs, disent-ils en substance, repose la disposition de l'article 7 ? Tous les rapports des commissions nous l'apprennent : sur ce que la demande reconventionnelle en dommages-intérêts, fondée exclusivement sur la demande principale elle-même, n'est qu'un accessoire à cette demande, dont elle doit suivre le sort. Donc, et par une suite nécessaire du même principe, si la demande originaire était susceptible d'être jugée en dernier ressort, la demande reconventionnelle dont nous venons de parler sera jugée de la même manière.

Mais, au dire de la jurisprudence de la Cour de cassation, cette opinion est erronée (Cassat., 16 juin 1847. D. P., 47, 1, 297) ; et, à l'appui de cette nouvelle doctrine, nous citons une dissertation de M. Pont, insérée dans la *Revue de législation*, année 1847, t. III, p. 30.

« Attendu, dit la Cour suprême, que si, aux termes de l'article 7 de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent, à quelques sommes qu'elles puissent monter, des de-

mandes reconventionnelles en dommages-intérêts, fondées exclusivement sur la demande principale, il faut, selon la disposition de l'article 8 de la même loi, pour que le jugement ne soit pas susceptible d'appel, que la demande reconventionnelle, comme la demande principale, soit dans les limites de leur compétence en dernier ressort; — que la disposition de l'article 2 de la loi du 11 avril 1838, qui attribue aux tribunaux civils de première instance le pouvoir de statuer en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts, lorsqu'elles sont exclusivement fondées sur la demande principale, est particulière à ces tribunaux et ne peut pas être étendue aux justices de paix, dont la compétence est régie par une loi spéciale; — que, non seulement une règle analogue à celle de l'article 3 de la loi du 11 avril 1838 ne se rencontre point dans celle du 25 mai, mais qu'une disposition contraire résulte formellement du silence de l'article 8 de cette même loi; — que la demande reconventionnelle en 600 fr. de dommages-intérêts formée par X. devant le juge de paix de... excédait la limite de la compétence en dernier ressort de ce magistrat; — d'où il suit qu'en reconnaissant au jugement du juge de paix sur cette demande l'autorité d'une décision en dernier ressort, et en rejetant comme non recevable par ce motif l'appel de X., le tribunal civil de... a violé les articles précités; — Casse. »

C'est l'opinion à laquelle nous nous rangeons aussi; elle est, du reste, incontestablement admise en pratique à l'heure actuelle; le juge de paix n'est donc compétent que dans les limites ordinaires de sa compétence, et c'est logique.



APPENDICE



1. — Pourvoi en cassation

L'article 77 de la loi du 27 ventôse an VIII disposait qu' « il n'y a point d'ouverture à cassation contre les jugements rendus en dernier ressort par les juges de paix, si ce n'est pour incompétence ou excès de pouvoir. » — De grandes difficultés s'étaient élevées entre les auteurs pour discerner quand il y a incompétence, et quand excès de pouvoir ⁽¹⁾. Une évolution se fit : on étendit d'abord aux jugements des juges de paix le principe de l'article 454 du Code de procédure civile, qui soumet à l'appel même les jugements en dernier ressort lorsqu'il s'agit d'incompétence. Puis vint la discussion de la loi de 1838. Quelques-uns voulaient qu'on supprimât entièrement le pourvoi en cassation, et que, dans tous les cas, on pût se pourvoir par appel contre les jugements en dernier ressort rendus par les juges de paix, soit qu'ils fussent incompétemment rendus, soit qu'ils continssent un

(1) Benech, p. 416 : « Il y a incompétence toutes les fois que, mal à propos, le juge retient la connaissance d'un différend dont il ne pouvait connaître, soit à cause du domicile du défendeur, ou de la situation de l'objet litigieux ; soit enfin parce que, par leur chiffre ou par leur nature, les demandes dont on l'a saisi étaient, d'après l'économie de la loi nouvelle, en dehors de ses attributions. Il y a excès de pouvoirs toutes les fois que, par des dispositions impératives, prohibitives ou réglementaires, le juge, fût-il d'ailleurs compétent, dépasse les limites de son mandat. Il semble que, par l'incompétence, le juge blesse plutôt l'intérêt privé que l'intérêt social, la loi civile plutôt que la loi politique. Par l'excès de pouvoir, au contraire, il froisse d'une manière plus directe les principes organiques de la société que les intérêts privés ; il se met en opposition plutôt avec la loi politique qu'avec la loi civile. »

excès de pouvoir : « La distinction entre l'excès de pouvoir et l'incompétence est très difficile ; elle divise les meilleurs esprits et les jurisconsultes les plus expérimentés. Attribuer les excès de pouvoir à deux juridictions différentes, c'est introduire dans la pratique des difficultés qui demeureront souvent inextricables. » Mais la majorité repoussa cet avis (rapport de M. Renouard) : « La majorité de la Commission a répondu que les moyens de réprimer les excès de pouvoir doivent toujours exister dans la loi ; que c'est à la Cour de Cassation, gardienne suprême de l'ordre des juridictions, que ce droit doit appartenir. Lorsqu'on déclare qu'il y a eu excès de pouvoir, on prononce non seulement sur le jugement, mais presque sur le juge lui-même ; c'est là un droit de censure qui s'exercera très rarement, mais qui doit pouvoir s'exercer quelquefois, et qui ne serait nulle part aussi bien placé que dans les mains de la Cour de cassation. » — C'est pourquoi l'article 15 de la loi de 1838 décide que « les jugements rendus par les juges de paix ne pourront être attaqués par la voie du recours en cassation que pour excès de pouvoir. » Désormais, par conséquent, et conformément à ce que nous disions tout à l'heure, les jugements des juges de paix, entachés d'incompétence, peuvent être tous attaqués par la voie de l'appel, la cassation étant réservée pour les cas d'excès de pouvoir. En effet, en tant qu'ils statuent en premier et dernier ressort, les juges de paix sont plutôt juges d'équité que juges de droit ; aussi leurs jugements échappent-ils à la censure de la Cour de cassation, même en cas de violation de la loi, et sauf exception s'ils ont commis un excès de pouvoir.

2. — Prorogation de compétence

Nous retrouvons, pour la compétence en premier et dernier ressort, la question de prorogation, que nous avons déjà étudiée pour les autres compétences.

Les parties, majeures et capables, peuvent-elles autoriser un juge de paix à statuer en dernier ressort sur une affaire dont la loi ne lui attribue la connaissance qu'en premier ressort seulement ? L'article 7 du Code de procédure civile est formel sur ce point. Les parties peuvent renoncer à un avantage, à un secours, à l'appel, que la loi leur offrait, pour autoriser le juge à statuer définitivement et irrévocablement sur leurs intérêts. La juridiction du juge de paix se trouve étendue, non au point de vue de la nature du litige, mais au point de vue de sa valeur. Il peut statuer sans appel sur une quantité plus forte. Il y a prorogation de sa juridiction *de quantitate ad quantitatem*. Pareille extension n'apporte aucun trouble à l'ordre des juridictions, et c'est pourquoi le législateur l'autorise.

Ajoutons qu'on est allé plus loin ; on a décidé que les parties pouvaient également autoriser le juge de paix à statuer sur une valeur excédant le taux ordinaire de sa compétence. Ainsi, voulant réclamer de Paul deux ou trois mille francs dont je le prétends mon débiteur, je me présente avec lui, qui y consent formellement, devant le juge de paix de son domicile ; nous pouvons, par notre commun accord, rendre ce juge de paix compétent pour connaître de la contestation comme juge de paix ; nous pouvons même l'obliger, de notre accord commun, à connaître de la contestation, quand même il ne le voudrait pas, en vertu de l'obligation que lui impose l'article 7 du Code de procédure civile.

Cette prorogation, cependant, qui est admise en jurisprudence, et qui existe légalement pour la compétence des tribunaux de première instance d'après la loi des 16-24 août 1790, article 6, titre III, ne se retrouve, à l'égard des justices de paix, ni dans cette loi ni dans celle du 26 octobre 1790 ; cette dernière n'a voulu que permettre aux parties de se faire juger par un juge de paix autre que leur juge naturel, mais en renfermant celui-ci dans les limites ordinaires de sa compétence *quoad summam*. Aussi cette question donne-t-elle lieu à une controverse que nous résumons brièvement :

La pratique tient pour l'affirmative ; on s'appuie sur ce que, dit-on, ce n'est pas là une règle de compétence *ratione materiæ* ; la cause, inférieure ou supérieure à 200 fr., est toujours une cause mobilière, une cause de la nature de celles déterminées par l'article 1^{er} de la loi de 1838. Les parties, en soumettant volontairement cette contestation au juge de paix, ne dénaturent pas les règles, les habitudes de sa juridiction ; elles ne prorogent pas sa compétence d'un genre d'affaires à un genre différent, mais d'une quantité moindre à une quantité plus forte. Or, dit-on, c'est dans un intérêt purement privé que la loi limite à 200 fr. la compétence des juges de paix ; libre aux parties de renoncer à cette limite et d'élever, si bon leur semble, cette compétence à plus de 200 fr.

Les partisans de l'opinion contraire répondent : certainement la loi eût pu le décider ainsi ; mais les articles 1 à 6 de la loi de 1838 déterminent d'une manière expresse, spéciale, limitative les cas de compétence pour les juges de paix. De plus, ils sont juges d'exception, et il est impossible de leur donner compétence pour les cas où la loi la leur refuse. Or, cette compétence en matière mobilière est limitée à 200 fr ; l'étendre au delà, c'est investir une juridiction exceptionnelle d'une mission que la loi ne lui donne pas ; c'est violer les règles de la compétence *ratione materiæ*. — En effet, la ligne de démarcation entre la compétence *ratione materiæ* et la compétence *ratione personæ* ne tient pas à la qualité de personnelle ou de réelle, de mobilière ou d'immobilière de la cause. Un juge est incompétent, *ratione materiæ*, quand la cause qui lui est soumise n'appartient, d'après la loi, ni à lui, ni à aucun juge, ni à aucune juridiction du même degré ; au contraire, l'incompétence est *ratione personæ*, quand la cause, sans appartenir à tel ou tel juge, appartient cependant à un juge du même ordre, à une juridiction du même degré. Or ici, l'impossibilité de connaître des demandes, même personnelles, au-dessus de 200 fr., est évidemment une incompétence *ratione materiæ* ; car ce n'est pas seule-

ment pour tel ou tel juge de paix, c'est pour tous les juges de paix que la limite de 200 fr. est établie par l'article 1^{er} de la loi de 1838 ; sous ce rapport, le texte de l'article 7 est d'ailleurs dans l'accord le plus parfait avec les principes résultant de cette loi. En effet, l'article 7 permet bien, dans la troisième dérogation qu'il autorise, de saisir d'une contestation un juge légalement incompétent, lorsque cette incompétence se réfère soit au domicile des parties, soit à la situation de l'objet litigieux ; or, lui créer une compétence qui lui est refusée dans des circonstances étrangères à ces deux-là, c'est investir un juge d'exception d'une compétence que la loi ne lui donne pas. En deux mots, l'article 7 permet de déroger aux articles 2 et 3 du Code de procédure civile, mais pas aux articles 1 à 6 de la loi de 1838. La règle qui détermine les degrés de juridiction rentre dans la compétence absolue ; or le juge de paix appartient à un degré différent de celui où est placé le tribunal d'arrondissement ; il y a donc incompétence absolue, lorsqu'on le saisit d'une affaire attribuée par la loi à ce tribunal.

La jurisprudence admet l'affirmative ; elle reconnaît aux parties le droit d'autoriser un juge de paix à statuer sur une valeur excédant le taux ordinaire de sa compétence. Elle applique ici les règles de l'incompétence *ratione personæ*, en admettant la prorogation ; mais alors elle apporte une restriction à sa doctrine, en exigeant des parties une prorogation expresse de la compétence du juge de paix. En effet, s'enlever la faculté de faire appel, de demander la réformation d'une sentence qui nous lésera peut-être, est un acte d'une extrême gravité, et le législateur veut que les clients des justices de paix, gens généralement peu instruits et non accompagnés d'hommes éclairés, apportent une attention spéciale à l'acte qu'ils vont accomplir. Elle veut les prémunir contre un danger qu'ils ne sauraient pressentir. De là, la nécessité d'une déclaration formelle, et celle de la signature de cette déclaration, ou de la mention expresse que les plaideurs ne savent pas signer ; ceci suppose nécessairement

qu'une interpellation leur sera adressée par le juge de paix, qui leur expliquera la gravité de l'acte qu'ils veulent accomplir (art. 7, C. pr. civ.). Cependant, on pourrait dire que la prorogation de compétence n'a pas besoin d'être expresse, en argumentant des articles 168 et 169 du Code de procédure civile : la partie, qui aura été appelée devant un tribunal autre que celui qui doit connaître de la contestation, pourra demander son renvoi devant les juges compétents; elle sera tenue de former cette demande préalablement à toutes autres exceptions et défenses. Néanmoins, nous nous rangeons à l'opinion de la jurisprudence (cf. *supra*, p. 112).

CONCLUSIONS

Nous venons de passer en revue *les attributions contentieuses des juges de paix en matière mobilière*; nous avons vu que ces actions formaient la partie principale de la compétence civile des juges de paix, parce que ce sont des questions peu importantes en elles-mêmes et faciles à résoudre.

Mais plusieurs fois, au cours de cette étude, il nous a été donné de remarquer combien la loi de 1838 restreignait la compétence des juges de paix, combien elle était devenue incomplète pour notre époque, et combien dès lors le besoin d'une nouvelle législation, plus large, plus en rapport avec nos besoins actuels, se faisait sentir.

La loi de 1838 est, avons-nous dit, bien imparfaite. Nous le prouvons :

D'abord, le même phénomène qui s'était produit avant 1838, à propos du taux de la compétence, et que nous avons déjà signalé en son temps ⁽¹⁾, reparaît de nos jours. — La loi de 1838 fixe la compétence à 100 fr. en dernier ressort, et à 200 fr. à charge d'appel. Or, c'est un principe économique certain, que la valeur de l'argent diminue de jour en jour, par suite de l'augmentation de la richesse et des ressources d'un pays. Et, par là même, le taux de la compétence, fixé par la loi de 1838, qui cependant avait été déjà

(1) Cf. *supra*, p. 14.

élevé (puisque le décret des 16-24 août 1790 le fixait à 50 livres sans appel et à 100 livres à charge d'appel), est devenu trop faible ⁽¹⁾.

Ajoutons que, pour chacune des actions déterminées par les articles 2 à 6 de la loi de 1838, il y aurait intérêt pour les justiciables à ce que la compétence du juge de paix s'élève de plus en plus. — En effet, malgré les détracteurs qu'ils ont pu trouver, les mécontents qu'ils ont pu faire, les juges de paix sont considérés la plupart du temps comme de bons juges. Ils devraient donc avoir une plus large juridiction, d'autant plus que leur manière de procéder, pour arriver à la solution des procès, est rapide et peu coûteuse.

Il est même regrettable que le juge de paix ne puisse rendre une sentence dans beaucoup de cas qui excèdent sa compétence, quoique étant à sa portée par leur situation, et à sa pleine connaissance par tous les moyens que lui procurent, soit la connaissance personnelle des parties, soit toutes les circonstances qui peuvent éclairer sa religion, circonstances qui échappent souvent à un magistrat éloigné du lieu du litige. — Ainsi, pour les contestations qui s'élèvent à propos des locations, le juge de paix devrait être compétent, quel que soit le montant du prix du loyer, parce qu'il est plus à même que n'importe quel juge de connaître les lieux, objet du conflit, et les usages locaux en matière de bail. — Ainsi encore, on devrait étendre sa compétence pour les demandes en pension alimentaire, parce que le juge de

(1) Benech, en 1839 (*Des justices de paix*, p. 30), écrivait : « Déjà, en 1806, la Cour de cassation, organe des vœux de la magistrature française, demandait qu'on doublât la compétence des juges de paix. — Depuis cette époque, les mêmes vœux avaient été souvent formulés. Le besoin de rapprocher les justiciables de leurs juges, de rendre la distribution de la justice plus économique, plus rapide, et souvent plus éclairée, tout semblait entraîner vers ces idées de réforme. Les temps n'étaient-ils pas entièrement changés depuis 1790 ? » — Ne pouvons-nous pas dire à notre tour que les temps sont entièrement changés aussi depuis 1838 ?

paix peut connaître plus facilement les besoins de celui qui réclame une pension alimentaire, et le genre de vie prouvant la fortune de ceux à qui on la réclame.

Depuis longtemps, on a remarqué toutes ces imperfections de la loi en vigueur, et on a essayé d'y porter remède, d'étendre la compétence des juges de paix, pour diminuer les frais de justice et contenter ainsi les contribuables. — Mais cette question si grave de la compétence des juges de paix touche à trop d'autres questions non moins graves, pour lui permettre d'aboutir du jour au lendemain. L'extension de la compétence a trouvé des adversaires puissants, suscités par l'intérêt ; si, en effet, on augmentait le nombre des affaires ressortissant des tribunaux de paix, on diminuerait d'autant celui des affaires rentrant dans la compétence des tribunaux d'arrondissement ; c'est ce qu'on n'a pas voulu, car on menacerait de supprimer par là pas mal de tribunaux de première instance, qui seraient presque inoccupés si on diminuait le nombre de leurs affaires. Cette diminution, de plus, ferait perdre aux avoués, huissiers, avocats, etc., une partie de leurs revenus, et ces corporations sont assez puissantes pour faire entendre et prendre en considération leurs protestations, d'ailleurs bien justifiées.

Presque toutes les législatures, depuis l'avènement de la troisième république, ont songé à cette réforme, et, parmi tous les projets déposés depuis trente ans sur le bureau de la Chambre ou du Sénat, nombreux sont ceux qui ont trait à cette matière. — Malheureusement, tous, jusqu'alors, après avoir été pris en considération et discutés devant une des Chambres, reprenaient place dans les cartons, allant ainsi rejoindre dans le silence et l'ombre tous leurs prédécesseurs, et y attendre leurs successeurs.

La série serait longue à étudier, et de plus ne rentrerait pas complètement dans notre sujet. En effet, les auteurs de

ces projets et de ces propositions voulaient remanier de fond en comble l'institution, réformant qui le recrutement des juges de paix, leur traitement, leur retraite ; qui leur compétence territoriale, s'étendant à deux cantons au lieu d'un seul ; qui enfin leur compétence *ratione materiæ*, en y faisant rentrer des actions immobilières et commerciales, et leur compétence en premier et dernier ressort en l'étendant le plus possible.

Sans entrer dans la discussion détaillée de ces projets défunts, nous nous contenterons de les citer par ordre de date. Cette nomenclature comporte donc, depuis 1877 à nos jours ⁽¹⁾ :

Une proposition Floquet-Parent, de 1877.

Une proposition Eymard-Duvernay, de 1880.

Un projet Cazot, de 1881.

Une proposition Giraud. Bisseuil, Poisset, Martin-Feuillée, toutes les quatre de 1882.

Un projet Martin-Feuillée, de 1883.

Une proposition Saint-Romme, de 1883.

Un projet Brisson, de 1885.

Une proposition Brousse, Sabatier, Colfavru, Pally, toutes de 1886.

Une proposition Labussière, en 1888.

Une proposition Million, Dupuy-Dutemps, en 1893.

Un projet Antonin Dubost, de 1894.

Quelques autres projets à passer sous silence depuis cette époque.

Enfin la proposition J. Cruppi, déposée sur le bureau de la Chambre des députés, le 25 février 1903 ⁽²⁾.

(1) Nous avons emprunté cette matière à la quatrième partie de la thèse de C. Tranchand sur « la compétence des juges de paix d'après les lois postérieures à 1838 » (Montpellier, 1897).

(2) On trouvera le texte de cette proposition Cruppi dans *Les Lois nouvelles*, numéro du 1^{er} mai 1903.

Cette dernière proposition semble devoir aboutir. Elle a été l'objet, à la Chambre, d'une longue discussion qui a occupé une dizaine de séances, depuis le 16 juin 1903, jusqu'au 9 février 1904, date à laquelle la proposition a été adoptée par 510 voix contre 49.

Les divers orateurs qui se sont succédé à la tribune ont soulevé des questions importantes, que la Chambre a résolues au mieux des intérêts des justiciables. — La nouvelle loi proposée, si elle arrive à bien, apportera donc une amélioration sensible à la procédure civile. Les justiciables y trouveront une économie, et verront souvent des difficultés facilement réduites, grâce à l'extension de la compétence des juges de paix, leur permettant d'obtenir justice, tandis qu'une juridiction plus coûteuse la leur rendrait impossible. Ils trouveront aussi très souvent un moyen de se concilier avant de s'être lancés dans des frais qui, une fois commencés, rendent toute entente bien difficile, sinon impossible.

Nous souhaiterons donc de voir aboutir le plus tôt possible ces réformes si désirables, et nous espérons que le Sénat ratifiera la volonté de la Chambre des Députés en votant la proposition qui lui sera bientôt soumise.

Mais pour aboutir à une réforme utile, et pour que l'extension de compétence des juges de paix ne devienne pas un mal, au lieu d'être un bienfait, il fallait d'abord modifier l'organisation même de la justice de paix ; il fallait changer le mode de recrutement des juges de paix, et exiger de ceux-ci des garanties de science et d'impartialité. C'est ce que fait le nouveau texte de la loi en élaboration ⁽¹⁾, qui décide qu'à partir de la promulgation de la présente loi pourront seuls être nommés juges de paix : les licenciés en droit, les capitulaires, ceux qui, pendant cinq ans, auront été notaires,

(1) Cf. art. 22 de la proposition adoptée par la Chambre.

avoués, greffiers, etc., bref, toutes personnes ayant un certain savoir pratique des sciences juridiques. Il fallait ensuite améliorer la situation pécuniaire des juges de paix ; et la nouvelle loi s'en occupe également, en augmentant leur traitement (art. 24), en leur assurant de l'avancement, une retraite à l'âge de soixante-dix ans et le titre purement honorifique de juge de paix honoraire (art. 23).

Cette première réforme indispensable une fois accomplie, mais à ce moment-là seulement, l'extension de la compétence du juge de paix ne rencontrera plus d'adversaires, et elle s'accomplira aisément, rapidement, au plus grand profit de la justice et des justiciables.

Le nouveau projet de loi, dans ses premiers articles, étend la compétence à 300 fr. en dernier ressort, et à 600 à charge d'appel pour les actions mobilières. Ces sommes, à notre avis, sont raisonnables. Cependant, quelques personnes, des praticiens éprouvés, des juges de paix impartiaux, souhaiteraient de voir cette compétence s'élever encore à 500 fr. en dernier ressort, et à 1,500 fr. et même 2,000 fr. en premier ressort, lorsque le titre sur lequel on s'appuie pour fonder ses droits n'est pas contesté, et toujours en premier ressort si le titre est contesté ou s'il n'en existe pas. Les articles 2 à 7 inclus augmentent tous la compétence du juge de paix d'après la valeur du litige, et certains d'entre eux font entrer dans cette compétence des actions qui n'y étaient pas comprises. C'est ainsi que l'article 6 parle des vices rédhibitoires, et l'article 7 des indemnités relatives à la perte et à l'avarie d'un colis postal.

Le nouveau projet de loi constitue donc un progrès très appréciable pour la distribution économique de la justice. Il permettra aux justiciables d'approcher plus facilement le tribunal, ou le magistrat chargé de leur rendre justice. Un intermédiaire, tel qu'avoués ou agents d'affaires plus ou

moins disposés à voir les procédures se prolonger, sera, dans beaucoup de cas, évité. Le justiciable, ayant à sa portée un juge auquel il peut s'adresser directement, trouvera, dès le début, le conseil pratique le meilleur ; il évitera souvent des complications, dans lesquelles des conseils intéressés l'engagent parfois, sans les lui faire prévoir.

Il serait donc, à ce point de vue, désirable de voir encore simplifier la procédure par la suppression des formalités, ou des formes de procéder encore en vigueur. Ainsi, en général, les citations et toutes significations seraient avantageusement remplacées par la *lettre recommandée* ; d'où économie du transport d'un huissier, et de copies multiples, dont le seul avantage est de rémunérer un auxiliaire de la justice qui, n'ayant d'autres émoluments que le produit de ses copies, pousse naturellement ses clients aux poursuites ou à la résistance par tous les moyens possibles.

Vu :

DUVERDIER DE SUZE.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

Vu ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 22 décembre 1904.

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLAIN et CARRÉ. Manuel encyclopédique des juges de paix. 1882, 3 vol.
- AUGIER (Victor). Encyclopédie des juges de paix.
- BENECH. Des justices de paix. 1838.
- BOURBEAU. De la justice de paix. 1863.
- BURNOD. Attributions non contentieuses des juges de paix (thèse. Paris, 1896).
- CARRÉ (N.-A.). Compétence judiciaire des juges de paix en matière civile et pénale. — 2 vol. 2^e édition, 1888, t. 1^{er}.
- CARRÉ. Lois de la compétence, 2 vol.
- CARRÉ. Justices de paix, 2 vol.
- CAROU. Juridiction civile des juges de paix. 1839, 2 vol.
- CURASSON. Traité de la compétence des juges de paix, 2 vol. Édit. de 1839, 1841, 1877.
- FOUCHER. Lois de 1838 sur les justices de paix.
- GARSONNET (E.). Traité théorique et pratique de procédure, 8 vol. 2^e édit. Paris, 1898.
- GIRAudeau. Commentaire de la loi des justices de paix.
- GLASSON (E.). Traité de procédure civile, t. 1^{er}.
- GLASSON (E.). Précis théorique et pratique de procédure civile. 2 vol. Paris, 1902.
- HENRION DE PANSEY. De la compétence des juges de paix. 1825.
- DE MONTRICHARD. Etude critique sur l'organisation des justices de paix (thèse. Paris, 1898).
- NOURTIER. Lois des juges de paix. 1840.
- TRANCHAND. De la compétence des juges de paix, d'après les lois postérieures à 1838 (thèse. Montpellier, 1897).
-

PÉRIODIQUES

Annales des Justices de paix, *passim*.

Dalloz. Jurisprudence générale.

Dalloz. Les Codes annotés.

Dalloz périodique.

Journal officiel de la République française.

Journal des Avoués.

Les lois nouvelles.

Moniteur des Juges de paix.

Revue trimestrielle de droit civil français.

Revue des justices de paix.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Du double rôle accordé par le législateur aux juges de paix. — On laissera de côté le rôle de médiateur pour ne s'occuper que de celui de juge ; on restreindra même encore ici le champ d'études pour ne s'occuper que de la compétence civile des juges de paix en matière mobilière.	3
Notions générales sur les actions personnelles, réelles, mobilières, etc. . .	6
Théorie de la compétence. Diverses compétences.	7
Application de ces idées aux justices de paix. — Exposé du but de cette étude	9
Plan	11

PREMIÈRE PARTIE. — Compétence « *ratione materiæ* »

Définition. Subdivisions de cette première partie	13
---	----

CHAPITRE I^{er}. — COMPÉTENCE GÉNÉRALE.

Elle est contenue dans l'article 1 ^{er} de la loi du 25 mai 1838. Raison de cette attribution pour les matières purement personnelles et mobilières. — Explication des mots : « Toutes actions purement personnelles et mobilières. » — Un peu d'histoire.	14
On doit exclure de la compétence générale des juges de paix, ainsi déterminée, toutes les affaires qui vont aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes.	16

CHAPITRE II. — COMPÉTENCE SPÉCIALE.

On la trouve dans les articles 2 à 6 inclus de la loi de 1838.	
Elle détermine les affaires qui sont de la compétence des juges de paix :	
Section 1 ^{re} . — A raison de la nature et de la valeur de l'action . . .	29
§ 1 ^{er} . — Commentaire de l'article 2 de la loi de 1838.	
A — Des contestations entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs, et les voyageurs ou locataires en garni pour dépenses d'hôtellerie et perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel.	25

B. — Des contestations entre les voyageurs et les voituriers ou bateliers pour retards, frais de route et perte ou avarie d'effets accompagnant les voyageurs	31
Les Compagnies de chemins de fer rentrent dans l'énumération de cet article	36
C. — Des contestations entre les voyageurs et les carrossiers ou autres ouvriers pour fournitures, salaires et réparations faites aux voitures de voyage	37
Conflit entre la compétence du tribunal de commerce et celle des juges de paix à propos des cas de l'article 2.	38
§ 2. — Commentaire de l'article 4 de la loi de 1838.	
Raison d'être de cet article; notions générales et législation sur le contrat de louage	43
A. — Des actions en indemnités réclamées par le locataire ou fermier pour non-jouissance provenant du fait du propriétaire lorsque le droit à une indemnité n'est pas contesté	46
B. — Des dégradations et pertes dans les cas prévus par les articles 1732 et 1733 du Code civil	49
Section 2. — A raison de la nature seule de l'action	
§ 1 ^{er} . — Commentaire de l'article 3 de la loi de 1838	54
I. — De quelles contestations les juges de paix peuvent-ils connaître en matière de baux à loyer ou à ferme ?	56
1 ^o Des actions en paiement des loyers ou fermages	56
2 ^o Des congés	58
3 ^o Des demandes en résiliation de baux, fondées sur le seul défaut de paiement des loyers ou fermages	59
4 ^o Des expulsions de lieux	60
5 ^o Des demandes en validité de saisie-gagerie.	
II. — Quand les juges de paix sont-ils compétents, en matière de baux, pour connaître des actions ci-dessus énumérées ?	62
§ 2. — Commentaire de l'article 5 de la loi de 1838.	
A. — Des réparations locatives des maisons ou fermes, mises par la loi à la charge du locataire.	66
B. — Des contestations relatives aux engagements entre gens de travail, domestiques ou gens de service, ouvriers ou apprentis, — et ceux qui les emploient	68
C. — Des contestations relatives au paiement des nourrices . . .	74
D. — Des actions civiles pour diffamation verbale et pour injures publiques ou non publiques, verbales ou par écrit, autrement que par la voie de la presse ; — des mêmes actions pour rixes ou voies de fait, le tout lorsque les parties ne se sont pas pourvues par la voie criminelle.	75
E. — Des actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux, et de celles relatives	

à l'élagage des arbres ou haies, et au curage soit des fossés, soit des canaux servant à l'irrigation des propriétés ou au mouvement des usines, lorsque les droits de propriété ou de servitude ne sont pas contestés	77
§ 3. — Commentaire de l'article 6 de la loi de 1838	79
On laisse de côté les trois premiers paragraphes de cet article pour arriver à l'étude des demandes en pension alimentaire n'excédant pas cent cinquante francs par an, et seulement lorsqu'elles sont formées en vertu des articles 205, 206 et 207 du Code civil.	80
CHAPITRE III. — DES DEMANDES RECONVENTIONNELLES OU EN COMPENSATION	85
CHAPITRE IV. — COMPÉTENCE DES JUGES DE PAIX, EN MATIÈRE CIVILE ET MOBILIÈRE, RÉGLÉE PAR DES LOIS AUTRES QUE CELLE DE 1838	90
APPENDICE. — DE L'EXCEPTION D'INCOMPÉTENCE : INCOMPÉTENCE « RATIONE MATERIE »	94
 DEUXIÈME PARTIE. — Compétence « ratione personæ »	
CHAPITRE I ^{er} . — RÈGLE GÉNÉRALE (Commentaire des articles 2 et 3 du Code de procédure civile)	98
CHAPITRE II. — APPLICATION DE LA RÈGLE GÉNÉRALE AUX ACTIONS PERSONNELLES ET MOBILIÈRES.	101
CHAPITRE III. — INCOMPÉTENCE « RATIONE PERSONÆ. » — PROROGATION DE LA COMPÉTENCE	112
 TROISIÈME PARTIE. — Compétence en premier et dernier ressort	
CHAPITRE I ^{er} .	
1 ^o RÈGLES POUR LA FIXATION DE LA VALEUR RÉGULATRICE DE LA COMPÉTENCE	122
2 ^o RÉUNION DE PLUSIEURS CHEFS DE CONCLUSIONS FORMULÉS DANS UNE MÊME INSTANCE.	
§ 1 ^{er} — Le juge de paix est-il compétent pour connaître d'une demande qui contient plusieurs sommes, dont chacune est inférieure au taux déterminé, mais qui, réunies, s'élèveraient au-dessus de ce même taux ?	126
§ 2. — Le juge de paix est-il compétent pour connaître d'une demande adressée par plusieurs demandeurs contre un seul défendeur, ou par une seule partie contre plusieurs défendeurs, lorsque les intérêts réunis des uns et des autres s'élèveraient au-dessus du taux ordinaire de sa compétence ?	129
CHAPITRE II.	
INFLUENCE QU'EXERCENT SUR LES LIMITES DE LA COMPÉTENCE EN PREMIER ET DERNIER RESSORT LES DEMANDES RECONVENTIONNELLES OU EN COMPENSATION	131

APPENDICE.

1. Pourvoi en cassation	135
2. Prorogation de compétence	136

CONCLUSIONS

Résumé de cette étude.

Les divers projets de réforme.

Étude rapide du projet actuel (du 25 février 1903).

Les desiderata	141
--------------------------	-----

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	149
---------------------------------	-----



